



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 DÉCEMBRE 1920.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 18TH DECEMBER, 1920.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4269

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

4270

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le ONZE JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé, chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce SIXIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et de Notre règne le onzième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,
3995—46—10 L.-P. GEOFFRION.

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1920 et présentés avant le 1er février 1921 ; les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 21 janvier et reçues avant le 26

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the ELEVENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SIXTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the eleventh year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
3996—46—10

Private bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1920, and introduced before the 1st February, 1921 ; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 21st January

janvier 1921, et les rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 15 février 1921.

Québec, le 6 novembre 1920.

Le greffier,
3993-46-10 L.-P. GEOFFRION.

and received before the 26th January, 1921; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 15th February, 1921.

Quebec, 6th November, 1920.

L.-P. GEOFFRION,
3994-46-10 Clerk.

Lettres patentes

"La Co-opérative Ouvrière, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1920, constituant en corporation: Maxime-Alfred Guy, serrefrein, 81a Geo.-Etienne Cartier; Elzéar Rodrigue, wagonnier, 126 Decourcelles, Antonio Richard, caissier, 495a Grand Tronc; Henry Ellis Lynch, comptable, 265 St-Ferdinand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de l'épicerie et de la boucherie gros et détail, sous le nom de "La Co-Opérative Ouvrière, Limitée" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau de la compagnie sera au No 81a Parc Sir Georges-Etienne Cartier, quartier Saint-Henri, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4563 C.-J. SIMARD.

"Universal Engineering Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1920, constituant en corporation: Arthur Kivell Fisk, comptable licencié; Euphemia Margaret Broderick, fille majeure, sténographe; Clara Cole, fille majeure, comptable, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de véhicules et machines, y compris les automobiles, bateaux à moteur, chars et locomotives, engins à gazoline, des grues et outillages, exercer aussi d'une manière générale l'industrie manufacturière; gérer et exploiter des fonderies, ateliers de machines, fabriques pour engins, structures et ponts métalliques, ainsi que tous autres établissements ou bâtiments nécessaires ou convenant à aucun des objets de la compagnie, généralement manufacturer, acheter et vendre toute catégorie et description d'articles faits ou fabriqués, en tout ou en partie, de fer, d'acier, d'un métal ou de bois, d'aucune autre substance et combinaison de substances; faire affaires aussi comme entrepreneurs généraux;

Construire, exploiter et entretenir des routes, rues, ponts, réservoirs, cours d'eau, aqueducs, quais, docks, fourneaux, moulins, concasseurs, usines hydrauliques, ateliers, entrepôts, établissements, ou d'autres boutiques ou structures de cette nature, ou d'autres qu'on jugera indispensables dans l'intérêt corporatif;

Construire, acheter, louer, ou autrement acquérir, entretenir et exploiter des chemins de

"La Co-opérative Ouvrière, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1920, incorporating: Maxime Alfred Guy, brakeman, 81a Geo.-Etienne Cartier; Elzéar Rodrigue, car repairer, 126 Decourcelles; Antonio Richard, cashier, 495a Grand Trunk; Henry Ellis Lynch, accountant, 265 Saint-Ferdinand, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail grocer and butcher, under the name of "La Co-Opérative Ouvrière, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the No. 81a Parc Sir Georges-Etienne Cartier, Saint-Henri ward, Montreal, in the district of Montreal.

Date from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4564 Assistant Provincial Secretary.

"Universal Engineering Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1920, incorporating: Arthur Kivell Fisk, chartered accountant, Euphemia Margaret Broderick, spinter, stenographer; Clara Cole, spinster, book-keeper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell, all kinds of vehicles and machinery, including automobiles, motor-boats, cars and locomotives, gasoline engines, hoisting apparatus and tool machinery; and to carry on the business generally of manufacturers; to manage and operate foundries, machine-shops, factories, and establishments for engine, structural-metal and bridge-making, and any other establishments or buildings necessary or convenient for any of the purposes of the company; and, generally, to manufacture, buy, and sell every kind and description of article composed or manufactured, in whole or in part, of iron, steel or of metal or wood, or of any other material or combination of materials; and to carry on the business of general contractors;

To construct, exploit and maintain roads, streets, bridges, reservoirs, water-ways, aqueducts, wharves, docks, furnaces, mills, crushers, hydraulic plants, work-shops, warehouses, establishments or other factories or commodities of this nature, or such others as may be judged necessary in the interests of the company;

To construct, buy, lease, or otherwise acquire, maintain and exploit, street railways, electric

fer, tramways électriques, aiguilles et voies d'évitement ou d'autres structures de même nature sur terrain appartenant à la compagnie, aussi bâtir, acquérir, posséder, affréter et utiliser des navires à vapeur et autres ainsi que tous autres moyens de transport par eau qui peuvent être nécessaires, utiles ou indispensables à l'obtention des intérêts corporatif ;

Acheter, louer, prendre à bail ou autrement acquérir de la propriété mobilière ou immobilière, des servitudes, droits ou privilèges que la compagnie estimera nécessaires ou indispensables aux objets de son industrie ;

Vendre, améliorer, louer, hypothéquer, grever, exploiter et disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété mobilière ou immobilière de la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre des étiquettes commerciales, des droits patentés, des procédés brevetés ou des privilèges, aussi les exploiter, soit qu'ils aient été octroyés sous l'autorité des lois du Canada ou d'un autre pays, transférer à d'autres le droit de s'en servir, moyennant une royauté ou pour un montant déterminé dont on conviendra, pendant la totalité ou aucune partie de la durée de ces brevets ou privilèges, accepter en paiement d'iceux de l'argent, des hypothèques, ou telle autre garantie qu'on croira susceptible d'intéresser la compagnie ;

Construire, entretenir et exploiter sur la propriété de la compagnie, dans le comté d'Hoche-laga, dans le district de Montréal, toutes installations, voies ferrées latérales, lignes télégraphiques ou phoniques, des ponts, réservoirs, glissoires, barrages ainsi qu'aucunes autres structures ou commodités qui paraîtront directement ou indirectement appropriés aux objets de la compagnie ; et développer, installer, louer, acheter et vendre des usines hydrauliques ou autres pour générer et accumuler l'électricité et l'énergie électromotrice, mécanistique, ou d'autres usines semblables qui sembleront indispensables aux objets de la compagnie ;

Accepter et accepter des acheteurs et débiteurs de la compagnie des hypothèques, liens et gages affectant les meubles ou les immeubles, ou toutes autres valeurs portant intérêt ou autre fruit, selon que la compagnie le jugera à propos, vendre et céder toutes ces valeurs ou partie d'icelles, ou autrement en disposer, emprunter de l'argent, émettre des traites, souscrire, accepter, endosser et signer des lettres de change, billets promissaires, obligations, garanties ou reconnaissances de dettes de toute espèce, ou toutes autres valeurs négociables que la compagnie pourrait garantir par une hypothèque sur sa propriété ou sur son actif et d'une manière générale, se servir de son crédit pour faciliter les transactions de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir aucune industrie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie de même que tous terrains, privilèges, droits contrats et engagements connexes ;

Acheter, détenir, acquérir, transférer, vendre et disposer d'actions, parts et débentures de toutes les autres compagnies aux objets semblables ;

Faire convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession, à l'amalgamation et à la consolidation avec, s'unir aussi à, aucune autre compagnie se livrant au même genre d'industrie, vendre l'actif de la compagnie ou partie d'icelui ou autrement en disposer pour le prix que la compagnie croira convenable, et plus particulièrement moyennant des obligations, débentures, actions, capitaux, valeurs d'aucune

railroads, railway switches and sidings, or other works of a similar nature upon land belonging to the company, and to build, acquire, and possess, charter and employ steamships or other vessels as well as all other means of transport by water which may be necessary, useful or required to advance the interests of the company ;

To buy, rent, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property, servitudes, rights or privileges which the company may judge necessary or requisite for the objects of its industry ;

To sell, improve, rent, hypothecate, mortgage, exploit and dispose of all or part of the moveable or immoveable property of the company ;

To buy, acquire, own and sell, trade marks, patent rights, patent processes, or privileges, and to exploit the same, whether the same have been issued by virtue of the laws of Canada, or elsewhere, and to convey to others the rights to use the same upon Royalty or for a fixed sum to be agreed upon during the whole or any part of the lives of any such patents or privileges, and to accept in payment therefor cash, mortgages, or such other security as may be deemed by the company to be in its interest ;

To construct, maintain and operate on the property of the company, in the county of Hoche-laga, in the district of Montreal, all works, railway sidings, telegraph and telephone lines, bridges, reservoirs, flumes, dams, and any other works or conveniences which may seem directly or indirectly conducive to any of the company's objects ; and to develop, install, rent, buy, and sell hydraulic or other powers to produce and store electricity and electric motive power, mechanical power, or other similar works as may seem to be necessary for the purposes of the company ;

To make and accept from the buyers and debtors of the company, mortgages, charges and obligations affecting moveables or immoveables, or all other values bearing interest or otherwise, as the company may deem proper, and to sell and cede all such value or part thereof, or otherwise dispose thereof, borrow money, issue drafts, make, accept, endorse and sign bills of exchange, promissory notes, obligations, warranties or acknowledgements, of debts of all nature, or all other negotiable values which the company might guarantee by a mortgage upon its property, or upon its assets, and, in general, make use of its credit to facilitate the affairs of the company ;

To buy or otherwise acquire any business having objects similar to those of the company as well as all land, privileges, rights, contracts and responsibilities appertaining thereto ;

To buy, hold, acquire, transfer, sell and dispose of shares, capital stock, and debentures of all other companies having similar objects ;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession, amalgamation and consolidation with, and to merge with any other company engaged in the same line of business, or sell the assets of the company, or any part thereof, or otherwise dispose thereof for such consideration as the company may deem proper and, more particularly, for obligations, debentures, shares, capital or values of any other

autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la corporation ;

Acheter l'achalandage, les droits, biens et valeurs, cautionner en tout ou pour partie les dettes d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant, sur le point d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, aussi acheter, louer, échanger ou autrement acquérir tous droits, privilèges, permis, patentes ou franchises propres à réaliser les objets de la compagnie ;

Nantir les actions, les deniers et le capital corporatif en paiement de la totalité ou d'aucune partie du prix d'achat de tous biens meubles ou immeubles acquis par la compagnie pour développer son industrie, émettre aussi pour cela des actions entièrement libérées, ou en paiement des services rendus, d'ouvrage fait pour la compagnie, de même que pour acheter des actions ou débetures, du capital et de la propriété, ou l'actif d'aucune autre compagnie exerçant la même industrie, au Canada ou ailleurs ;

Distribuer aux contribuables et actionnaires aucunes valeurs corporatives de la manière et selon la procédure légale et réglementaire déterminée par les administrateurs, sous le nom de "Universal Engineering Corporation", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4565 C.-J. SIMARD.

"Laiterie Ferme Saraguay, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Henri Grou, laitier, des cité et district de Montréal, Joseph Adéland Grou, commerçant, Raoul Grou, et Edouard Grou, tous deux cultivateurs, ces trois derniers de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, Rosaire Dupuis, notaire public et Léon Lorrain, secrétaire ces deux derniers de la cité d'Outremont, district de Montréal, dans les buts suivants :

Produire, préparer, manufacturer et exercer l'industrie des produits agricoles y compris les grains, fruits, laits, légumes et viandes, et les produits s'y rattachant (dérivatifs) et tout autre produit industriel ;

Acquérir par transaction ou autrement et exploiter des fermes, prairies, et toute autre propriété immobilière ou personnelle pour les fins de la compagnie ;

Élever, tuer, abattre, préparer, mettre en conserves ou apprêter autrement pour mettre sur le marché le bétail et tout animal élevé sur une ferme pour l'exportation ou le commerce local ;

Acquérir par transaction ou autrement, et construire, ériger et exploiter des glaciers, éleveurs, entrepôts, machineries, usines et accessoires, boîtes de conserves, bouchons, boîtes au besoin du commerce de la compagnie ;

Acheter, vendre, garder et faire le commerce de gros et de détail de tous articles ou choses de toutes sortes qui peuvent facilement faire partie de cette ligne commerciale et ayant rapport à une partie des objets de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement toute formule, recette, procédé, lettres patentes, marques de

company having objects similar to those of the company ;

To buy the goodwill, rights, properties and assets and become responsible for the debts in all or in part of any person, partnership, association or corporation carrying on, or about to carry on, an industry similar to that of the company, and purchase, rent, exchange or otherwise acquire, all rights, privileges, permits, patents or franchises which may further the purposes of the company ;

To pledge the company's shares, funds and capital to the payment in all or in part of the purchase price of all moveables or immoveables acquired by the company for the development of its industry and also issue for this purpose fully paid up shares, or in payment of services rendered and of work done on behalf of the company, as well as for the purchase of shares or debentures, capital and property, or the assets of any other company carrying on the same business in Canada or elsewhere ;

To distribute among its members and shareholders any of the assets of the company in such manner and form as to law and by resolution may lawfully be decided by the directors, under the name of "Universal Engineering Corporation", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4566 Assistant Provincial Secretary.

"Laiterie Ferme Saraguay, Limitée".

Notice is hereby given that, under the Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of November, 1920, incorporating : Henri Grou, milkman, of the city and district of Montreal, Joseph Adéland Grou, trader, Raoul Grou and Edouard Grou, both farmers, the three latter of the town of Saint Laurent, district of Montreal, Rosaire Dupuis, notary public, and Léon Lorrain, secretary, the two latter of the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes :

To produce, prepare, manufacture and deal in agricultural products including grain, fruit, milk, vegetables and meat, and their derivatives and any other industrial products ;

To acquire by transaction or otherwise and operate farms, meadows and any immovable or personal property for the purposes of the company ;

To raise, kill, slaughter, get ready, can or otherwise shew prepare or market cattle and any animal raised on a farm for export or local trade ;

To acquire by transaction or otherwise and construct, erect and operate icehouses, elevators, warehouses, machinery, workshops and accessories, containers, stoppers, boxes for the requirements of the business of the company ;

To purchase, sell, keep and deal wholesale and retail in articles or things of any kind that may readily form part of such commercial line and in connection with a part of the objects of the company ;

To purchase or otherwise acquire any formula, receipt, process, letters patent, trade marks,

commerce, noms sociaux ou droits d'auteurs concernant les produits de la compagnie ou tous droits ou intérêts la concernant ou dans la manière de manufacturer ou de vendre les produits de la compagnie ;

Demander, acheter, ou acquérir autrement des patentes, concessions et autres choses analogues incluant des droits exclusifs ou non exclusifs ou limités, ou tout secret ou autre information concernant toute invention qui peut sembler utile pour atteindre un des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître avantageuse à cette compagnie, et utiliser, exercer, développer et accorder des licences à cet effet ou autrement négocier avec n'importe quel d'eux ;

Etablir et garder des agences, dépôts et succursales de commerce ;

Demander, acquérir et jouir de toute concession, franchises, droit, privilège ou pouvoir que tout gouvernement ou autorité publique, fédérale, provinciale, municipale ou locale ou toute corporation ou autre corps public puisse être légalement autorisé à faire ou accorder ;

Promouvoir ou aider à la promotion de toute compagnie ou compagnies ayant des fins semblables ;

Agir comme agent pour toute compagnie, association ou personne exerçant un commerce analogue ;

Exercer toute autre industrie soit manufacturière ou autre qui peut être jugé par la compagnie, capable d'être entreprise en rapport avec tout commerce ou objets, ci-haut mentionnés, ou considérés pouvoir augmenter la valeur, ou rendre profitable toute propriété ou droit en possession de la compagnie alors ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre entièrement ou en partie les biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute personne ou compagnie, exerçant un commerce analogue ou possédant des propriétés serviables à ses fins, ou que la compagnie pourrait être autorisée à acheter, louer ou acquérir autrement et les payer en actions, bons, débetures, ou sécurités de la compagnie ;

S'unir avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets en vue que cette compagnie ;

Louer, vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, mettre à profit ou disposer autrement des propriétés et biens de la compagnie ou d'une partie d'iceux, pour telles considérations que la compagnie pourrait juger suffisantes, y compris les actions, débetures ou sécurités de toute compagnie ;

Entrer dans toute association ou tout arrangement pour la distribution des profits, l'unité des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée dans tout commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou s'engager et faire des avances, garantir les contrats et aider, d'une autre manière telle personne ou compagnie ;

Distribuer en nature entre les membres de la compagnie, toutes actions, débetures, sécurités ou propriétés appartenant à la compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et garder des actions et sécurités dans toute autre compagnie ayant des objets analogues à ceux de la compagnie ou exerçant tout commerce touchant de près les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ;

Emettre des actions de la compagnie, payées, en paiement de tout bien acheté par la compagnie ou pour services rendus ou pour toute autre considération qui pourrait être jugée juste et suffisante par les directeurs ;

Faire toute action et utiliser toute autorisation

trade names or copyrights concerning the products of the company or any rights or interests respecting it either in the manner of manufacturing or selling the products of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, concessions and other analogous things including exclusive or non exclusive or limited rights, or any secret or other information respecting any invention that may seem useful to attain any of the objects of the company or whose acquisition may appear advantageous to the company, and utilize, exercise, develop and grant licenses to such effect or otherwise deal with any whatever of same ;

To establish and keep business agencies, depots and branches ;

To apply for, acquire and enjoy any concession, franchise, right, privilege or power that any government or public authority, federal, provincial, municipal or local, or any corporation or other public body may be legally authorized to make or grant ;

To promote or assist in promoting any company or companies having similar purposes ;

To act as agents for any company, association or person carrying on a similar business ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise that may be deemed by the company capable of being undertaken in connection with any business or object hereinabove mentioned or considered capable of increasing the value of or rendering profitable any property or right then in possession of the company ;

To purchase or otherwise acquire and undertake wholly or in part the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and responsibilities of any person or company carrying on a similar business or holding property useful for its purposes, or that the company may be authorized to purchase, lease or otherwise acquire, and pay for same with shares, bonds, debentures or securities of the company ;

To unite with any other company having the same objects in view as the present company ;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of the assets and property of the company or any part thereof for such considerations as the company may deem sufficient including the shares, debentures or securities of any company ;

To enter into any partnership or any arrangement for the distribution of profits, union of interests with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction that the company is authorized to carry on or engage in and make advances to, guarantee the contracts of and assist in any other manner such person or company ;

To distribute in kind among the members of the company any shares, debentures, securities or property belonging to the company ;

To take or otherwise acquire and hold shares and securities of any other company having similar objects to those of the company or carrying on any business closely resembling the objects for which the company is incorporated ;

To issue paid up shares of the company in payment for any property purchased by the company or for services rendered or for any other consideration that may be deemed just and sufficient by the directors ;

To do any act and make use of any authoriza-

et exercer toute affaire incidente en vue d'atteindre les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Laiterie Ferme Saraguay, Limitée", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en mille (1000) actions de cinquante piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera, à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4569 C.-J. SIMARD.

"Northern Amusements, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour de décembre 1920, constituant en corporation : Pergantes Estrade Demetre alias P. T. Demestre, marchand ; Harry Pulos, George Cladianos, bourgeois, tous des cité et district de Montréal ; Charles MacKay Cotton et Frederick Thomas Enright, avocats, de la cité de Westmount, aux fins suivantes :

Acquérir par achat, bail ou par autre titre, aussi détenir et posséder des théâtres, salles dramatiques, musicales, cinématographiques, parcs et autres endroits où l'on peut donner des représentations théâtrales, opératiques, vaudevillesques, cinématographiques ainsi que toutes les autres formes de distractions ou d'amusements, aussi vendre, louer, aliéner et autrement disposer de la propriété ainsi acquise et possédée ; Exercer de toutes manières le commerce des immeubles ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transférer, importer, louer, trafiquer et disposer de vues animées, pellicules, lampes, carbones, lentilles, condensateurs, machines, appareils, décors et accessoires de toute catégorie et description ainsi que de tous autres objets et choses de nature semblables ou analogues aux précédents, à aucun d'eux, ou qui s'y rattachent ;

Produire, organiser, posséder, acheter et présenter, permettre à d'autres d'exhiber et présenter des œuvres dramatiques, des opéras, des représentations de cirque, du vaudeville, du cinéma ainsi que tous autres genres de distractions ou d'amusements que l'on donne d'habitude dans les théâtres, opéras, parcs, salles et autres lieux d'amusement ou de récréation, y compris les conférences et expositions de toute sorte ;

Détenir, posséder, acquérir par achat ou autrement, vendre tous jeux et décors scéniques, tous procédés brevetés ou non brevetés qui peuvent servir en rapport avec aucun théâtre, opéra, parcs d'amusement ou autre lieu de distractions ou de plaisirs ;

Faire affaires de toutes façons comme hôteliers et restaurateurs ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, gérer et exercer aucun commerce, des franchises, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, options, l'achalandage, ou d'autres concessions que la compagnie pourra légalement acquérir sous l'autorité des présentes ;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits ou autres biens que la compagnie acquerra en vertu d'aucun titre ;

Faire société ou aucune convention relative

tion and exercise any incidental business with the view of attaining the objects for which the company is incorporated, under the name of "Laiterie Ferme Saraguay, Limitée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into one thousand (1000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4570 Assistant Provincial Secretary.

"Northern Amusements, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1920, incorporating : Pergantes Estrade Demetre alias P. G. Demetre, merchant ; Harry Pulos, George Cladianos, gentlemen, all of the city and district of Montreal ; Charles MacKay Cotton and Frederick Thomas Enright, both advocates, of the city of Westmount, in the district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or other title, and to hold and own any theatres, playhouses, music halls, moving picture theatres, parks and other places where theatrical, operatic, vaudeville, moving picture performances and all other forms of entertainments or amusements may be presented, and to sell, lease, dispose of and otherwise deal with the property so acquired and held ;

To carry on real estate business in all its branches ;

To manufacture, purchase, or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, import, lease, trade in and deal with moving picture, films, lamps, carbons, lenses, condensers, machines, appliances, stage scenery and accessories of every kind or description and in any other article or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them or connected therewith ;

To produce, promote, print, own, purchase and present and to license others to produce and present theatrical plays, operas, circus performances, vaudeville novelties, moving picture exhibitions, and all other forms of entertainment or amusement generally presented in theatres, opera houses, parks, halls and other places of entertainment or amusement, including lectures and exhibitions of all kinds ;

To hold, own, acquire by purchase or otherwise and to sell all scenery and other properties and all patented and unpatented devices which may be used in connection with any theatre, opera houses, amusement park or other place of entertainment or amusement ;

To carry on the business of an hotel and restaurant keeper in all its branches ;

To purchase or otherwise acquire, own, and hold, conduct and carry on any business, franchise, under taking, property, rights, privileges, leases, options, goodwill, or other concessions which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment, or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title ;

To enter into partnership or into any arrange-

au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutual, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie peut exercer ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contracts, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et spécialement des machines, ou outillage, ou assortiment ;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, embranchements ou voies latérales, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins ainsi que d'autres structures et commodités qui paraîtront propres directement ou par dérivation à procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer à, subventionner, ou autrement aider ou prendre part à, leur construction, à amélioration, entretien, exploitation, gestion, exécution ou contrôle ;

Payer les frais de la constitution de la compagnie en corporation, et rémunérer aucune personne pour services rendus en rapport avec l'organisation de la compagnie ;

Rémunérer une ou plusieurs personnes ou compagnie pour services rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou d'aucune de ses débetures ou autres valeurs, sous le nom de "Northern Amusements, Limited", avec un fonds social de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4571 C.-J. SIMARD.

ment for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactures, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof ;

To pay the costs of the incorporation of the company and to remunerate any person for services performed in connection with the promotion of the company ;

To remunerate any person or persons or company for services rendered in placing, assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any of its debentures or other securities, under the name of "Northern Amusements, Limited", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day December, 1920.

C.-J. SIMARD,
4572 Assistant Provincial Secretary.

"Tippet & Co., Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de novembre 1920 constituant en corporation : Henry Noel Chauvin, conseil du roi, Harold Earle Walker, et Jean Martineau, avocats, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, acheter, vendre et trafiquer de toutes les catégories et descriptions d'effets, denrées et

"Tippet & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1920, incorporating : Henry Noel Chauvin, King's Counsel, Harold Earle Walker, and Jean Martineau, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchan-

marchandises, et sans restriction au sens général de ce qui précède, des produits de la ferme, des forêts, carrières, mines et puits, des mers, lacs, rivières et des airs, des bestiaux sur pied et abattus et des produits d'iceux, aussi de tous produits manufacturés avec les produits précités ; des lainages, soieries cotonnades, toiles, fils, des substances et matières de toutes espèces, ainsi que des produits et sous-produits servant à les fabriquer, des teintures, savons, parfums, graisses, des suifs, glus, peintures et vernis, machines, véhicules et véhicules moteurs à traction terrestre, maritime et aérienne, du caoutchouc et objets en caoutchouc ainsi que de tous articles manufacturés avec du caoutchouc, un composé du caoutchouc, et autres substances ou ingrédients ; d'instruments aratoires, de la porcelaine, vaisselle et verrerie, de la joaillerie, objets plaqués et émaillés, drogues, et produits chimiques, instruments de musiques, papiers, livres, instruments et appareils électriques, épicerie et vivres ; des fourrures, tabacs et produits d'iceux ; des jouets meubles, cameras et accessoires photographiques, des hardes et articles de toilette pour dames et messieurs, boissons et breuvages ;

Agir comme agents, facteurs, marchands à commission et courtiers ;

Exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie, les payer en capital-actions ou autrement ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, brevets, licences, concessions et chose semblables conférant aucun droit limité en général, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, paraissant propre à servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention relative au partage de bénéfices ou frais, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun négoce ou genre d'affaire susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, et souscrire ou autrement acquérir des parts et obligations d'aucune telle compagnie, les vendre, détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

diser et without limiting the generality of the foregoing, products of agriculture, the forest, quarry, mine and well, the seas, lakes, rivers and air, live stock and dead stock and the products thereof, and all products manufactured from the products aforesaid ; woollens, silks, cotton, linen, yarns, and materials and fabrics of all kinds and the products and by-products from which the same are manufactured, dyes, soaps, perfumes, grease, tallow, glue, paints and varnishes, machinery, vehicles and motor vehicles for land, water and air, rubber and rubber goods and all things manufactured from rubber or rubber and a combination of rubber and other materials or ingredients ; farm implements, china, crockery and glassware, jewellery, plated and enamelled wares, drugs and chemicals, musical instruments, paper, books, electrical goods and appliances, groceries and provisions ; furs, tobacco and the products thereof ; toys, furniture, cameras and photographic supplies, clothing and ladies' and gents' furnishings, beverages and drinks ;

To act as agents, commission agents, commission merchants and brokers ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

Conclure des arrangements avec une ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal y aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse ; conclure aussi avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ses arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement du terrain, des bâtiments, machines outils et fonds de commerce ;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, faire ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, usines hydro-électriques, quais, manufactures, entrepôts, boutiques, magasins et autres structures et commodités qui sembleront susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner, autrement aider ou prendre part à leur construction, à l'amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle ;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre ou autrement disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la corporation estimera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la corporation ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qu'on estimera bons, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

Vendre, améliorer administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object ;

To promote any company or companies for the purpose of the acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, water power plants, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Tippet & Co., Limited", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00) divisé en cent cinquante (150) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4583

C.-J. SIMARD.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Tippet & Co., Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4584

Assistant Provincial Secretary.

"The Lachine Housing & Development Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Samuel Gerald Tritt, Saul Tritt, avocats ; Nicholas Swan, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Acquérir par achat, louage, échange, ou autrement des terres, bâties et héritages d'aucune tenure ou description, aucune équité ou intérêt y relatif, aucuns droits sur les terrains ainsi situés ou connexes, aussi les faire valoir comme on le jugera à propos, et spécialement en faisant des emplacements à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements de plain-pied, des maisons, fabriques, entrepôts, ateliers, quais, bâties, structures et commodités de toute espèce, en consolidant, rattachant ou subdivisant des propriétés, en les louant et en en disposant ;

Administrer des terrains, bâties et d'autres propriétés sises comme susdit, appartenant ou non à la compagnie, en percevoir les loyers et fruits ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la prospérité et du passif d'aucune personne exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou posséder, aussi de la propriété convenant aux fins de la compagnie, les payer en tout ou en partie en capital de la compagnie, entièrement libéré et non sujet à appel ;

Acquérir et assumer aucune industrie ou entreprise exercée à l'occasion ou en rapport avec aucun terrain ou bâtiment que la compagnie vendra, acquérir, tel que susdit, ou dans lequel elle voudra devenir intéressée, aussi la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de cette industrie ou entreprise, l'exercer ou en disposer, le faire disparaître ou y mettre fin, ou autrement en disposer comme il semblera bon ;

Fonder, exercer et organiser la fondation, l'exercice, sur aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, d'aucun commerce qui peut être convenablement exercé sur ou en rapport avec cette propriété, et dont la fondation peut paraître susceptible d'accroître la valeur de l'intérêt de la compagnie, ou d'en faciliter l'aliénation ;

Avancer et prêter de l'argent aux constructeurs, locataires et autres désireux ou d'améliorer des terrains ou bâties dans lesquels la compagnie est intéressée, aux conditions dont on conviendra ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation,

"The Lachine Housing & Development Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1920, incorporating : Samuel Gerald Tritt, Saul Tritt, advocates ; Nicholas Swan, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange, or otherwise, land, buildings and hereditaments of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected with land so situate, and to turn the same to account as may be expedient, and in particular by preparing building sites, and by constructing, re-constructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, and by consolidating or connecting or subdividing properties, and by leasing and disposing of the same ;

To manage land, buildings, and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and to income thereof ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person carrying on any business which the company is authorized to carry on or possess and property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same or any part thereof, with fully paid-up and non-assessable stock of the company ;

To acquire and take over any business or undertaking carried on, upon or in connection with any land or building which the company may desire to acquire as aforesaid, or become interested in, and the whole or any of the assets and liabilities of such business or undertaking, and to carry on the same, or to dispose of, remove or put and end thereto or otherwise deal with the same as may seem expedient ;

To establish and carry on and to promote the establishment and carrying on, upon any property in which the company is interested, of any business which may be conveniently carried on, upon, or in connection with such property and the establishment of which may seem calculated to enhance the value of the company's interest in such property or to facilitate the disposal thereof ;

To advance and lend money to builders, tenants, and others who may be willing to build on or improve any land or buildings in which the company is interested, on such terms as may be arranged ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being

ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Tirer, souscrire, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, et autres instruments négociables ou transférables ;

Sur autorisation réglementaire sanctionnée par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital corporatif souscrit, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier les règlements, peuvent les administrateurs, de temps à autre, emprunter de l'argent sur le crédit ; limiter ou augmenter le montant à être emprunté ; émettre des obligations, des actions-hypothécaires, ou d'autres valeurs de la compagnie, les nantir ou vendre pour les montants et aux fins jugés avantageux ;

Hypothéquer, grever ou gager la propriété foncière ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir les obligations, actions-hypothécaires ou les autres valeurs pour garantir aussi les montants empruntés aux fins de la compagnie projetée, on pourra hypothéquer les immeubles engager les meubles ;

Rien de ce qui est contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra le pouvoir de la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires souscrits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités ;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "The Lachine Housing Development Company, Limited", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4585 C.-J. SIMARD.

conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To draw, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments ;

If authorized by by-laws, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting duly called for considering the by-laws, the directors may, from time to time, borrow money upon the credit ; limit or increase the amount to be borrowed ; issue bonds, debenture stock or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums, and at such prices as may be deemed expedient ;

To hypothecate, mortgage, or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debenture stock or other securities, and to secure the sums of money borrowed for the purposes of the projected company, the immoveable may be hypothecated and the moveables pledged ;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

The powers specified in each paragraph are in nowise to be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Lachine Housing & Development Company, Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4586 Assistant Provincial Secretary.

"The Art Swiss Embroidery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de décembre 1920, constituant en corporation : Sam Frankel, Morris Kunum, Frank Fish, marchands ; Benjamin Shulman, avocat ; et Maurice Shulman, avocat, au barreau de la province de la Nouvelle-Ecosse, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Exercer un commerce de broderie, une industrie de tous articles dans la fabrication desquels on emploie la broderie, se livrer à l'importation de tous draps et matières, effets de broderie, ainsi que de toutes les autres choses connexes, exercer aussi ledit commerce en gros et au détail ;

Acquérir, acheter, détenir et vendre, ou autrement aliéner, manufacturer, fournir, produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, denrées et marchandises dont on trafique dans ledit commerce, qui s'y rapportent ou s'y rattachent, sont indispensables ou utiles à la réalisation des objets de la compagnie ;

Acheter, louer, ou autrement acquérir et détenir, soit pour placement soit pour revente, de la propriété foncière ou personnelle, des hypothèques ou d'autres valeurs, aussi les améliorer, occuper, louer, échanger, ou autrement en disposer en tout ou en partie ;

"The Art Swiss Embroidery, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1920, incorporating : Sam Frankel, Morris Kunum, Frank Fish, merchants ; Benjamin Shulman, advocate ; and Maurice Shulman, barrister for the bar of the Province of Nova Scotia, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry an embroidery business a manufacturing of all articles in which embroidery is used and the importation of all cloths and materials and embroidery materials and all other things incidental, and to carry on the said business wholesale and retail ;

To acquire, purchase, hold and sell, or otherwise dispose of, manufacture supply and produce import and export, all kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to said business, or necessary or useful in carrying out the objects of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold either for investment or re-sale, real or personal property, mortgages or other securities, and to improve, occupy, sell, lease, exchange or otherwise deal with the whole or any part of the same ;

Acquérir des lettres-patentes d'invention, des droits brevetés, procédés, droits d'auteur, étiquettes commerciales et devis d'industrie, aussi les utiliser, vendre, ou accorder des permis sous l'autorité d'iceux ;

Acheter ou autrement acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des droits et du passif d'aucune firme ou compagnie exerçant un commerce entièrement ou partiellement semblable à celui de la présente compagnie ;

Émettre des actions libérées, des obligations, des débetures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, des services rendus, de l'ouvrage fait pour elle, émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations ou des débetures en paiement total ou partiel, ou en échange des actions, obligations, débetures ou autres titres d'aucune autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie connexe au commerce de la présente compagnie ;

Vendre la totalité, ou aucune partie de l'entreprise corporative moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables ou partie semblables à ceux de la présente corporation, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation, conclure aussi aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, et d'autres arrangements de même nature avec des personnes ou compagnies exerçant ou autorisées à exercer un commerce semblable à celui de la présente compagnie, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, garantir aussi les contrats avec ou sans garantie, ou autrement aider aucune telle firme ou compagnie ;

Placer, prêter ou autrement disposer des deniers ou autres valeurs disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Consentir des avances aux clients ou autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, à ses actionnaires, aucune propriété, aucunes valeurs de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou procureurs, sous le nom de "The Art Swiss Embroidery Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4595

C.-J. SIMARD.

To acquire any letters patent of invention, or patent rights, processes, copyrights, trade marks and industrial designs, and to utilize, sell or grant licenses thereunder ;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the assets, business, property, rights and liabilities of any firm or company carrying on any business similar or partly similar to that of this company ;

To issue paid-up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid-up shares, bonds or debentures in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this company ;

To sell out the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or securities of any other company having objects similar or partly similar to those of this company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company, and to enter into any agreement for sharing of profits, union of interests and other arrangements of like nature with persons or companies carrying on or authorized to carry on business similar to that of this company, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, or otherwise assist any such firm or company ;

To invest, loan or otherwise deal with the moneys or other property of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To make advances to customers or others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved amongst its shareholders any property or assets of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys, under the name of "The Art Swiss Embroidery Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1920.

* C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4596

"The Peninsula Lumber Company".

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de décembre 1920, constituant en corporation : Sir Keith William Price, chevalier, ville de Guilford, comté de Surrey, Angleterre, marchand ; William Power, marchand ; John T. Levie, gérant ; Charles E. Murphy, comptable, cité de Québec ; Hiram A. Calvin, marchand, cité de Kingston, Ontario, aux fins suivantes :

1—Opérations forestières :—

Exercer sous toutes formes une industrie de bois de charpente, de construction, de pulpe et de se livrer à des opérations de coupe de bois ; manufacturer, produire et trafiquer du bois, des billes et des essences ligneuses de toute description ; construire, acquérir, posséder actionner, entretenir et disposer des moulins et scieries, chantiers forestiers, fournaux et hangars à sécher, et autres bâtiments, et l'installation, la machinerie et l'outillage servant en rapport avec les opérations de coupe de bois ainsi que dans la fabrication du bois de charpente et de construction ; acquérir, louer, posséder, trafiquer de concessions forestières, peuplements et forêts, bois, droits de flottage, commodité et licences de toutes les sortes ;

2—Manufacturiers :—

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants, exportateurs et importateurs de billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de bois de pulpe, papier, produits et sous-produits du bois et de la pulpe ainsi que de toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois ; exercer aussi l'industrie de manufacturiers et meuniers, trafiquer de marchandises d'un caractère général, construire et exploiter sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, pour les fins industrielles, corporatives, des chemins de fer, tramways et leurs accessoires ;

Posséder, exploiter, entretenir des tracteurs, machines à faire et à empiler des billots, tracteurs "tanks" et engins d'aucune sorte quelconque ;

3—Mines :—

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des mines, droits miniers et gisements métalliques ou aucun intérêt en ceux, aussi explorer, exploiter, exercer, développer et faire valoir, concasser, fouiller, excaver, extraire, fondre, calciner, épurer, traiter, fusionner, manipuler et préparer pour le marché des substances minérales ou métalliques de toutes sortes ; construire, actionner, entretenir, améliorer, gérer, exploiter, contrôler et activer des outillages miniers, des moulins, usines métallurgiques, fabriques, boutiques, manufactures de produits chimiques, installations et autres structures se rattachant directement ou indirectement, au, ou que la compagnie estime appropriées au succès de ses opérations minières, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à aucune telles opérations ;

4—Pulpe :—

Construire, bâtir ou autrement acquérir, posséder, exploiter, entretenir et gérer des usines et fabriques de confection et production de la pulpe mécanique et chimique, de la pulpe, du papier, du carton, des substances à papier, de tous et de chacun de leurs ingrédients, produits ou composés, de tous les articles et substances confectionnés avec aucun des matériaux précités, qui y servent ou y sont utiles, aussi manufacturer, acheter ou autrement acquérir, trafiquer, et vendre tous lesdits articles ainsi que toutes

"The Peninsula Lumber Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1920, incorporating : Sir Keith William Price, Knight, town of Guilford, county of Surrey, England, merchant ; William Power, merchant ; John G. Levie, manager ; Charles E. Murphy, accountant, city of Quebec ; Hiram A. Calvin, merchant, city of Kingston, Ontario, for the following purposes :

1—Lumber :—

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business ; to carry on logging operations ; to manufacture, produce and deal in lumber, logs and woods of all description ; to construct, acquire, own, operate, maintain and dispose of lumber and saw-mills ; planing and dressing plants, lumber yards, dry kilns, dry sheds, storehouses and other buildings ; as well as the necessary plant, machinery and equipment used in connection with logging operations and the manufacture of lumber and timber, to acquire, lease, own and deal in timber limits, wood lands, and timber lands, trees, river rights, easements and licenses of all kinds ;

2—Manufacturers :—

To carry on business as manufacturers, dealers, exporters and importers in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and products and by-products of wood and pulp and all things into which wood enters or forms a part, and to carry on the business of general manufacturers and millers and to deal in general merchandise and to construct and operate on lands owned or controlled by the company for the company's business railways and tramways and their accessories ;

To own, operate and maintain traction engines, piling and logging machinery, caterpillar tractors and engines of any description whatsoever ;

3—Mines :—

To purchase, take on lease or otherwise acquire any mines, mining rights and metalliferous lands in the Province of Quebec or elsewhere or any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn the same to account, to distil, extract, crush, win, get, quarry, smelt, calcine, refine, dress, amalgamate, manipulate, and prepare for market, ore, metal and mineral substances, coke, charcoal, alcohol, essences, liquids, gases, oils, colours, dyes of all kinds ; to construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and operate mining plants, mills, metallurgical works, factories, shops, chemical works, stills, plants and other works directly or indirectly connected with or considered by the company to be conducive to the success of mining operations, and to contribute to subsidise or otherwise aid or take part in any such operations ;

4—Pulp :—

To construct, erect or otherwise acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture and production of mechanical and ground wood, pulp, paper, card board, paper materials and any and all ingredients or products or compounds thereof, and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials or used or useful in connection therewith, and to manufacture, purchase or otherwise acquire, deal in and sell all the said articles and all or any other substances, products

les autres substances, tous autres produits ou dérivés, et généralement exercer l'industrie et le commerce du bois de pulpe, de la pulpe sulphurée et du papier, sous toutes leurs formes ;

5—Usines :—

Construire, ériger, établir ou autrement acquérir, posséder, entretenir et exploiter des usines et fabriques pour la fabrication du bois de charpente, de construction, de pulpe et de tous les articles susceptibles d'être confectionnés avec les produits forestiers, aussi acheter, vendre, et trafiquer des bois de charpente, de construction, de pulpe ainsi que des produits forestiers généralement, aussi de tous les articles qui en sont manufacturés, et faire toutes choses qui sont nécessaires ou se rattachent à l'exercice de l'industrie forestière sous toutes ses formes ;

6—Maisons et magasins :—

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer, entretenir, exploiter, louer, céder à bail, vendre et aliéner toutes bâtisses, magasins, entrepôts, usines, dépôts, bureaux, pensions, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écuries de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir, construire et établir, entretenir ou surveiller, aider à construire, bâtir et établir, entretenir, gérer des églises, écoles, clubs et les autres bâtiments qui seront considérés nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres, aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement en disposer ;

7—Commerce général :—

Exercer le commerce de marchands et négociants généraux, aussi acheter, ou recevoir par consignation, ou autrement, vendre directement ou à commission, trafiquer des denrées, provisions, fournitures, effets, articles et marchandises qui sont ou peuvent être vendues dans un magasin d'aune sorte, catégorie ou description, aussi manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toutes autres denrées et d'aucune d'icelles ;

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et aubergistes ;

Faire affaires comme cultivateurs, commerçants et producteurs de tous produits laitiers, agricoles ou du jardin ;

8—Navigation :—

Bâtir, acquérir, nolisier, affréter, entretenir, exploiter, contrôler, gérer et disposer de navires et bateaux à vapeur, vaisseaux, bâtiments, brise-glaces, barges, dragues, remorqueurs, allèges, bacs et autres vaisseaux de toute catégorie, des lignes de paquebots, navires à vapeurs, de bateaux, des appareils de touage, sauvetage et renflouage des quais, jetées, docks, pontons, cales-sèches, bassins flottant, chantiers de radoub de construction navale, glissoires, bassins, appareils d'approvisionnement de charbon, élévateurs, entrepôts, commodités pour l'entreposage et la congélation, chantiers, parcs d'assemblage, ainsi que de toutes les structures, tous appareils et outillages s'y rattachant ;

9—Barrages et améliorations fluviales :—

Construire, entretenir, altérer, faire, posséder et exploiter sur la propriété que détient ou contrôle la compagnie, aussi sur la propriété adjacente à icelle, tous réservoirs, barrages, écluses, canaux de moulins et autres débouchés, travaux améliorations, estacades, écluses, force hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, glissoires, jetées, routes, rouleaux à billes ainsi que d'autres structures et travaux qui peuvent être nécessaires et avantageux ; aussi produire, générer, développer et créer de l'énergie destinée à aucuns tels travaux, et la transmettre et distribuer par aucuns procédés quelconques aux fins de la compa-

or by-products thereof, and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in wood, pulp, sulphite, sulphate, pulp and paper in all its branches ;

5—Mills :—

To construct, erect, establish or otherwise acquire, own, maintain and operate mills and factories for the manufacture of timber, lumber, pulpwood and any and all articles capable of being manufactured from the products of the forest, and to buy, sell and deal in timber, lumber, pulpwood and products of the forest generally and all articles manufactured therefrom or necessary or incidental to the carrying on of the business of lumbering in all its branches ;

6—Houses and stores :—

To erect build or otherwise acquire, manage, maintain, operate, lease, let, sell and alienate all such buildings, stores, warehouses, shops, depots, offices, boarding houses, dwelling houses, camps, shanties, caches, livery stables and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, construct and establish and maintain or conduct or to aid in building, constructing and establishing, maintaining or conducting churches, school houses, clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others, and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same ;

7—General business :—

To carry on a general mercantile or merchandise business and to purchase, or receive on consignment, or otherwise, sell, directly or on commission, and deal in any such goods, provisions, supplies, wares, effects and merchandise as are or may be sold in a store of any kind, class or description and to manufacture, purchase, sell, and deal in any and all other commodities ;

To carry on the business of hotel, restaurant and lodging house keepers ;

To carry on a business as farmers, dealers and producers of dairy, farm and garden products of all kinds ;

8—Navigation :—

To build, acquire, lease, charter, maintain, operate, navigate, control, manage and dispose of steamships, steamboats, motor boats and other oil burning craft, vessels, ships, ice breakers, barges, dredges, tugs, lighters, scows and other vessels of any class, steamship lines, steamboat lines, vessel lines ; to acquire, operate and manage towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, quays, dry docks, floating docks, deck yards, shipbuilding yards, slips, basins, coaling apparatus, elevators, warehouses, storage and coal storage facilities, yards, stock yards, and all incidental structures, appliances and equipment ;

9—Dams and rivers improvements :—

To construct, maintain, alter, make, own and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluiceways, water powers, aqueducts, wells, ditches, canal, wharves, slides, piers, roadways, log rolls and other erections and works as may be necessary and expedient, and to produce, generate, develop and create power from any such works and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company, or otherwise, and to sell and dispose of

gnie ou autres, vendre et aliéner aucun pouvoir ou les droits à l'usage d'aucune partie de la propriété précitée en faveur d'autres personnes aux conditions jugées judiciaires ; pourvu, cependant, que la vente, la distribution ou la transmission de l'énergie hors les terrains de la compagnie reste régie par les règlements locaux et municipaux y relatifs ; et cette industrie sera exercée uniquement dans la partie de la province de Québec au sud du fleuve Saint-Laurent et à l'est du comté de Bellechasse ;

10—Force motrice :—

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter et maintenir des usines, outillages, machines, appareils et engins pour générer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre actuellement connu ou qui pourra être à l'avenir découverte ; fabriquer, générer, accumuler, transmettre, utiliser, vendre, trafiquer, de fournir à contrat, et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autres, pour l'éclairage, le chauffage ou la force motrice ou pour aucun autre objet auquel peut servir l'électricité, la force ou l'énergie électrique ou autre, pourvu que la vente de la lumière, de la chaleur et de l'énergie soit circonscrite dans les districts de Chicoutimi, Gaspé, Kamouraska et Montmagny ; fabriquer, acheter, vendre, acquérir, louer et généralement faire commerce des machines et engins pour produire, générer, accumuler, utiliser, transmettre et distribuer le gaz, l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre ;

11—Télégraphe, Téléphone et Télégraphie sans fil :—

Faire affaires comme compagnie de téléphone et télégraphe (sans fils ou autre) ; faire aussi toutes choses, construire, manufacturer, acquérir, louer, détenir, entretenir, exploiter et disposer de toute propriété foncière et personnelle, d'instruments, appareils, engins et outils, et être partie à tous contrats se rapportant ou se rattachant d'aucune manière à ce genre d'affaires ;

12—Droits hydrauliques :—

Acquérir, louer, détenir, conserver et exploiter des forces hydrauliques et des droits connexes, aussi louer, acquérir, détenir, construire, entretenir et exploiter toutes usines et améliorations nécessaires ou appropriées à leur développement et utilisation ;

13—Généralités :—

Construire, bâtir, acquérir, louer, exploiter, maintenir et disposer de poteaux, fils, câbles, supports, conduits, tuyaux, canaux, flumes, drains, appareils, instruments et dispositifs de toutes les sortes indispensables à la réalisation d'aucun des objets de la compagnie ;

14—Aviations :—

Bâtir, posséder, acquérir louer et exploiter pour aucunes fins des aéroplanes, hydroplanes, avions maritimes, ballons, aérostats et autres machines aéronautique de toute espèce quelconque actuellement connues ou à être inventées ainsi que toutes les choses susceptibles de servir en rapport avec icelles ou s'y rattachant ;

15—Employés, associations, assurance :—

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseurs en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou

any power, or the rights to use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed expedient ; provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ; and such business shall be carried on only within that part of the Province of Quebec south of the Saint-Lawrence river and east of the county of Bellechasse ;

10—Power :—

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain works, plants, machinery, appliances and devices for the production of gas, electricity, electric, pneumatic, hydraulic and other power and energy for light, heat, power, or any other purpose for which electricity or electric or other power or energy can be used, provided that the sale of lights, heat and power be limited to the districts of Gaspé, Kamouraska and Montmagny, to manufacture, buy, sell, acquire or lease and generally deal in machinery and devices for the manufacture, generation, storage, use, transmission and distribution of gas, electricity and electric, pneumatic, hydraulic and other power or energy ;

11—Telegraph, Telephone and Wireless :—

To carry on the business of a telephone and telegraph company, (wireless or other) ; and to do all things, construct, manufacture, acquire, lease, hold, maintain, operate and dispose of all property, real and personal, instruments, apparatus, devices, and appliances, and into all contracts, in any way related to or connected with such business ;

12—Water rights :—

To acquire, lease, hold, maintain and operate water powers and rights connected therewith and lease, acquire, hold, erect, maintain and operate all works and improvements necessary or conducive to the development or utilisation thereof ;

13—General :—

To construct, erect, acquire, lease, operate, maintain and dispose of poles, wires, cables, supports, conduits, pipes, canals, flumes, culverts and apparatus, appliances and devices of all kinds, necessary for the carrying out of any of the purposes of the company ;

14—Aircraft :—

To build, own, acquire, hire and operate for any purposes, aeroplanes, hydroplanes, seaplanes, balloons, airships and other flying machines of any kind whatsoever now known or hereafter discovered and all things capable of being used therewith or in connection therewith, and to own, acquire, hire and operate aerodromes, hangars, landing places, stations, fields, and all facilities connected therewith ;

15—Employees, associations and assurance :—

To establish and support, or aid in the establishing and support of associations, institutions, recreation clubs, gymnasium and paving grounds, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant

garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale ;

16—Protection contre le feu et éclairage :—

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou au gaz, et passer relativement à ces services les contrats jugés nécessaires ou judicieux, soit pour disposer de l'excédent, soit pour un autre objet, sauf la réglementation locale ou municipale ; pourvu que ce commerce extérieur aux terrains de la compagnie soit exercé uniquement dans le territoire mentionné au paragraphe immédiatement précédent ;

1—Améliorations civiles :—

Conclure des arrangements avec un ou plusieurs municipalités dans les limites desquelles ou adjacentes auxquelles sont les usines de la compagnie, ou avec leurs habitants, pour encourager le progrès municipal, y aider ou contribuer de la manière jugée judicieuse ; conclure, aussi avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements droits, privilèges et concessions ;

18—Brevets :—

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, grever, hypothèques, gager, louer, céder moyennant une royauté ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire, vendre, céder, ou autrement aliéner des étiquettes et raisons commerciales, des brevets d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou autres utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir ces marques et noms de commerce, inventions, licences, procédés et choses semblables, ou aucuns tels biens ou droits ;

19—Actions dans d'autres compagnies :—

Et acquérir, posséder, détenir, vendre et réémettre les actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement, garantir aussi le paiement du capital des dividendes et de l'intérêt sur ces actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et l'exécution des contrats, gérer, exploiter et administrer comme gérant la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune corporation dont les parts, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, moyennant le prix qui sera estimé raisonnable et approprié, garantir le paiement des obligations, débentures ou autres titres, et l'exécution des contrats d'aucune telle compagnie ;

20—Organisation d'autres compagnies :—

Promouvoir, devenir actionnaire dans, une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la corporation, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats, par aucune telle compagnie ;

pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object ;

16—Fire protection and light service :—

To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants and others a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable either for the disposal of the surplus or otherwise, subject to local and municipal regulations ; provided such business beyond the lands of the company shall be carried on only in the territory described in paragraph 9 ;

17—Municipal improvements :—

To enter into arrangements with any municipality or municipalities within which, or adjacent to which, the company's works are located, or with the inhabitants thereof, for the encouragement of municipal improvement, and to assist therein or contribute thereto, in such manner as may be deemed advisable ; and to enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

18—Patents :—

To apply for, register, obtain, purchase, mortgage, hypothecate, pledge, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant, license, in respect of, or otherwise turn to account any such trade-marks, trade-names and inventions, registered timber marks, licenses, processes and the like or any such property or rights ;

19—Shares of other companies :—

To acquire, own, hold, sell and re-issue the share, stock, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stocks, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise ; to manage, operate and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper ; to guarantee payment of the bonds, debentures or other securities of, and the performance of contracts by any such company ;

20—Promotion of other companies :—

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts of any such company ;

21—*Fusion avec d'autres compagnies :—*

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, acquérir aussi par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune telle corporation, en assumer le passif, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, ou avec d'autres valeurs de la compagnie ;

22—*Partage de bénéfices avec d'autres compagnies :—*

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ;

23—*Généralité :—*

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et la gestion de, tous biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucune industrie en tout ou en partie semblable à celle que la compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, soit en son propre nom soit au nom d'aucune telle personne, société ou compagnie, et payer ces biens, franchises, achalandage, droits et privilèges totalement ou partiellement en argent, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

24—*Prêts à d'autres compagnies :—*

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débiteures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre corporation ou compagnie avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaires ;

25—*Prêts aux clients :—*

Consentir des avances de deniers aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne ou compagnie ;

26—*Placements des fonds :—*

Prêter, placer et disposer des deniers de la compagnie qui sont disponibles en la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

27—*Lettres de change :—*

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables ;

28—*Distribution de l'actif :—*

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement les actions, obligations, débiteures et autres valeurs d'aucune

21—*Amalgamation with other companies :—*

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such company, and to assume the liabilities thereof ;

22—*Profit sharing with other companies :—*

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction with the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company ;

23—*General :—*

To acquire, lease, hold, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, good will, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or company, and to hold, operate or carry on any business, property or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company, either in its own name or in the name of such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in paid-up shares, bonds, debentures, or other securities of the company or otherwise ; and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

24—*Loans to other companies :—*

To raise or assist in raising money for, or to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise any other company or corporation and to manage or perform any contract undertaken by any such company or corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

25—*Loans to customers :—*

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or companies ;

26—*Investment of funds :—*

To lend, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined ;

27—*Bills of exchange :—*

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments ;

28—*Distribution of assets :—*

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of the company

autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie ;

that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company ;

29—*Franchises publiques :—*

29—*Public franchises :—*

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer le coût, les frais et dépenses nécessaires ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchises, concessions, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

30—*Aliénation de la compagnie :—*

30—*Sale of company :—*

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, à titre d'exploitation active, et spécialement pour des actions, débiteures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

To sell as a going concern, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

31—*Emission d'actions :—*

31—*Issue of shares :—*

Emettre des actions libérées, obligations, débiteures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'on pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie ;

To issue paid up shares, bonds, debentures, preferred shares, or other securities of the company, in payment for any property or rights which may be acquired by, or for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company ;

32—*Paiement en actions :—*

32—*Remuneration in shares :—*

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débiteures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires.

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

33—*Enregistrement :—*

33—*Registration :—*

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action ;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company in any process or suit ;

34—*Publicité :—*

34—*Advertising :—*

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art of interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

35—*Généralité :—*

35—*General :—*

Faire toutes les choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents ;

36—*Généralité :—*

36—*General :—*

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié ou avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation de l'une ou de plusieurs d'entre les objets de la compagnie, ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger ou avantager la compagnie ou ses biens ;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties ;

37—*Généralité :—*

37—*General :—*

Exercer aucune industrie autre que celle précitée que la compagnie croira propre à être con-

To carry on any business other than that described hereinabove which may seem to the

venablement exercée en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

38—*Transfert d'actions :—*

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie, pourvu qu'une personne devenant actionnaire par décès ou faillite d'un sociétaire, sur preuve fournie tel qu'exigé de temps à autre par les administrateurs, ait le droit soit d'être inscrit comme membre pour son action, ou au lieu de s'immatriculer elle-même, puisse effectuer le transfert qu'aurait pu consentir le défunt ou failli ; mais dans les deux cas les administrateurs pourront avoir le même droit de décliner ou suspendre l'enregistrement, tel qu'ils auraient pu le faire dans le cas d'un transfert d'action par défaut ou le failli avant sa mort ou sa faillite, sous le nom de "The Peninsula Lumber Company", avec un capital total de six cent cinquante mille piastres (\$650,000.00), divisé en six mille cinq cents (6,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4601

C.-J. SIMARD.

"Quality Tool Works, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1920, constituant en corporation : Agustave Snyder, industriel ; Edmond Hurtubise, agent d'assurances ; Jean-Louis Cheney, agent ; Jean Hurtubise, marchand, de Montréal ; et Léon-Alfred Hurtubise, comptable, de Westmount, dans les buts suivants :

Manufacturer, réparer, vendre, arrenter, échanger, céder ou autrement disposer de toutes sortes de machineries et spécialités mécaniques, moteurs, outils, appareils et instruments, et en général exercer l'industrie de machinistes et mécaniciens, et agir comme agent d'autres personnes ou compagnies pour la fabrication, réparation, vente, bail, échange et disposition de toutes sortes de machineries, spécialités mécaniques, moteurs, outils, appareils et instruments ;

Manufacturer et faire le commerce du fer, de l'acier et de toutes sortes d'autres métaux ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée par rapport à l'industrie ou au commerce et aux fins de la compagnie, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la compagnie ;

Acquérir et prendre à son nom, comme industrie active, le commerce ou l'industrie, actif et passif, de toute autre personne ou compagnie engagée dans une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la présente compagnie ou qui sera jugée utile et avantageuse pour les fins de la présente compagnie ; et acheter, prendre à son nom, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, usines et machineries qui pourraient être utiles ou nécessaires aux fins de la compagnie ;

Demander, acquérir, louer et céder des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits de brevets, licences et privilèges se rattachant à toute invention jugée utile ou avan-

company capable of being conveniently carried on in connection with the above or any portion thereof or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

38—*Transfer of shares :—*

The transfer of shares shall be affected in such a manner as may be determined by the by-laws of the company provided that any person becoming entitled to a share, in consequence of the death bankruptcy of a member, shall upon such evidence being produced as may from time to time be required by the directors, have the right either to be registered as a member in respect of the shares or instead of being registered himself to make such transfer of the share as the deceased or bankrupt person could have made ; but the directors shall in either case have the same right to decline or suspend registration as they would have had in the case of a transfer of the share by the deceased or bankrupt person before the death or bankruptcy, under the name of "The Peninsula Lumber Company", with a total capital stock of six hundred and fifty thousand dollars (\$650,000.00), divided into six hundred five hundred (6,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1920.

C.-J. SIMARD,

4602

Assistant Provincial Secretary.

"Quality Tool Works, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1920, incorporating : Agustave Snyder, manufacturer ; Edmond Hurtubise, insurance agent ; Jean-Louis Cheney, agent ; Jean Hurtubise, merchant, of Montreal ; and Léon-Alfred Hurtubise, accountant of Westmount, for the following purposes :

To manufacture, repair, sell, lease, exchange, assign or otherwise dispose of all kinds of machinery and mechanical specialties, motors, tools, apparatuses and instruments, and generally carry on the business of machinists and mechanics, and to act as agent for other persons or companies for the manufacture, repair, sale, lease, exchange and disposal of all kinds of machinery, mechanical specialties, motors, tools, apparatuses and instruments ;

To manufacture and deal in iron, steel and all other metals ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its industry, business or purposes, or calculated to promote the company's objects ;

To acquire and take over, as a going concern, the business or industry, assets and liabilities, of any other person or company engaged in any business altogether or partly similar to that of the present company or which may be deemed useful or advantageous for the purposes of the present company ; and to buy, take over, lease or otherwise acquire any moveable or immovable property, shops and machinery which may be deemed useful or necessary for the company's purposes ;

To apply for, acquire, lease and assign trade marks, industrial designs, patents and patent rights, licenses and privileges as to any invention deemed useful or advantageous for

tageuse pour la compagnie, et les fabriquer, utiliser, exercer et exploiter ;

Eriger et construire des bâtiments, usines et machineries qui seraient avantageux ou nécessaires aux fins de la compagnie ;

Vendre, arrenter, louer ou disposer de toute propriété, mobilière ou immobilière de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et posséder des actions, obligations et valeurs de toute autre personne, compagnie ou compagnies exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle que la compagnie exercera ;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, des actions, obligations ou autres valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie ;

Emettre et répartir comme acquittées, des actions du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat de toute propriété, mobilière ou immobilière, brevets, droits de brevets, actions ou autres valeurs de toute autre personne ou compagnie, dont la présente compagnie pourrait avoir besoin, et recevoir des parts du capital-actions d'autres compagnies en paiement de telle propriété ou propriétés ou droits dont la compagnie pourra disposer ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement de la totalité ou d'une partie des objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant ou qui seraient avantageux ou utiles pour le commerce, l'industrie, la production ou le bénéfice de la compagnie ;

Les pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte, ne seront ni limités ni restreints par les termes d'aucun autre paragraphe que ce soit, sous le nom de "Quality Tool Works, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

4603

C.-J. SIMARD.

the company, and to manufacture, utilize, exercise and exploit the same ;

To erect and construct buildings, shops and machinery which may appear advantageous or necessary for the company's purposes ;

To sell, rent, lease or dispose of any moveable or immoveable property of the company ;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and hold shares, bonds and securities of any other person, company or companies carrying on a business altogether or partly similar to that which the company will carry on ;

To distribute among the shareholders, in kind, shares, bonds or other securities or property belonging to the company ;

To issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment of the purchase price of any property, moveable or immoveable, patents, patent rights shares or other securities of any other person or company which the present company may be in need of, and to receive shares of the capital stock or other companies in payment of such property or properties or rights which the company may dispose of ;

To do all things necessary, convenient or suitable for the attainment of the whole or any part of the aforesaid objects or incidental thereto, or which may appear advantageous or useful for the business, industry, production or benefit of the company ;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by the terms of any other paragraph whatever, under the name of "Quality Tool Works, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,

4604

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Ravary, Limitée—Ravary, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de novembre 1920, changeant le nom de la compagnie "Ravary & Leduc, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juillet 1916, sous le nom de "Ravary & Leduc, Limitée", en celui de "Ravary, Limitée—Ravary, Limited", pour les objets suivants :

Faire le commerce général de quincaillerie, feronneries, peintures et toutes autres choses, s'y rapportant, agir comme courtiers, facteurs ou agents de commerce et exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales ;

Vendre, échanger, arrenter ou autrement céder les droits et biens de la compagnie en totalité ou en partie ;

Faire toutes autres choses reliées aux fins et

Supplementary Letters Patent

"Ravary, Limited—Ravary, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1920, changing the name of the company "Ravary & Leduc, Limitée", incorporated by letters patent dated the 26th July, 1916, under the name of "Ravary & Leduc, Limitée" to that of "Ravary, Limited—Ravary, Limited", for the following purposes :

To generally carry on the business of and deal in hardware, ironware, paints and anything else connected therewith, act as brokers, factors or agents and carry on generally any kind of business ;

To sell, exchange, rent, or otherwise convey the rights and property of the company in whole or in part ;

To do all such other things as are related to the

objets ci-dessus et propres à les atteindre, s'amalgamer toutes personnes ou compagnies faisant semblable commerce, avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4555 C.-J. SIMARD.

hereabove purposes and objects and proper for the attainment thereof, to amalgamate with any other persons or companies carrying on a similar business, with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4556 Assistant Provincial Secretary.

"Victoria Clothing, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5994 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trentième jour de novembre, 1920, à la compagnie "Victoria Clothing, Limited" réduisant le capital de deux cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$290,000.00) à deux cent vingt-cinq mille piastres (\$225,000.00) divisé en deux mille deux cent cinquante (2,250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4557 C.-J. SIMARD.

"Victoria Clothing, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5994 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th November, 1920, reducing the capital stock of the company "Victoria Clothing Limited", from two hundred and ninety thousand dollars (\$290,000.00) to two hundred and twenty five thousand dollars (\$225,000.00), divided into two thousand two hundred and fifty (2,250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the thirtieth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4558 Assistant Provincial Secretary.

"Hôpital du Dr Dupont".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de décembre 1920, à la compagnie "Hôpital du Dr Dupont", lui accordant les pouvoirs additionnels suivants :

1. De faire substituer le mot "général" au mot "privé" du premier paragraphe ;
2. De changer le deuxième paragraphe par le suivant :

D'établir et maintenir des écoles pour l'entraînement des gardes-malades et pour leur enseignement de la médecine, de l'obstétrique, de la chirurgie, du soin des malades et de décerner des diplômes.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4559 C.-J. SIMARD,

"Hôpital du Dr Dupont".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1920, granting the following further powers to the company "Hôpital du Dr Dupont" :

1. To substitute the word "general" to the word "private" in the first paragraph ;
2. To change the second paragraph by the following.

To establish and maintain schools for the training of nurses and the teaching of medicine, obstetric and surgery, the care of patients and to award them diplomas.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1920.

C.-J. SIMARD,
4560 Assistant Provincial Secretary.

"R. K. Mahloul Fils & Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 novembre, 1920, à la compagnie "R. K. Mahloul, Fils & Compagnie, Limitée", augmentant le capital de seize mille piastres (\$16,000.00) à quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), le capital additionnel étant divisé en trois cent trente (330) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de novembre 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
4561 C.-J. SIMARD.

"R. K. Mahloul Fils & Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1920, increasing the capital stock of the company "R. K. Mahloul, Fils & Compagnie, Limitée", from sixteen thousand dollars (\$16,000.00), to forty nine thousand dollars (\$49,000.00), the additional capital stock to be divided into three hundred and thirty (330) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Date from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of November, 1920.

C.-J. SIMARD,
4562 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis public est donné que "La Strathcona Fire Insurance Company" demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, de voter une loi pour amender la loi 8 Edouard VII, chapitre 122, de manière à mieux définir ses pouvoirs et à lui en accorder d'additionnels, et en particulier de manière à lui accorder le droit d'assurer contre tous dommages résultant d'accidents d'automobile, contre les dommages causés à l'occasion d'une émeute, ceux causés par la rupture de tous réservoirs à l'eau et ceux résultant d'accidents d'aéroplane, ainsi que contre les périls de la navigation et contre le vol avec ou sans effraction, ainsi que l'autorisation de garantir la fidélité des personnes occupant des charges ou emplois et d'agir comme agents représentant toutes compagnies d'assurance et autres fins.

Montréal, le 3 décembre 1920.

THE STRATHCONA FIRE INSURANCE CO.,

Le président,

J.-E. OLIVIER.

Le trésorier,

J.-E. MARCHAND.

4387—50-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie de chemins de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera à la prochaine Législature pour étendre la durée de sa charte.

Montréal, le 6 décembre 1920.

Le procureur de la pétitionnaire,

4429—50-4

ROLAND MAILLET.

Province de Québec, district de Montréal.

Nous, soussigné, tous de la cité et du district de Montréal, sollicitent aux présentes l'introduction d'un bill privé dans l'Assemblée législative de la province de Québec, à l'effet d'obtenir la constitution en corporation du "Montefiore Hebrew Orphan's Home, de Montréal", sous le nom précité, dont les objets seront d'hospitaliser et d'entretenir les orphelins abandonnés, de surveiller leur éducation, et de porter secours d'une manière générale aux enfants sans parents, nous solliciterons aussi d'autres privilèges qui ne sont pas incompatibles avec la présente pétition.

Montréal, 20 décembre 1920.

(Signé) J.-B. MILLER,

" M. GOODMAN,

" A. COOPER,

" FRAIDA BELLINGTON,

" W. MIGICOVSKY.

Les avocats des requérants,

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN.

4389—50-4

Avis public est aux présentes donné que l'Hôpital Général de Montréal et l'Hôpital "Western" de Montréal solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de "The Montreal General Hospital", corporation qui comprendra lesdits "Hôpital Général de Montréal et "Western Hospital of Montreal"; cette loi remplacera la loi 1 Geo. V, chap. 96, constituant en corporation ledit Hôpital Général de Montréal, ainsi que les lois 7 Geo. V, chap. 104 et 8 Geo. V, chap. 135 qui l'amendent, aussi la loi 37 Victoria chap. 40, constituant en corporation ledit "Western Hospital of Montreal" et la loi 7 Edouard VII, chap. 122 qui l'amende; accordera à ladite corporation à être constituée le droit de prendre, détenir, posséder et utiliser de la propriété immobilière et mobilière, et de la vendre, transfé-

Public notice is hereby given that "The Strathcona Fire Insurance Company" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend the act 8 Edward VII, chapter 122, so as to better define its powers grant the company additional powers, and in particular empower the company to transact the business of general automobile accident insurance, riot insurance, water reservoir, accident insurance, aeroplane accident insurance, general marine insurance, burglary and larceny insurance, surety insurance, and to act as agents for any insurance companies and for other purposes.

Montreal, 3rd December, 1920.

THE STRATHCONA FIRE INSURANCE CO.

J.-E. OLIVIER,

President.

J.-E. MARCHAND,

Treasurer.

4388—50-4

Notice is hereby given that the "Compagnie de chemins de fer de Québec et de l'Île d'Orléans" having its head office in the city of Quebec, will apply to the next Legislature to extend the duration of its charter.

Montreal, 6th December, 1920.

ROLAND MAILLET,

Attorney for applicants.

4430—50-4

Province of Quebec, district of Montreal.

We, the undersigned, all of the city and district of Montreal, hereby make application to present a private bill before the Legislative Assembly of the Province of Quebec, for the purpose of obtaining the incorporation of the Montefiore Hebrew Orphan's Home, of Montreal, under the above name, whose object will be to give shelter and maintenance to destitute orphans, to supervise their education, and to give assistance in general to orphan children, and to seek other privileges which are not incompatible with the present petition.

Montreal, 20th December, 1920.

(Signed) J.-B. MILLER,

" M. GOODMAN,

" A. COOPER,

" FRAIDA BELLINGTON,

" W. MIGICOVSKY.

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN,

4390—50-4

Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that the Montreal General Hospital and the Western Hospital of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate a corporation under the name of "The Montreal General Hospital", in which corporation shall be amalgamated the said "Montreal General Hospital and the said "Western Hospital of Montreal"; to replace the act 1 Geo. V, chap. 96, incorporating the said Montreal General Hospital and the acts 7 Geo. V, chap. 104 and 8 Geo. V, chap. 135 amending, the same, and the act 37 Victoria chap. 40 incorporating the said Western Hospital of Montreal and the act 7 Edward VII, chap. 122 amending the same; to grant to the said corporation to be so incorporated the right to take, hold, possess and use immoveable and moveable property, and to sell, convey, let or lease the

rer, louer ou concéder ; appliquera à cette corporation les dispositions de la Loi 4 Geo. V, chap. 51 ; accordera à cette corporation les droits, pouvoirs et privilèges convenant à une telle corporation.

Montréal, 4 décembre 1920.

Les procureurs des requérants,
MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
4445-50-4 SHAUGHNESSY & HEWARD.

Avis est par les présentes donné que, lors de sa prochaine session, Monsieur J.-Eddie Lamontagne, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de J.-EDDIE LAMONTAGNE,
LEVALLEE, DESMARAIS
4447-50-4 & DESERRES.

Avis est aux présentes donné, qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, M. Wilfrid Gordon Leahy, de Montréal, sollicitera l'adoption d'une loi autorisant le collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder, après examen, la licence nécessaire à la pratique de la chirurgie-dentaire, dans la province de Québec.

Les avocats et procureurs de
de W.-G. LEAHY,

Montréal, 6 décembre 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
4449-50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Louis-Orille Geoffrion, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens-dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de L.-Orille Geoffrion,
LAVALLEE, DESMARAIS &
4451-50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Ephrem Vinet, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de Ephrem Vinet,
LAVALLEE, DESMARAIS &
4453-50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur Léon Leduc, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de Léon Leduc,
LAVALLEE, DESMARAIS &
4455-50-4 DESERRES.

same ; to apply to such corporation the provisions of the act 4 Geo. V, chap. 51 ; and to grant to such corporation such rights, powers and privileges as are appropriate to a corporation of this nature.

Montreal, 4th December, 1920.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD.
4446-50-4 Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. J.-Eddie Lamontagne, will apply for an act to authorize the college of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LEVALLEE, DESMARAIS
& DESERRES,
Attorneys for the applicant
4448-50-4 J.-EDDIE LAMONTAGNE.

Notice is hereby given that, at the next session of the Quebec Legislature, Mr. Wilfrid Gordon Leahy, of Montreal, will apply for an act to authorize the college of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant a license necessary to practice dental surgery in this Province of Quebec, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys and agent
4450-50-4 of W.-G. LEAHY.

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Louis-Orille Geoffrion will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Louis-Orille
4452-50-4 Geoffrion.

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Ephrem Vinet will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Ephrem Vinet,
4454-50-4

Notice is hereby given, that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Léon Leduc will apply for an Act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,
Attorneys for the applicant Léon Leduc,
4456-50-4

Avis est par les présentes donné, que lors de sa prochaine session, Monsieur J.-A. Lacasse, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec, à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 6 décembre 1920.

Les avocats et agents de J.-A. Lacasse,

LAVALLEE, DESMARAIS &
4457—50-4 DESERRES.

Avis est par les présentes donné que lors de sa prochaine session la ville de Saint-Lambert s'adressera à la Législature de Québec, pour obtenir la passation d'une législation privée, pour les fins de modifier l'acte des cités et villes, ainsi que les actes spéciaux se rapportant à ladite ville en rapport avec son nom, la mise en nomination, l'élection et le terme d'office du maire et des échevins; les devoirs de l'ingénieur; l'approbation des règlements; le coût des conduits d'eau principaux et le matériel; les intérêts sur les taxes et les comptes passés dus; pour déclarer réclamation privilégiée et exempt de l'enregistrement les taxes pour l'eau, la lumière, pouvoir et les compteurs; pouvoir d'emprunter; taxes sur les poteaux; l'approbation des emprunts; emprunts temporaires et intérêts sur iceux; répartition des lots de coins; terrains de jeux et de récréation; annexion de la ville de Greenfield Park et du territoire adjacent; ratification des règlements passés par la ville incluant le règlement No 121, et pour d'autres fins.

Montréal, 6 décembre 1920.

Le secrétaire-trésorier,

JAMES-R. BEATTY.

(Signé) James-R. Beatty. 4471—50-4

Avis public est donné que la ville de Kipawa s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la constituant en corporation, savoir: le statut 10 George V, chapitre 110 (1920), en changeant son nom en celui de ville de Temiscamingue; en prolongeant le délai durant lequel elle pourra acquérir de la Kipawa Company, Limited, les rues, squares, égouts, outillage, machineries, tuyaux, fils, poteaux, conduits, appareils, équipement et autres biens appartenant à ladite compagnie, et pour autres fins.

Kipawa, 4 décembre 1920.

Les procureurs de la pétitionnaire,

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
4473—50-4 LORRAIN.

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de confirmer les pouvoirs qui lui ont été donnés par sa charte et de modifier et amender au besoin certaines dispositions de ladite charte et de ses amendements, ainsi que la loi générale des cités et villes, entre autres, relativement aux règlements du conseil avec ou sans approbation des propriétaires fonciers, à l'aqueduc et autres utilités publiques, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de perception des taxes et cotisations, à l'extension de ses pouvoirs de taxation, à la restriction de l'exemption de taxes dans certains cas, à l'augmentation de l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes et cotisations, à la perception et à la remise des taxes scolaires, à la consolidation des taxes et cotisations pour fin

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. J.-A. Lacasse will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montréal, 6th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &
DESERRES,

Attorneys for the applicant of J.-A. Lacasse.
4458—50-4

Public notice is hereby given that the town of Saint-Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain special legislation for the purpose of modifying "The Cities and Towns Act", as well as special acts relating to the said town respecting its name, nomination, election and term of office of mayor and aldermen; duties of engineer; submission of by-laws; cost of water mains and appliances; interest on overdue taxes and accounts; taxes for water, light, power and meters to be declared privileged claims and exempt from registration; borrowing power; tax on poles; approval of loans; temporary loans and interest thereon; assessment of corner lots; recreation and play grounds; annexation of the town of Greenfield Park and adjacent territory; ratifying of the by-laws passed by the town including by-law number 121, and for other purposes.

Montreal, 6th December, 1920.

JAMES-R. BEATY,

Secretary Treasurer.

(Signed) James-R. Beatty. 4472—50-4

Public notice is hereby given that the town of Kipawa will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act 10 George V, chapter 110 (1920), by changing the name of the town to that of "town of Temiscaming"; by extending the delay during which the town may acquire from the Kipawa Company, Limited, the streets, squares, sewers, plant, machinery, pipes, wires, poles, conduits, apparatus, equipment and other property belonging to such company, and for other purposes.

Kipawa, 4th December, 1920.

DESSAULES, GARNEAU, DESY &
LORRAIN,

4474—50-4 Solicitors for petitioner.

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to confirm the powers granted to it by its charter and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said charter and its amendments, as well as the cities and towns' act, amongst others in relation to the by-laws of the council, with or without their approval by owners of immoveable property, to the waters works and other public utilities, to the valuation and perception rolls and their contestation, to the mode of collecting taxes and assessments, to the extension of the powers of taxation, to the restriction of the exemption of taxes in certain cases, to the increase of interest chargeable on arrears of taxes and assessments, to the collection and the remittance of school taxes, to the consolidation of taxes and assessments for collection pur-

de perception, aux franchises et privilèges dans les rues et places publiques de la municipalité et aux ouvertures et excavations, aux pouvoirs d'emprunt de la municipalité, aux conditions et formalités de ses emprunts, au fonds de réserve, à l'émission de débentures, aux sommes dues à la municipalité et à l'extension des pouvoirs de la Cour du recorder, et pour autres fins.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs de la requérante,

BEAUBIEN, LAMARCHE

4483-50-4

& ANGERS.

Avis est présentement donné que Henry-Edward-Alexander Rawlings et Walter Thomas Rawlings, tous deux de la cité de Québec, en leurs qualités d'exécuteurs et fiduciaires d'après le dernier testament de feu Edward Rawlings, en son vivant des cité et district de Montréal, et Richard-Bois Scott, de Montréal susdit, en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée par ledit dernier testament, solliciteront de la Législature de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi les autorisant à vendre conjointement avec les exécuteurs et administrateurs de défunte Dame Lucretia Carter, en son vivant de Montréal susdit, épouse et puis veuve dudit Edward Rawlings, décédé, la propriété immobilière qui fait partie de, et est comprise dans la communauté de biens qui existait entre ledit Edward Rawlings et ladite défunte Dame Lucretia Carter, et pour d'autres fins.

Montréal, le 8 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

DAVIDSON, WAINWRIGHT,

4509-50-4

ALEXANDER & ELDER.

Avis public est donné que le village de Petit Métis s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant et refondant, pour fins municipales et scolaires, sa charte: la loi 60 Victoria, chapitre 70 (1897), changeant son nom en celui de "Village de Métis-sur-Mer", modifiant les limites de son territoire, soumettant la municipalité en partie aux dispositions du Code municipal, fixant la date et le mode d'élection du maire et des conseillers, accordant et étendant le droit d'expropriation dans son territoire ou en dehors pour la construction, le maintien et l'approvisionnement d'un aqueduc, déterminant le mode d'expropriation, déclarant la municipalité propriétaire de certains biens meubles et immeubles, modifiant sa charte quant au rôle d'évaluation, l'imposition et la perception des taxes municipales et scolaires, les exemptions de taxes, l'intérêt exigible sur les arrérages de taxes, le pouvoir d'emprunt, l'émission d'obligations et les formalités s'y rattachant, la réglementation de certains négoce et industries l'octroi de permis, ses pouvoirs généraux de réglementation, et pour d'autres fins.

Village de Petit Métis, 6 décembre 1920.

Les procureurs de la pétitionnaire,

DESSAULLES, GARNEAU,

4531-50-4

DESY & LORRAIN.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session pour faire amender sa charte sur les sujets suivants, savoir :

Finances municipales, listes électorales, rôles d'évaluation et de cotisation et contestation des rôles, routes municipales, aqueduc, trottoirs, licences, taxes personnelles et immobilières, taxes d'eau, travaux municipaux et répartition de leur coût, règlements et mise en force de ces

poses, to franchises and privileges in the streets and public places in the municipality and to openings and excavations, to the borrowing powers of the municipality, to the conditions and formalities of loans, to the reserve fund, to the issue of debentures, to the amounts due to the municipality and to the extension of the powers of the Recorder's Court, and for other purposes.

Montreal, 1st December, 1920.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,

4484-50-4

Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Henry-Edward Alexander Rawlings and Walter-Thomas Rawlings, both of the city of Montreal, in their qualities of executors and trustees under the last will and testament of the late Edward Rawlings, in his lifetime of the city and district of Montreal, and Richard-Bois Scott of Montreal aforesaid, in his quality of curator duly appointed to the substitution created under the said last will and testament, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act authorizing them to sell jointly with the executors and administrators of the late Dame Lucretia Carter, in her lifetime of Montreal aforesaid, wife and subsequently widow of the said late Edward Rawlings, the immoveable property which formed part of and was comprised in the community of property which existed between the said late Edward Rawlings and the said late Dame Lucretia Carter, and for other purposes.

Montreal, December 8th, 1920.

DAVIDSON, WAINWRIGHT,

ALEXANDER & ELDER,

4510-50-4

Solicitors for applicants.

Public notice is hereby given that the Village of Little Metis will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending and revising, for municipal and school purposes, its charter: the act 60 Victoria, chapter 70 (1897), changing its name to that of "Village of Metis Beach", modifying the limits of its territory, placing the municipality partly under the provisions of the Municipal Code, fixing the dates and the mode of election of the mayor and councillors, granting and extending the right of expropriation within and without its territory for the building, maintenance and supply of an aqueduct, determining the mode of expropriation, declaring the municipality proprietor of certain moveable and immoveable property, amending its charter as to the valuation roll, the levying and collecting of municipal and school taxes, the exemptions from taxation, the interest to be charged for arrears of taxes, the borrowing powers, the issue of debentures and formalities connected therewith, the regulating of certain trades and industries, the granting of permits, the general powers to pass by-laws, Village of Little Metis, 6th December, 1920, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU,

DESY & LORRAIN,

4532-50-4

Attorneys for petitioner.

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session for amendments to its charter on the following matters :

Municipal finances and administration thereof, electoral lists, valuation and assessments rolls and contestation thereof, municipal roads, water works, sidewalks, licences, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the costs thereof, by-laws and

règlements, système d'éclairage et de pouvoir électrique, protection contre l'incendie, amélioration de la grève et répartition du coût des améliorations, organisation d'une Cour juvénile, expropriation, abolition des quartiers et déduction du nombre des échevins.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les procureurs de la cité de Verdun,
4533—50-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant et amendement sa charte, la loi 9 Édouard VII chapitre 86 et ses amendements, aux fins : 1. De définir autrement les qualifications pour être électeur municipal, et pour les charges de maire, d'échevin, et abolir la qualification foncière pour ses charges ; 2. De changer la date des élections générales du maire et des échevins, et prolonger le terme d'office du conseil actuel en conséquence ; 3. Changer les dispositions concernant : les assistants du secrétaire-trésorier, l'inspection du lait et de la crème et mieux pourvoir à leur conservation ; les dispositions concernant : la mise en force de la taxe spéciale pour construction d'aqueduc, la répartition du coût d'améliorations de la voirie, la préparation des rôles de perception de taxes, le mode d'élection du maire et des échevins pour adopter le système de représentation proportionnelle ; 4. D'autoriser : la nomination d'un seul estimateur, le paiement de la taxe foncière par versements, la confection de nouveaux rôles de taxes pour remplacer ceux annulés ou annulés pour cause d'irrégularités ou illégalités, l'acquisition par la ville de propriétés vendues pour taxes, des emprunts spéciaux pour améliorations diverses réparties spécialement, l'imposition de taxes d'affaires ou licences sur toute personne s'annonçant comme exerçant une profession, un métier, commerce ou autre moyen de profit dans la municipalité, l'installation de soupapes de sûreté automatiques sur les drains privés raccordés à l'égout public et la répartition du coût, la perception de droits d'entrée sur une partie du Parc Lasalle pour pourvoir à son embellissement et au maintien des attractions ; 5. Réglementer l'abattage des animaux ; 6. Confirmer les titres de la cité aux rues ouvertes au public ; 7. Créer une commission du fonds d'amortissement ; 8. Soustraire de la dette de la ville dans l'application des articles 5776 et suivants R.S.Q., 1909, les montants empruntés pour la construction d'une usine de filtration ; 9. Abroger les dispositions de la charte devenues caduques, et pour autres fins.

Lachine, 7 décembre 1920.

Le procureur de la cité de Lachine,
4535—50-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est par les présents donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la ville d'Aylmer, pour l'adoption d'une loi revisant et refondant sa charte, amendement à son sujet les lois générales et spéciales, appliquant la loi des cités et des villes, concernant les sujets suivants : continuation des droits, pouvoirs, règlements, résolutions, ordonnances, actes, documents et droits déjà acquis ; quartiers de la cité ; composition des séances ; attributions du conseil et pouvoirs et réglementation ; élection et fonctions du maire et des échevins ; estimateur et rôle d'évaluation ; imposition des taxes et exemption de taxes ; emprunts et conventions avec les compagnies installées dans la ville et autres pouvoirs ; confection des travaux publics pour la réparation

the enforcement thereof, municipal lighting and power system, flood protection and river front improvement and the costs thereof, organization of a Juvenile Court, expropriation, reduction of number of aldermen and abolition of wards.

Montreal, 9th December, 1920.

FAUTEUX & FAUTEUX,
4534 Attorneys for the city of Verdun.

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying and amending its charter the Act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments or the purposes : 1. Of defining otherwise the qualifications for being a municipal elector and for the offices of mayor and alderman, and to abolish the property qualification for such offices ; 2. Of changing the date of the general elections for mayor and aldermen, and therefore to prolong the term of office of the present council, 3. Of changing the provisions respecting : the assistants of the secretary-treasurer, the inspection of milk and cream and to better provide for their keeping ; the provisions respecting : the putting into force of the special tax or construction of an aqueduct, the allotment of the cost of road improvements, the preparation of the tax collection roll, the mode of election of the mayor and aldermen to adopt the system of proportional representation ; 4. Of authorizing : the appointment of one valuator only, the payment of the property tax by instalments, the making of new assessment rolls to replace those that may be cancelled or cancelled through irregularities or illegalities, the acquisition by the city of property sold for taxes, special loans for various improvements specially allotted, the levying of business taxes or license on any persons making themselves known as carrying on a profession, trade, business or other means of profit within the municipality, the installation of automatic safety valves on private drains connected with the public sewer and the allotment of the cost, the collection of rights of entry to a part of Parc Lasalle to provide for its embellishment and maintenance of the attractions ; 5. Of regulating the slaughtering of animals ; 6. Of confirming the titles of the city to streets opened to the public ; 7. Of creating a sinking fund commission 8. Of withdrawing from the debt of the city in the application of articles 5776 and following R.S.Q., 1909, the amounts borrowed for the construction of a filtration plant. 9. Of repealing the provisions of the charter that have lapsed, and for other purposes.

Lachine, 7th December, 1920.

A.-S. PELLETIER,
4536—50-4 Attorney for the city of Lachine.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the town of Aylmer, for an act to revise its charter, to amend in its respect the general and special laws, making applicable thereto the cities and towns' Act respecting the following objects ; continuation of the rights, powers, by-laws, resolutions, ordinances, acts, documents and rights already acquired ; wards of the city ; composition of the sittings ; attributions of the council and powers and regulation ; election and functions of the mayor and aldermen ; valuers and valuation roll ; levying of taxes and exemption from taxes ; loans and agreements with companies established in the town and other powers ; the execution of public works for the repair and

et l'amélioration des chemins existants ; la construction des trottoirs, services d'eau dans la municipalité, canaux d'égoûts et pourvoir au coût de ces travaux par emprunts remboursables par les propriétaires riverains ou autrement ; pouvoir de prélever certaines taxes spéciales ; confection du rôle d'évaluation.

Aylmer, le 7 décembre 1920.

Le procureur de la ville d'Aylmer,
4537—50-4 J.-WILFRID STE-MARIE.

improvement of existing roads ; the building of sidewalks, water service in the municipality, sewers and provide for the cost of such works by loans redeemable by the riparian proprietors or otherwise ; power to levy certain special taxes ; the making of the valuation roll.

Aylmer, 7th December, 1920.

J.-WILFRID STE-MARIE,
4538—50-4 Attorney for the town of Aylmer

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte la loi 7 Edouard VII, chapitre 66 et les diverses lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et, notamment, pour les fins suivantes : pour obliger les personnes qui subdivisent des lots à bâtir à tracer les rues suivant les plans de la cité et à faire tous les travaux municipaux à leurs frais, d'après les indications de l'ingénieur de la cité ; pour être autorisée à faire des travaux municipaux sur les rues que les propriétaires de terrains subdivisés ont établies sur ces terrains et en répartir le coût ; pour obliger les propriétaires d'usines et fabriques d'informer chaque année le conseil, pour les fins d'évaluation, de la nature et de la valeur de leur usine, fabrique et outillage ; pour augmenter le taux d'intérêt sur les arrérages de taxes municipales et créances dues à la cité ; pour augmenter les pouvoirs d'emprunts temporaires et autres de la cité ; pour augmenter les pouvoirs des estimateurs et leur permettre de faire divers rôles d'évaluation ; pour amender la loi relative à la votation sur les règlements d'emprunts de la cité ; pour accorder un escompte sur paiements anticipés de taxes dues par certains contribuables en vertu de règlements d'emprunts ; pour imposer une taxe personnelle de \$2.00 à toute personne majeure non domiciliée dans la cité et qui y gagne un salaire ou rémunération ; pour acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation et exploiter tout ou partie des immeubles, exploitation et matériel de la "Sherbrooke Railway & Power Company" avec servitudes actives et passives, ses droits, privilèges, tant dans la cité de Sherbrooke que dans les autres municipalités de la province ; pour établir, posséder et exploiter dans la cité de Sherbrooke et dans les municipalités voisines, des systèmes de transport de voyageurs et de marchandises tramways, autobus, et emprunter les deniers nécessaires à ces fins ; pour pourvoir à la rémunération des échevins, et pour d'autres fins.

Sherbrooke, le 4 décembre 1920.

L'avocat de la cité de Sherbrooke,
4517—50-4 J.-A. LEBLANC.

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter : the act 7 Edward VII, chapter 66 and amendments thereto, for the purpose of obtaining additional powers and particularly for the following purposes : to oblige the persons subdividing building lots to lay out the streets according to the city plans and to make all municipal works at their expenses, according to the specifications of the city engineer ; to be empowered to make municipal works on the streets established by owners of subdivided property and to allot the cost of such works ; to oblige the owners of shops and factories to advise the council every year, of the nature and value of their shop, factory and equipment ; to increase the rate of interest on municipal tax arrears and amounts due to the city to increase the amount of temporary and other loans which the city may contract ; to increase the powers of the valuers and permit them to make divers valuation rolls ; to amend the law respecting voting on the city loan by-laws ; to give a discount on the anticipated payments of taxes due by certain ratepayers under loan by-laws ; to levy a personal tax of \$2.00 on any non-resident over 21 years of age who earns a salary or remuneration in the city ; to acquire by mutual agreement or by way of expropriation and operate all of part of the immovables, plant and equipment of the Sherbrooke Railway & Power Company, with the active and passive servitudes attached thereto its rights, privileges both in the city of Sherbrooke and in other municipalities of the Province ; to establish, own and operate in the city of Sherbrooke and in adjoining municipalities transportation systems, for passengers and freight lines of tramways, autobus and borrow the necessary funds required to that end ; to provide for the remuneration of the aldermen and for other purposes.

Sherbrooke, 4th December, 1920.

J.-A. LEBLANC,
Attorney for the city of Sherbrooke.
4518—50-4

PROVINCE DE QUEBEC.

Avis public est par le présent donné que "Les Prévoyants du Canada" demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la refonte de sa charte pour mieux définir ses pouvoirs, les amplifier et obtenir des pouvoirs additionnels aux fins suivantes :

1. Obtenir que la "loi des compagnies de Québec," 1920, et ses amendements, s'appliquent à la dite corporation ;
2. Obtenir le pouvoir d'établir un fonds de retraite, une caisse de remboursement et de fiducie ;
3. Obtenir l'autorisation d'aider et créer des œuvres philanthropiques, nationales et de colonisation ;
4. Autoriser le bureau de direction à charger un

Public notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada" will ask the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to revise their charter, to define their powers, extend them and obtain additional powers for the following purposes :

1. To make the Quebec Companies Act, 1920, and amendments, applicable to their corporation ;
2. To secure the power of creating a *Caisse de retraite*, a repayment fund, and *Caisse de remboursement* and a Trust Fund ;
3. To obtain the authorization to assist and create philanthropic, national and colonization enterprises ;
4. To have their board of directors authorized

PROVINCE OF QUEBEC.

intérêt au lieu d'une amende aux sociétaires en retard dans leur paiement.

Québec, 9 décembre 1920.

Les procureurs dûment autorisés,
BELLEAU, BAILLARGEON,

4515-50-4 BELLEAU & BOULANGER.

Avis public est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale amendant sa charte et l'acte des cités et villes, à l'effet de pouvoir : (a) être autorisée à étendre son système d'aqueduc de façon à approvisionner d'eau tous ceux qui en font la demande, et à emprunter à cette fin ; (b) émettre des débetures pour les donner en paiement des obligations pouvant lui résulter et lui résultant de l'exécution des pouvoirs conférés par la loi 5, George V, chapitre 108, section 25 ; (c) emprunter par bons ou débetures pour le paiement de sa dette flottante, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre 1920.

Le sec.-trés.,

4521-50-4 J.-A. CADIEUX.

Avis public est par le présent donné que "La Corporation du comté de Laval" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'être autorisée à emprunter par bons, débetures ou autrement, pour un terme n'excédant pas quarante et un ans, avec intérêt au taux n'excédant pas six pour cent l'an, payable semi-annuellement, la somme de cinquante mille piastres pour payer sa dette flottante, et une autre somme n'excédant pas dix mille piastres pour pourvoir à l'érection d'un bureau d'enregistrement et bureau pour les fins du conseil de comté, avec un coffre fort en métal ou une voûte à l'épreuve du feu pour la conservation des livres, papiers et actes de bureau, et pourvoir à l'achat ou à l'expropriation du terrain convenable pour l'ériger, tel édifice devant être situé dans la division d'enregistrement pour le comté de Laval, et pour faire contribuer toutes les corporations et municipalités situées dans les limites de la même division d'enregistrement et assujettir les immeubles des contribuables de ces municipalités au paiement des capitaux et intérêts des emprunts ci-dessus mentionnés ; et pour faire statuer que toutes les corporations et municipalités situées dans les limites du territoire de l'île de Jésus et dans la division d'enregistrement pour le comté de Laval feront partie de la corporation et de la municipalité du comté de Laval pour être régies par le Code municipal de Québec et être assujetties au paiement de toutes les taxes générales et spéciales pour les fins du conseil de comté seulement, nonobstant toutes lois à ce contraire.

Sainte-Rose, 7 décembre 1920.

Le procureur de la corporation du

comté de Laval,

4519-50-4 HORMISDAS PELLETIER.

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie), corporations légalement constituées, ayant leur siège social en la cité de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, commençant le 11 janvier 1921, d'amender les différentes lois qui les régissent, afin d'obtenir de plus amples pouvoirs et spécialement aux fins suivantes :

1. Obtenir le pouvoir de placer les fonds de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse

to charge interest instead of a fine to members in arrear in their payments.

Québec, 9th December, 1920.

BELLEAU, BAILLARGEON,

BELLEAU & BOULANGER,

4516-50-4 Attorneys duly authorized.

Public notice is hereby given that the "Town of Montreal North" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special act amending its charter and the cities and towns' act so as : (a) to be authorized to extend its waterworks system for to supply water to all those applying therefor, and to borrow for such purpose ; (b) to issue debentures to give in payment for obligations that may result and result from the execution of the powers conferred by the act 5 George 5, chapter 108, section 25 ; (c) to borrow through bonds or debentures for the payment of its floating debt, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

J.-A. CADIEUX,

4522-50-4 Sec.-Treas.

Public notice is hereby given that the Corporation of the county of Laval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to be empowered to borrow on bonds, debentures or otherwise, for a term not exceeding forty one years, with interest at a rate not exceeding six per cent per annum, payable semi annually, the sum of fifty thousand dollars, to pay its floating debt, and another sum not exceeding ten thousand dollars to provide for the erection of a registry office and an office for the council with safety vault for the safekeeping of the books, papers and deeds of the office, provide to the purchase or expropriation of a suitable piece of land for their erection, such building to be situated in the registration division for the county of Laval, and assess all the corporations and municipalities situated within the limits of the said registration division and subject the immovables of the ratepayers of the said municipalities to the payment of the capital and interests of the aforesaid loans ; to enact that all the corporations and municipalities situated within the territory of Ile de Jésus and the registration division for the county of Laval shall form part of the corporation and of the municipality of the county of Laval to be governed by the Municipal Code of Quebec, and to subject them to the payment of all general and special taxes for county, council purposes only, notwithstanding any laws to the contrary.

Sainte-Rose, 7th December, 1920.

HORMISDAS PELLETIER,

Attorney for the corporation of the county

4520-50-4 of Laval

Notice is hereby given that the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" and the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie), bodies politic and corporate duly incorporated, having their head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, commencing on the 11th January, 1921, for an act to amend the various laws governing them so as to extend their powers and especially for the following purposes :

1. To obtain the power to invest the funds of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal"

Nationale d'Economie) sur bons ou obligations émis par l'une ou l'autre des différentes provinces du Canada, ainsi que sur bons ou obligations émis par une corporation épiscopale ayant son siège social au Canada ;

2. Obtenir le pouvoir de créer des fonds de réserve ;

3. Préciser dans la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) le mot "intérêt" de façon qu'il signifie le revenu net et le rendement effectif que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) pourra retirer de ces placements, revenu net et rendement effectif qui pourront être partagés entre ses sociétaires ;

4. Accorder au conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal le pouvoir de fixer par règlement la quotité des contributions payables par les sociétaires de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Economie) et d'en déterminer les dates et les modes de paiement.

Montréal, 7 décembre 1920.

Les procureurs des requérants
4539—50-4 PERRAULT & RAYMOND.

(Caisse Nationale d'Economie) in bonds or debentures issued by any of the Canadian Provinces, and also in bonds or debentures issued by any Episcopal corporation having its head office in Canada ;

2. To obtain the power to create a reserve fund ;

3. To precise in the charter of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) the word "interest" so that it will signify the net revenue and effective yield which the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) may derive from its investments, net revenue and effective yield that may be divided between its members ;

4. To grant to the council of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" the power to fix by by-law the quota of the contributions payable by the members of the "Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal" (Caisse Nationale d'Economie) and to determine the dates and modes of payment thereof.

Montreal, 7th December, 1920.

PERRAULT & RAYMOND,
4540—50-4 Attorneys for applicants.

Avis est par les présentes donné que Charles-A. Pratt, de la ville de Longueuil, Marie-Louise-Evelina Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Joseph-Gustave Laviolette, Marie Angelina-Virginie Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Georges Matthews, et Aloysia Pratt, de la cité de Montréal, épouse de P.-F. Woodcock, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous héritiers de la succession de feu John Pratt, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, s'adresseront au parlement de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à la dite succession de feu John Pratt, et amendement la loi 51-52 Victoria chap. 127, et la loi 1 Edouard VII, chap. 94, tel qu'amendée par la loi 7 Edouard VII, chap. 137, par la loi 1 George V, chap. 114, et par la loi 4 George V, chap. 133, afin de faire augmenter les rentes qui leur sont payées par ladite succession, en vertu du testament dudit feu John Pratt, et en vertu desdites lois et pour, autres fins.

Montréal, 7 décembre 1920.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION
4527—50-4 & PRUD'HOMME.

Notice is hereby given that Charles A. Pratt, of the town of Longueuil, Marie-Louise Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Joseph-Gustave Laviolette, Marie-Angelina-Virginie Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Georges Matthews, and Aloysia Pratt, of the city of Montreal, wife of P.-F. Woodcock, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, all heirs to the estate of the late John Pratt, in his lifetime merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the said estate of the late John Pratt, and amending the act 51-52 Victoria chap. 127, and the act 1 Edward VII, chap. 94 as amended by the act 7 Edward VII, chap. 137, by the act 1 George V, chap. 114 and by the act 4 George V, chap. 133, so as to increase the rents paid to them by the said estate, by virtue of the will of the said late John Pratt and under the said acts, and for other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

GEOFFRION, GEOFFRION
4528—50-4 & PRUD'HOMME,
Attorneys for applicants.

Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Très Saint-Sacrement, Lachine, donnent avis qu'à la prochaine session de la Législature, ils demanderont l'adoption d'une loi pour les constituer en corporation, sous le nom de "Syndics de la paroisse de Très Saint-Sacrement (Lachine), autoriser lesdits syndics à prélever une cotisation sur tous les immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies, sociétés par actions, ou corporations, dont la majorité en valeur des actionnaires seront des catholiques romains, et autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1920.

LE CURÉ ET LES MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET
FABRIQUE DE TRÈS SAINT-SACREMENT, LA-
CHINE.

par J.-E. PROVOST,
4525—50-4 Ptre curé.

The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement, Lachine, give notice that at the next session of the Legislature, they will apply for the passing of an act to incorporate them, under the name of "Syndics de la paroisse de Très Saint-Sacrement (Lachine), to authorize the said syndics to levy an assessment on all the immovables belonging to Roman Catholics or to companies, firms or corporations of which the majority in value of the shareholders will be Roman Catholics, and other purposes.

Montreal, 7th December, 1920.

THE CURÉ AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE
ET FABRIQUE DE TRÈS SAINT-SACREMENT,
LACHINE.

by J.-E. PROVOST,
4526—50-4 Priest Curé.

Avis public est par les présentes donné que "L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir une loi spéciale amendement les lois 58 Victoria, chapitre 79

Public notice is hereby given that "L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain a special act amending the Acts 58 Victoria, chapter 79, and 6 George V, 1st

et 6 George V, 1ère session, chapitre 85, de façon à pouvoir admettre au nombre de ses membres, les femmes généralement et les enfants des sociétaires ; émettre des certificats payables après un certain nombre d'années ou avec contributions mobiles ; accorder des certificats comportant prolongation du terme de l'assurance ; racheter les certificats des sociétaires ; obtenir certains pouvoirs concernant le paiement des bénéfices et indemnités et le placement des fonds de l'Union, et établissant l'insaisissabilité des sommes dues par l'Union à ses membres, la validité des paiements faits et la capacité des assurés quant à leur application, au paiement de leurs contributions et aux bénéfices reçus, et pour autres fins.

Montréal, 6 décembre 1920.

Le président,
ALBERT McCAUGHAN
Le secrétaire-trésorier,
P.-G. POIRIER.

4523—50-4

Avis est par les présentes donné, que le "Club Winchester" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant sa charte, aux fins d'annuler son capital-actions et de lui donner le pouvoir, entre autres choses, d'acquérir et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou transporter, émettre des bons garantis sur ses immeubles, et de faire toutes choses requises pour la mise en opération du club.

Montréal, 30 novembre 1920.

Les procureurs du requérant,
ST-GERMAIN, GUERIN
& RAYMOND.

4475—50-4

AVIS DE PETITION

A la prochaine session des chambres Législatives de Québec, Louis Chabot, étudiant en droit, de la ville de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, par ses procureurs soussignés, présentera une pétition pour autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen oral seulement.

Les procureurs du requérant,
PELISSIER, WILSON
& SAINT-PIERRE.

4477—50-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant la loi la constituant en corporation de ville, pour les fins suivantes :

Procédures et formalités pour l'adoption et l'approbation des règlements par les électeurs ; pourvoir aux paires de la ville et au remboursement d'une créance à la succession Ouimet, emprunts et avances en anticipation de la perception des taxes ; hypothèques consenties à la ville et leur mainlevée ; échange ou modification des garanties données par ses créanciers ; appel des rôles d'évaluation et conditions préalables à cet appel ; qualification des électeurs et des échevins ; organisation ; territoire et toutes autres fins de nature à assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, le bien-être général et l'amélioration de la municipalité.

LA VILLE DE MONTREAL-EST.
Le secrétaire-trésorier,
J.-EMERY CODERRE.

4479—50-5

Avis est aux présentes donné au public que la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi à l'effet d'augmenter les taux du

session, chapter 85, so as to be able to admit among its members, the women generally and children of the associates ; to issue certificates payable after a certain number of years or with unfixed contributions ; to grant certificates permitting the prolongation of the term of insurance ; to redeem the certificates of the members ; to obtain certain powers respecting the payment of benefits and indemnities and the investment of the funds of l'Union, and establishing the exemption from seizure of the amounts due by l'Union to its members, the validity of the payments made and the capacity of the insured as to their application, the payment of their contributions and the benefits received, and for other purposes.

Montréal, 6th December, 1920.

ALBERT McCAUGHAN,
President.
P. G. POIRIER,
Sec. Treas.

4524—50-4

Notice is hereby given that "The Winchester Club" will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply for an act amending its charter, in order to annul its capital-stock and give it power, among other things, to acquire and hold real estate and the same to hypothecate, sell or transfer, to issue bonds secured on its real estate and to do all such things as are requisite for the carrying on of the club.

Montréal, 30th November, 1920.

St-GERMAIN, GUERIN
& RAYMOND,
Attorneys for applicant.

4476—50-4

NOTICE OF PETITION

At the next sitting of the Legislative Assembly of Quebec, Louis Chabot, law student, of the town of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers, shall, by the undersigned, his attorneys, place a petition entitling the Bar of the Province of Quebec to admit him, after oral examination only, as one of its members.

PELISSIER, WILSON
& SAINT-PIERRE,
Attorneys for the petitioner

4478—50-4

Notice is hereby given that the town of Montreal East will present a petition to the Legislature of Quebec, at its next session, asking for the adoption of a law amending the law constituting the city as a body politic and corporate for the following ends :

Proceedings and formalities for the adoption and approval of by-laws by the electors ; maintenance of parks of the city and the re-payment of a debt to the Ouimet estate ; borrowings and advances against the collection of taxes ; hypothecs executed by the city and their discharge ; exchange or modification of guarantees given by its creditors ; appeal from the valuation roll and conditions precedent to this appeal ; qualification of electors and aldermen ; organization ; boundaries and all other means of a nature for the securing of peace, order, good government, general well-being and amelioration of the municipality.

THE TOWN OF MONTREAL EAST.
J.-EMERY CODERRE,
Secretary-Treasurer.

4480—50-4

Public notice is hereby given that the Protestant board of school commissioners of the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, for the passing of an act for an increase in the rates

rôle d'évaluation des protestants relativement à ladite taxe scolaire du total actuel de sept dixièmes jusqu'à un total de dix-dixièmes d'une piastre d'après la valeur cotisée, ce total devant être reparté comme suit par le trésorier de la cité :

Deux dixièmes pour la taxe spéciale d'intérêt et fonds d'amortissement prélevé sous l'autorité de la loi de la Législature 9 Edouard VII, chapitre 38.

Huit dixièmes pour la taxe générale d'entretien des écoles.

Montréal, 9 décembre 1920.

Les avocats des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
4545-50-4 & LANGUEDOC.

Avis est par les présentes donné que les Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, (nommés conformément à la loi 9, Georges V, chapitre 139), s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant ladite loi 9 Georges V, chapitre 139 :

- a. Confirmant l'élection desdits syndics, et continuant leurs pouvoirs ;
- b. Ratifiant une cession faite et consentie par la corporation épiscopale catholique romaine de Chicoutimi à l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi ;
- c. Ratifiant les divers actes de cotisations imposées par ces syndics ;
- d. Les autorisant à en imposer d'autres, et à faire tous les emprunts nécessaires, ratifiant ceux qui ont déjà été faits ;
- e. Les autorisant à contracter certains emprunts et à prendre toutes les mesures nécessaires pour compléter tous les travaux de construction de la cathédrale de Chicoutimi, et
- f. Leur donnant le droit de reviser et compléter tous les ans les divers actes de cotisations, et
- g. Demandant tous autres pouvoirs nécessaires aux fins ci-dessus, et aux fins visées par ladite loi 9, Georges V, chapitre 139, en autant qu'il n'y aura pas été dérogé par la loi amendée.

Québec, 6 décembre 1920.

Pour les pétitionnaires,
(Signé) JOS. SIROIS, N. P.,
4481-50-4 de Sirois & Sirois.

Avis public est donné que la compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant la charte qui la constitue en corporation, savoir : la loi 6 George V, chapitre 77 (1916), en prolongeant le délai durant lequel il sera loisible à ladite compagnie de commencer la construction de son chemin de fer et de le terminer, et pour d'autres fins.

Montréal, 25 novembre 1920.

Les procureurs de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU,
4265-49-4 DESY & LORRAIN.

Avis est par les présentes donné que Charles Lefebvre, Fabien Beauchemin, Léon Denis et autres, tous cultivateurs, domiciliés à Ville-Marie, Qué. et propriétaires d'immeubles dans les limites de la municipalité du village de Ville-Marie, comté de Témiscamingue, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'il soit passé une loi aux fins de détacher de la municipalité du village de Ville-Marie susdit, leurs fermes et certaines autres, savoir : Les lots numéros dix-sept cent

of the Protestant panel of the said school tax from the total of seven mills as at present to a total of mills on the dollar of the assessed valuation, the total of seven mills as at present to a total of such total to be apportioned by the city treasurer as follows :

Two mills to the special tax for interest and sinking fund purposes levied under the act of the Legislature 9 Edward VII, chapter 38.

Eight mills to the general tax for the maintenance of the schools.

Montreal, 9th December, 1920.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,
4546-50-4 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that the "Syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi" (appointed according to the law 9, George V, chapter 139), will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending said law 9 George V, chapter 139, and :

- a. Confirming the election of said syndics and extending their powers ;
- b. Ratifying an assignment made and granted by the Roman Catholic Episcopal Corporation of Chicoutimi to the churchwardens of the parish of Saint-François-Xavier de Chicoutimi ;
- c. Ratifying different assessment rolls imposed by these syndics ;
- d. Authorizing them to impose others and to contract loans, ratifying the loans which have already been contracted ;
- e. Authorizing them to contract certain loans and to take the necessary measures to complete all the construction works of the Chicoutimi Cathedral ;
- f. Giving them the right to revise and complete every year the different assessments rolls and
- g. Asking any other powers necessary to the above ends and to the ends which said law 9, George V, chapter 139, had in view, in so far as no derogation to it will have been introduced by the proposed bill.

Quebec, 6th December, 1920.

For the petitioners,
JOS. SIROIS, N. P.,
4482-50-4 of Sirois & Sirois.

Public notice is hereby given that the Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company, a corporation having its head office at the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, the Act 6 George V, chapter 77 (1916), by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Montreal, 25th November, 1920.

DESSAULLES, GARNEAU,
4266-49-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that Charles Lefebvre, Fabien Beauchemin, Léon Denis and others, all farmers, residing at Ville-Marie, Que. and owners of immovable property within the limits of the municipality of the village of Ville-Marie, county of Témiscaming, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to separate from the territory of the municipality of the village of Ville-Marie above mentioned, their farms and certain others, viz : The lots of land bearing cadastral numbers

soixante-sept à dix-sept cent quatre-vingt-trois (1767 à 1783) ; dix-sept cent quatre-vingt-huit à dix-huit cent quatre (1788 à 1804) et dix-huit cent dix à dix-huit cent dix-huit (1810 à 1818), tous inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre du village de Ville-Marie susdit ; et pour annexer lesdits lots pour fins municipales à la municipalité rurale de Duhamel-Ouest, et pour autres fins.

Montréal, ce 25 novembre 1920.

Le procureur des pétitionnaires,
4277—49-4 P.-E. LEFEBVRE.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de Léopold Lamy, cultivateur, de la cité des Trois-Rivières, demandant de ratifier et confirmer un certain contrat de vente par lui consenti à "Three Rivers Pulp and Paper Company, Limited", de propriétés qu'il a acquises en vertu du testament de Désiré Lacerte, passé devant Pierre Désilets, N. P., en la cité des Trois-Rivières, en date du 25 avril 1893, demandant, en même temps, de confirmer l'interprétation donnée à une certaine clause ambiguë du dit testament.

Daté à Trois-Rivières, ce 25ième jour de novembre 1920.

Le requérant,
4279—49-4 LEOPOLD LAMY.

Avis est par les présentes donné, que les exécuteurs-testamentaires et les légataires universels de la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte constituant ladite succession en compagnie à fonds social, sous le nom de "Succession J.-O. Villeneuve", et autres fins.

Montréal, 30 novembre 1920.

Le procureur des requérants,
4327—49-4 J.-ALEXANDRE BONIN.

Avis public est aux présentes donné que les soussignés, pour Mendel Mallek, des cité et district de Montréal, marchand, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill amendement la charte de la cité de Montréal, l'insertion d'une clause qui autorisera la cité à payer au requérant une indemnité pour dommages par lui subis comme résultat du pillage de son établissement par la foule, alors que ladite cité se trouvait sans protection, durant la grève des policiers et pompiers, en décembre 1918.

Montréal, le 29 novembre 1920.

Les procureurs du requérant,
4329—49-5 JACOBS & PHILLIPS.

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, par Dame Corinne-Herminie Beaudry, de Montréal, veuve de Rouer Roy, en son vivant avocat et conseil du Roi, et par ses enfants et petits-enfants, tous héritiers en vertu du testament de feu l'honorable Jean-Louis Beaudry, d'adopter une loi les autorisant à vendre ou autrement aliéner ou à hypothéquer les immeubles à eux légués, et pour d'autres fins.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs des pétitionnaires,
DESSAULLES, GARNEAU,
4351—49-4 DESY & LORRAIN.

one thousand seven hundred and sixty-seven to one thousand seven hundred and eighty three (1767 to 1783) ; one thousand seven hundred and eighty-eight to one thousand eight hundred and four (1788 to 1804) and one thousand eight hundred and ten to one thousand eight hundred and eighteen (1810 to 1818), all inclusive, on the plan and official book of reference of the said village of Ville-Marie ; and to annex said lots for municipal purposes to the rural municipality of Duhamel-West and for other purposes.

Montreal, 25th November, 1920.

P.-E. LEFEBVRE,
4278—49-4 Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a demand shall be made on the part of Léopold Lamy, farmer, of the city of Three Rivers, asking to ratify and confirm a certain deed of sale consented by him to the "Three Rivers Pulp and Paper Company, Limited", of properties he has acquired by virtue of the will of Désiré Lacerte, passed before Pierre Désilets, N. P., in the city of Three Rivers, on the 25th day of April, 1893, asking, at the same time, to confirm the interpretation given to a certain ambiguous clause of the said will.

Dated at Three Rivers, this 25th day of November, 1920.

LEOPOLD LAMY,
4280—49-4 Petitioner.

Notice is hereby given that the testamentary executors and the universal legatees of the estate of the Honourable J.-O. Villeneuve will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a charter constituting the said estate in a joint stock company, under the name of "Estate J.-O. Villeneuve", and other purposes.

Montreal, 30th November, 1920.

J.-ALEXANDRE BONIN,
4328—49-4 Solicitor for petitioners

Public notice is hereby given by the undersigned, on behalf of Mendel Mallek, of the city and district of Montreal, merchant, that they will apply to the Legislature at its next session, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented, to have a clause inserted therein, authorizing the city to pay to the applicant indemnity for damages suffered by him as a result of the looting of his premises by a mob, when the said city was without protection, during the police and firemen's strike in December, 1918.

Montreal, 29th November, 1920.

JACOBS & PHILLIPS,
4330—49-5 Attorneys for applicant.

Public notice is hereby given that Dame Corinne-Herminie Beaudry, of Montreal, widow of Rouer Roy, in his lifetime barrister and King's Counsel, and her children and grand-children, all legatees under the will and testament of the late Honourable Jean-Louis Beaudry, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to sell or otherwise alienate or to hypothecate the immoveable property bequeathed to them, and for other purposes.

Montreal, 1st December, 1920.

DESSAULLES, GARNEAU,
4352—49-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioners.

Avis est par les présentes donné que "Le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke" et "Le bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke" s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 40 Victoria, chapitre 23 et autres lois l'amendant, pour augmenter leur pouvoir d'emprunt et augmenter le taux de la taxe à prélever sur les biens fonds de la cité, pour les fins scolaires et autres fins.

Sherbrooke, 24 novembre 1920.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke,

LEON-O. LACOMBE.

Le secrétaire-trésorier du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke,

4337—49-4

H.-C. KING.

Avis est donné, par les présentes, que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet" présentera un bill à la prochaine session de la Législature, pour qu'il lui soit permis d'assurer contre le feu, la foudre et le vent, ou contre le feu, contre la foudre ou contre le vent séparément.

Trois-Rivières, ce 22 novembre 1920.

Les procureurs de la compagnie,

4353—49-4 BUREAU, BIGUE & GARIEPY.

Avis public est, par les présentes, donné que "Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont" s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme additionnelle de \$75,000.00 et à prélever, les deniers nécessaires pour son remboursement, au moyen d'une répartition et d'une taxe spéciale sur les immeubles et à raison des immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies comprenant des catholiques romains, dans la proportion de l'intérêt de ceux-ci, et pour autres fins.

Montréal, 30 novembre 1920.

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont,

4355—49-4 par A.-D. RICHARD, Ptre-curé.

Avis est par le présent donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, Messieurs Paul Katz, J.P.S.C.C., marchand, Louis Birke, employé, Morris Cohen, industriel, Abraham Kohos, de la "Montreal Architectural Iron Works, Charles Brotman, gérant de fabrique, Hyman Smith, marchand, Max Plonsky, contremaitre, Israel Barrer, marchand, J.-Morris Foss, contremaitre, Asias Goldstein, contremaitre, Petter Baker, tailleur, Jacob-Abraham, charpentier, Solomon Chaikin, contremaitre, Hossias Bloomberg, ferblantier, Izzy Osnas, tourneur, Harris Pudjinsky, marchand, Abraham Dardick, tailleur, Joseph Wisotsky, tailleur, Bennie Rosenthal, tailleur, tous de la cité et du district de Montréal, demanderont l'adoption constituant en corporation eux-mêmes et ceux qui, à l'avenir, leur seront associés sous le nom de "The King Edward Benefit Association of Montreal", pour, la corporation, à être constituée, aider ses membres au cas de maladie, d'accident, d'incapacité au travail, revers de fortune et mort; pour accorder des secours, de l'assistance, de l'aide et tous autres avantages aux veufs, veuves, enfants, héritiers

Notice is hereby given that "The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke" and "The Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of amending the Act 40 Victoria, chapter 23, and other acts amending the same, to authorize the said boards to increase the rate of the tax imposed for school purposes on real estate in the city of Sherbrooke, and augment their borrowing powers.

Sherbrooke, 24th November, 1920.

LEON-O. LACOMBE,

Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.

H.-C. KING,

Secretary-Treasurer of the Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke.

4338—49-4

Notice is hereby given, by these presents, that the "Compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet" shall present a bill at the next session of the Legislature, to obtain permission to insure against the fire, the lightning and the gale, or against the fire, against the lightning or against the gale severally.

Three Rivers, this 22nd November, 1920.

BUREAU, BIGUE & GARIEPY,

4354—49-4

Solicitors for the company.

Public notice is hereby given that "the Parish Priest and Church Wardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint-Viateur d'Outremont" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow an additional sum of \$75,000.00 and to raise the moneys necessary for its reimbursement by way of special assessment and taxation upon immoveables and on account of immoveables belonging to roman catholics or to companies comprising Roman Catholics, in proportion to the interests of the latter, and for other purposes.

Montreal, 30th November, 1920.

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont,

4306—49-4 A.-D. RICHARD, Priest curé.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Messrs. Paul Katz, J. P. S. C. C., merchant, Louis Birke, employee, Morris Cohen, manufacturer, Abraham Kohos, Montreal Architectural Iron Works, Charles Brotman, factory manager, Hyman Smith, merchant, Max Plonsky, foreman, Israel Barrer, merchant, J.-Morris Foss, foreman, Asias Goldstein, foreman, Petter Baker, tailor, Jacob Abraham, carpenter, Solomon Chaikin, foreman, Hossias Bloomberg, tinsmith, Izzy Osnas, wood-turner, Harris Pudjinsky, merchant, Abraham Dardick, tailor, Joseph Wisotsky, tailor, Bennie Rosenthal, tailor, all of the city and district of Montreal, who will apply for an act to incorporate them and others who may thereafter be associated with them, under the name of "The King Edward Benefit Association of Montreal", in order that the corporation to be formed may assist its members in case of sickness, accident, inability to work, reverses of fortune and death; to grant assistance and aid and confer all other benefits upon the widowers, widows, children, heirs or legatees of all members, includ-

ou légataires de tous sociétaires, y compris les funérailles et l'enterrement ; donner toute l'assistance morale et matérielle possible à ceux qui en dépendent ; établir un fonds avec lequel, sur preuve satisfaisante de la mort d'un sociétaire, on paiera aux bénéficiaires par eux nommés ou à leurs héritiers légaux, la ou les sommes déterminées par les règlements corporatifs ; procurer à ses membres tous autres avantages qui seront, de temps à autre, accordés par les règlements de l'association, avec les pouvoirs qui pourront être nécessaires pour la réalisation satisfaisante de l'objet précité, y compris le droit d'acquérir de l'immeuble.

Montréal, le 2 novembre 1920.

L'avocat des requérants,

4223—48-4

LYON-W. JACOBS.

Avis est par les présentes donné que Philippe Germain, Joseph-Jean Cloutier, tous deux notaires, de la ville de Saint-Tite, et Hormisdas Delorme, rentier, de la cité de Montréal, tous trois en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession de feu William-Joseph Leduc, en son vivant marchand, de la cité et du district de Montréal, d'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de confirmer leur nomination comme exécuteurs testamentaires, de pourvoir à leur remplacement, d'établir, définir et étendre leurs droits et pouvoirs comme tels exécuteurs testamentaires, en particulier, ceux de vendre, hypothéquer ou autrement aliéner les biens meubles et immeubles de la succession, et emprunter sur hypothèque ou autrement, d'établir et définir le mode de partage et de distribution des biens de la succession et d'approuver, s'il y a lieu, le mode de partage tel qu'établi par un acte de déclaration et de partage fait par lesdits exécuteurs testamentaires par acte passé à Montréal le 29 octobre 1920, devant M^{re} J.-A. Paquin, N. P. et généralement aux fins d'établir et de sanctionner toutes mesures jugées nécessaires ou utiles aux fins de l'exécution du dit testament.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs des requérants,

4367—49-4

KAVANAGH, LAJOIE
& LACOSTE.

Avis public est donné que Carlyle-A. Porteous, de la cité de Verdun, district de Montréal, médecin et chirurgien, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui accorder une licence pour exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, et ce sans qu'il ait à subir les examens exigés par ledit collège, et pour d'autres fins.

Montréal, 24 novembre 1920.

Le requérant,

4231—48-4

CARLYLE-A. PORTEOUS.

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-La-Tuque, comté de Champlain, nommés en vertu d'une ordonnance des commissaires civils pour le diocèse d'Haileybury, pour la construction d'une église et d'un presbytère dans ladite paroisse, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation de faire un emprunt de \$300,000 pour le paiement de telles constructions.

Québec, 24 novembre 1920.

Les procureurs des syndics,

NADEAU & BELLEAU,

4233—48-4

Avocats. 4234—48-4

ing funeral and cemetery benefits, and to give every possible moral and material assistance to those who are dependent on them ; to establish a benefit fund out of which on satisfactory proof of the death of a member of the society, there shall be paid to the beneficiaries by them indicated or their legal heirs, such sum or sums as shall be regulated by the by-laws of the corporation, to secure to its members all other advantages which may, from time to time, be conferred by the by-laws of the association, with such powers as may be necessary for the satisfactory carrying out of the aforesaid mentioned object, including the right to acquire real estate.

Montreal, 2nd November, 1920.

LYON-W. JACOBS,

Solicitor for applicants.

Notice is hereby given that Philippe Germain, Joseph-Jean Cloutier, both notaries of the town of Saint-Tite and Hormisdas Delorme, annuitant, of the city of Montreal, all three in their quality of testamentary executors of the estate of the late William-Joseph Leduc, in his lifetime merchant, of the city and district of Montreal, will apply, to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session hereof, for an act to confirm their appointment as testamentary executors, to provide for their replacement, to establish, define and extend their rights and powers as such testamentary executors, and particularly the rights to sell, hypothecate and otherwise alienate the moveable and immoveable property of the estate borrowed hypothec or otherwise, establish and define the mode of partition and distribution of the estate and approve, if deemed expedient, the mode of partition as established by the declaration and partition made by the said testamentary executors, by deed passed at Montreal, on the 29th October, 1920, before M^{re} J.-A. Paquin, N. P., and generally to establish and sanction any measures deemed necessary and expedient for the execution of said testament.

Montreal, 1st December, 1920.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
4368—49-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that Carlyle-A. Porteous, of the city of Verdun, district of Montreal, physician and surgeon, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act authorizing the College of physicians and surgeons of the Province of Quebec to grant him a license to practice medicine and surgery in the Province of Quebec, without having to pass the examinations required by the said college, and for other purposes.

Montreal, 24th November, 1920.

CARLYLE-A. PORTEOUS,

4232—48-4

Petitioner.

Notice is hereby given that the assignees for the parish of Saint-Zéphirin of La-Tuque, county of Champlain, named by the commissioners for the diocese of Haileybury, for the construction of a church and presbytery at La-Tuque, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an act authorizing the raise of a loan of \$300,000 for the payment of the said constructions.

Quebec, 24th November, 1920.

NADEAU & BELLEAU,

Advocates.

Attorneys for the assignees.

Avis public est au présent donné que la Banque de Montréal sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le règlement No 722 de la cité de Montréal, ainsi qu'un acte passé conformément à celui le 12 août 1920 devant J. Beaudoin, N.P. accordant, à la dite Banque, permission aux termes et conditions y mentionnés, de construire une extension aux ponts de la ruelle Fortification, dans ladite cité, et pour autres fins.

Montréal, 24 novembre 1920.

Les avocats de la requérante,
MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD.

4245-48-4

A i est pa 'es présentes donné que la ville d La Tuque s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir de amendements à sa charte, pour les fins suivantes :

Etendre les limites de la ville en y annexant cette partie des lots Nos 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhiot, s'étendant jusqu'à et non comprise la rivière dite "Petite Bostonnaie ;"

Pouvoir d'imposer une taxe uniforme de \$5.00 (cin piastres) sur toute personne venant demeurer dans la ville de La Tuque, et n'y payant pas autrement de taxes municipales, foncières, locatives, commerciales et autres, telle taxe de \$5.00 percevable dès l'établissement dans la ville des personnes y sujettes ;

Enlever le droit d'être inscrit sur la liste électorale à toute personne, ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, si le premier jour de mars elle doit à la municipalité quelque taxe ou taxe d'eau. (Les taxes spéciales exceptées).

Pourvoir à l'administration de la ville par son conseil et par un gérant ; pourvoir au mode de la nomination ou de la destitution du gérant de la ville, fixer à quatre ans le terme d'office du gérant ; déterminer les qualifications du gérant ; obliger le gérant à prêter serment et à fournir cautionnement ; déterminer les devoirs et les pouvoirs du gérant ; pourvoir à la nomination et à la destitution des employés de la ville, sauf le secrétaire, par le gérant ; ordonner toutes dispositions transitoires pour permettre le fonctionnement de la dite loi.

La Tuque, 10 décembre 1920.

L'avocat de la requérante,
4567-51-4 G.-ROMULUS DuCHARME.

Avis est par les présentes donné que "Le Presbytère de Montréal", en communion avec l'Eglise Presbytérienne du Canada, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant ledit presbytère à nommer une commission de syndics doués de pouvoirs corporatifs pour détenir de la propriété mobilière et immobilière, avec pouvoir de vendre ou gager la propriété mobilière ou immobilière, d'hypothéquer la propriété immobilière.

Cette commission syndicale sera sujette, premièrement, au contrôle dudit presbytère, et, deuxièmement, au contrôle de l'assemblée générale de l'Eglise Presbytérienne Canadienne.

Montréal, le 1er décembre 1920.

Le procureur des requérants,
4575-51-4 DONALD-McKENZIE ROWAT.

Public notice is hereby given that the Bank of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm by-law No. 722 of the city of Montreal, and a deed passed pursuant thereto on the 12th August, 1920, before J. Beaudoin, N.P., granting permission to the said Bank, subject to the terms and conditions therein set forth, to build an addition to the bridges over Fortification lane in said city and for other purposes.

Montreal, 24th November, 1920.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Solicitors for applicants.

4246-46-4

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter, for the following purposes :

To extend the boundaries of the town by annexing to the said town this part of the lots Nos. 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 of the cadaster plan for the first range of Mailhiot township, extending itself to the river said "Petite Bostonnaie ;"

To grant power of establishing a uniform tax of \$5.00 (five dollars) on each person living in the town of La Tuque, being otherwise not compelled to pay any municipal tax, rent tax, commercial tax or others, such \$5.00 tax collectible as soon as any body being subject to said tax reside in the town ;

To withdraw the right of being inscribed on electoral list to ever person, being qualify to vote as proprietor, renter of tenant, if on the first day of March such person owes to the municipality any tax or water tax. (Special tax excepted.)

To provide for the administration of the town by the council and a manager ; to provide as to the way of making nomination or destitution of the manager of the town, to fix the term of office of the manager at four years ; to determine the qualification of the manager ; to compel the manager to be sworn and give security ; to determine the duties and powers of the manager ; to provide for the appointment and dismissal of the employees of the town, except the secretary, by the manager ; to order any transitory provisions for to enable the working of the said act.

La Tuque, 10th December, 1920.

G.-ROMULUS DuCHARME,
4568-51-4 Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the Presbytery of Montreal, in connection with the Presbyterian Church in Canada, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the said presbytery to appoint a board of trustees with corporate powers for the purpose of holding moveable and immoveable property, with power to sell or pledge moveable or immoveable property and to hypothecate immoveable property, such board of trustees to be subject, first, to the control of the said presbytery, and secondly, to the control of the general assembly of the Presbyterian Church in Canada.

Montreal, 1st December, 1920.

DONALD McKENZIE ROWAT,
4576-51-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que "La Société de Construction de Montréal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir le pouvoir d'emprunter sur obligations ou débetures ou autrement, une somme n'excédant pas un million de dollars, et de faire toutes les affaires de courtier en obligations, débetures et autres valeurs négociables, et pour autres fins.

Montréal, 10 décembre 1920.

LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MONTREAL.

Par le gérant et vice-président,

4577—51-4

EMILE GOBET.

Public notice is hereby given that "La Société de Construction de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for to be empowered to borrow on bonds, debentures or otherwise, a sum not exceeding one million dollars, and to carry on the business of brokers in bonds, debentures and other negotiable securities, and for other purposes.

Montreal, 10th December, 1920.

LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MONTREAL.

per EMILE GOBET,

4578—51-4

Manager and vice president.

Avis public est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill lui permettant de commencer les travaux de construction du chemin de fer qu'elle est autorisée à construire, dans un délai de trois ans, et à les parfaire dans un délai de sept ans, de l'entrée en vigueur de ce bill.

Québec, ce 10 décembre 1920.

Les procureurs de la Compagnie de chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent,

ROY, LANGLAIS, LAVERGNE

4579—51-4

& GODBOUT.

Public notice is hereby given that the "Compagnie de chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent" will present a bill to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to grant the company permission to begin the construction works of the railway it is authorized to build within a delay of three years, and to complete them within a delay of seven years from the coming into force of said bill.

Quebec, 10th December, 1920.

ROY, LANGLAIS, LAVERGNE

& GODBOUT,

Attorneys for the Compagnie de chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent.

4580—51-4

Avis est par les présentes donné que, lors de sa prochaine session, monsieur Joseph-Alphonse Thibault, de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'un bill pour autoriser le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la province de Québec à lui accorder une licence nécessaire pour pratiquer sa profession de dentiste en cette province, après examen.

Montréal, 13 décembre 1920.

Les avocats et agents de Joseph-Alphonse

Thibault,

LAVALLEE, DESMARAIS &

4593—51-4

DE SERRES.

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, Mr. Joseph-Alphonse Thibault, of Montreal, will apply for an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to grant him the necessary license to practice dental surgery in this Province, after examination.

Montreal, 13th December, 1920.

LAVALLEE, DESMARAIS &

DE SERRES,

Attorneys and agents for Joseph-Alphonse

4594—51-4

Thibault.

Avis est par les présentes donné que William-Harvey Green, résidant en la ville de Saint-Lambert, district de Montréal, commis, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but de faire changer son nom en celui de William-Harvey-Green Smith.

14 décembre 1920.

Les agents pour W.-H. Green,

4599—51-4 DESAULNIERS & GRAVEL,

Notaires.

Notice is hereby given that William-Harvey Green, of the town of Saint-Lambert, district of Montreal, clerk, will address a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of having his named changed in that of William-Harvey-Green Smith.

14th December, 1920.

DESAULNIERS & GRAVEL,

Notaries,

4600—51-4

Agents for W.-H. GREEN.

Avis est aux présentes donné que "The Alma and Jonquières Railway Company", corporation dont le siège social est dans la cité de Québec, sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte, loi 3 Georges V, chapitre 85, tel qu'amendée par les lois 5 Georges V, chapitre 118 et 8 Georges V, chapitre 106, pour prolonger le délai pendant lequel on pourra commencer à construire et compléter le chemin de fer, et pour autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1920.

Les avocats de la requérante,

4621—51-4 PENTLAND, GRAVEL

& THOMSON.

Public notice is hereby given that The Alma and Jonquières Railway Company, a corporation having its head office at the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, the act 3 George V, chapter 85, as amended by the acts 5 George V, chapter 118, and 8 George V, chapter 106, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Quebec, 15th December, 1920.

PENTLAND, GRAVEL

& THOMSON,

4622—51-4

Solicitors for applicants.

Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à emprunter une somme totale de \$250,000, dont \$30,000 d'abord afin de pourvoir à la construction d'une chapelle, et la balance plus tard afin de pourvoir à la construction d'une église; à prélever les deniers nécessaires pour le remboursement de ces emprunts au moyen d'une répartition ou cotisation et d'une taxe spéciale sur les immeubles et à raison des immeubles appartenant à des catholiques romains ou à des compagnies, sociétés par actions ou corporations comprenant des catholiques romains, dans la proportion de l'intérêt de ces derniers et validant l'érection de la dite paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville en paroisse civile avec effet rétroactif à la date du décret canonique d'érection de ladite paroisse, et pour autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1920.

LE CURE ET LES MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ALPHONSE-
D'YOUVILLE.

4623—51-4 par A. FISET, Ptre-C. SS. R., curé

The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to borrow a total amount of \$250,000, of which \$30,000 firstly so as to provide for the construction of a chapel, and the balance later on so as to provide for the construction of a church; to levy the necessary money for the reimbursement of the said loans by means of an allotment or assessment and a special tax on the immoveables and on account of the immoveables belonging to Roman Catholics or to companies, joint stock companies or corporations comprising Roman Catholics, in the proportion of the interest of these latter and legalizing the erection of the said parish of Saint-Alphonse-d'Youville into a civil parish with retroactive effect to the date of the canonical decree of erection of the said parish, and for other purposes.

Montreal, 15th December, 1920.

THE CURE AND CHURCHWARDENS OF L'ŒUVRE ET
FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-ALPHONSE
D'YOUVILLE.

4624—51-4 by A. FISET, Ptre, C. SS. R., curé.

Avis public est par les présentes donné que les électeurs propriétaires des terrains constituant la paroisse canonique de Sainte-Sabine, composée des propriétés formant partie des municipalités de Saint-Alexandre et de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville, et des municipalités de Notre-Dame-de-Stanbridge, de North Stanbridge et de la partie ouest du canton de Farnham, dans le comté de Missisquoi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée incorporant la dite paroisse canonique de Sainte-Sabine, en y ajoutant le lot No. 937 du canton de Stanbridge et formant partie de la paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge, en municipalité rurale située entièrement dans le comté de Missisquoi, sous le nom de "Municipalité de Sainte-Sabine."

Granby, le 14 décembre 1920.

Le procureur des requérants,

4625—51-4 GEO.-H. BOIVIN.

Public notice is hereby given that the electors and proprietors of the real estate comprised within the limits of the canonical parish of Saint Sabine, composed of the immoveable properties now forming part of the municipalities of Saint Alexander and Saint-Brigide, in the county of Iberville, and of the municipalities of Notre-Dame-de-Stanbridge, of North Stanbridge and of the west part of the township of Farnham, in the county of Missisquoi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and ask for the passing of an act to incorporate the said canonical parish of Saint Sabine with lot No. 937 of the township of Stanbridge, and now forming part of the parish of Notre-Dame-de-Stanbridge, as a local municipality situate entirely in the county of Missisquoi, under the name of "Municipality of Saint-Sabine."

Granby, 14th December, 1920.

GEO.-H. BOIVIN,

Solicitor for petitioners.

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certaines modifications aux lois qui la régissent, et notamment : l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt additionnel de \$700,000 pour l'achat de terrains et la construction de nouvelles écoles; l'amendement à la loi 5, Geo. V, chapitre 38, section 3, relativement à la création d'un fonds de pension et d'assurances pour ses instituteurs et ses employés; le changement de l'âge initial de scolarité des enfants qui fréquentent ses écoles, et pour autres fins.

Le secrétaire-général et trésorier de la
Commission des écoles catholiques
de Montréal,

4627—51-4 AYME LA FONTAINE.

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain modifications to the laws governing it, and notably: the authorization of an additional borrowing power of \$700,000 for the purchase of land and the construction of new schools; the amendment to the act 5, Geo. V, chapter 38, section 3, relative to the creation of a pension and insurance fund for its teachers and employees; the changing of the initial school age of children frequenting its schools, and for other purposes.

AYME LA FONTAINE,

General Secretary and Treasurer of the
Catholic School Commission of Montreal.

4628—51-4

Avis public est aux présentes donné que les exécuteurs testamentaires et les héritiers de feu Thomas-Connolly Aylwin, en son vivant de la cité de Québec, avocat, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pourvoyant à l'ad-

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the testamentary executors and heirs of the late Thomas-Connolly Aylwin, in his lifetime of the city of Quebec, advocate, to adopt a law to provide for

ministration de sa succession pendant la durée de l'usufruit créé par son dernier testament.

Québec, le 16 décembre 1920.

Les avocats des requérants,
4651—51-4 PENTLAND, GRAVEL
& THOMSON.

the administration of his estate during the existence of the usufruct created by his last will.

Quebec, 16th December, 1920.

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON,
4652—51-4 Solicitors for applicants.

Avis public est par les présentes donné que la Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, et la Mount-Royal Land Company, Limited, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi incluant le territoire suivant dans les limites de la municipalité de la ville de Mount-Royal, savoir : partie des lots Nos 52, 58, 61, 63, 68 et tous les lots Nos 69, 70, 70a, 71, 82 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges.

Montréal, 16 décembre 1920.

CANADIAN NORTHERN MONTREAL LAND
COMPANY, LIMITED.
Par le secrétaire,
H. S. ADLINGTON.

MOUNT-ROYAL LAND COMPANY, LIMITED.
Par le secrétaire,

4653—51-4 RACHEL McCMILLAN.

Public notice is hereby given that a demand will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, and the Mount-Royal Land Company, Limited, for the passation of a bill including into the limits of the municipality of the town of Mount-Royal, the following territory : part of lots Nos. 52, 58, 61, 63, 68 and all the lots Nos 69, 70, 70a, 71, 82 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges.

Montreal, 16th December, 1920.

CANADIAN NORTHERN MONTREAL LAND
COMPANY, LIMITED.
Per H. S. ADLINGTON,
Secretary.

MOUNT ROYAL LAND COMPANY, LIMITED.
Per RACHEL MAAMILLAN,
Secretary.

Département de l'instruction publique

1090-20.

Québec, 14 décembre 1920.

Demande est faite de former deux municipalités scolaires distinctes de la municipalité scolaire actuelle de Sainte-Cécile-du-Bic, comté de Rimouski, l'une devant comprendre le territoire du village du Bic, sous ce dernier nom, tel qu'érigé par arrêté ministériel du 1er juin 1920, et l'autre devant comprendre tout le reste du territoire de ladite municipalité scolaire de Sainte-Cécile-du-Bic, sous ce dernier nom 4643—51-2

2536-20.

Québec, 14 décembre 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Kempt, (Padoue), comté de Matane, les lots Nos 597 à 756 inclusivement du 5ème rang de la seigneurie de Métis, comté de Matane, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Octave, même comté.

4645—51-2

2272-20.

Québec, 14 décembre 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska, les lots Nos 257 et 259 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Norbert et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Christophe, même comté.

4647—51-2

2229-20.

Québec, 15 décembre 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Loranger, comté de Labelle, les lots Nos 1 à 54 inclusivement du rang 1, les lots Nos 1 à 43 inclusivement du rang 2, les lots Nos 1 à 37 inclusivement du rang 3, tous du canton de Loranger, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Bellerive.

4049—51-2

Department of Public Instruction

1090-20.

Quebec, 14th December, 1920.

Application is made to erect two distinct school municipalities with the present school municipality of Sainte-Cécile-du-Bic, county of Rimouski, one to comprise the territory of the village of Bic, under the latter name, as erected by order in council of the 1st June, 1920, and the other to comprise all the remainder of the territory of the said school municipality of Sainte-Cécile-du-Bic, under that name. 4644—51-2

2536-20.

Quebec, 14th December, 1920

Application is made to detach from the school municipality of Kempt (Padoue), county of Matane, the lots Nos 597 to 756 inclusively of the 5th range of the seigniorie of Métis, county of Matane, and to annex them to the school municipality of Saint-Octave, same county.

4646—51-2

2272-20.

Quebec, 14th December, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Norbert, county of Arthabaska, the lots Nos 257 and 259 of the official cadastre of the parish of Saint-Norbert and to annex them to the school municipality of Saint-Christophe, same county.

4648—51-2

2229-20.

Quebec, 15th December, 1920

Application is made to detach from the school municipality of the township of Loranger, county of Labelle, the lots Nos 1 to 54 inclusively of range 1, the lots Nos 1 to 43 inclusively of range 2, the lots Nos 1 to 37 inclusively of range 3, all of the township of Loranger, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Bellerive. 4050—51-2

898-20.

Québec, 30 novembre 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est, comté de Hull, les lots Nos 11, 12, 13 et 14 du premier rang du canton de Templeton, les lots Nos 11 et $\frac{1}{2}$ sud des lots Nos 12 et 13 et le lot No 14 du second rang, et en plus le lot No 15 dans les premier et deuxième rangs, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de village de Templeton.

4399-50-2

898-20

Quebec, 30th November, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Templeton-East, county of Hull, the lots Nos 11, 12, 13 and 14 of the first range of the township of Templeton, the lots Nos 11 and $\frac{1}{2}$ south of the lots Nos 12 and 13 and the lot No. 14 of the second range, and also the lot No 15 in the first and second ranges, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of village of Templeton.

4400-50-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Società Operaia Italiana di Mutuo Soccorso di Montreal" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société de secours mutuels à l'effet de se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accidents ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, de pouvoir à leurs veuves, orphelins ou représentant légaux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil en date du 12 novembre 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 R. S. P. Q. 1909, ce dixième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4551-51-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "National Benefit Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les incendies, l'assurance contre les accidents et l'assurance de maladie, a été amendé permettant en plus la classe suivante : l'assurance sur les automobiles, le et après le quatorzième jour de novembre 1920.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce quatorzième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4607-51-2

Avis est par le présent donné que la "North British & Mercantile Insurance Company", une compagnie d'assurance étant dûment enregistrée pour transiger des affaires d'assurance contre le feu et l'assurance vie dans la province de Québec, a maintenant changé son nom et opère sous celui de "North British & Mercantile Insurance Company, Limited".

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce sixième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 4419-50-2

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Società Operaia Italiana di Mutuo Soccorso di Montreal" has been licensed and registered as a mutual benefit association with a view, to make provision to help, by means of contributions of its members, those members who are afflicted by sickness, accidents or reverse of fortune, and in the case of death of the members, to provide for their widows and orphans or legal representatives, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council dated the 12th day of November, 1920.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R. S. P. Q., 1909, this tenth day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4552-51-2

Notice is hereby given that the certificate of registry is sued to the "National Benefit Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire insurance, accident insurance and sickness insurance, has been extended to include automobile insurance, on and after the fourteenth day of November, 1920.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this fourteenth day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4608-51-2

Notice is hereby given that the "North British & Mercantile Insurance Company", a duly registered company to transact the business of life and fire insurance in the Province of Quebec, has now changed its name and is operating under the name of "North British & Mercantile Insurance Company, Limited."

Given pursuant to article 6950 S. R. P. Q., 1909, this sixth day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of insurance,

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 4420-50-2

Avis est par le présent donné que la "Northwestern Mutual Insurance Association" a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et de l'automobile (à l'exception de l'assurance contre les pertes par suite de blessures à la personne).

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont : M. Lapointe, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R. S. P. Q., 1909, ce sixième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4421—50-2

Notice is hereby given that the "Northwestern Mutual Insurance Association" has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of fire insurance and automobile insurance (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person).

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : M. Lapointe, Montréal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this sixth day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 4422—50-2

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

Avis est par le présent donné que "L'Union Amicale de Notre-Dame-Auxiliatrice des anciens élèves du collège de Sainte-Anne" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable, à l'effet de resserrer les liens d'amitié qui unissent les anciens élèves du collège de Sainte-Anne; venir en aide aux fils des anciens que sans ce secours, ne pourraient entreprendre de continuer leurs études; aider aussi les anciens élèves, jeunes et vieux, qui auraient besoin de l'appui et de la protection de leurs confrères plus âgés et plus fortunés; procurer des fonds pour des voyages d'études aux professeurs, pour la bibliothèque des élèves, pour des prix de récompenses, le matériel d'enseignement, laboratoires, musées et tout ce qui pourrait aider au développement et au bien-être de l'éducation dans ce collège, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 12 novembre 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatrième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4467—50-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that "L'Union Amicale de Notre-Dame-Auxiliatrice des anciens élèves du collège de Sainte-Anne" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to strengthen the bonds of friendship which unit the former students of the College of Sainte-Anne; to come to the aid of the sons of the former students by creating pension funds, which benefits will be for those who, being without such aid, would not be in a position to undertake their course of study; to also aid former students, young and old, who might be in need of support and protection from their older and more fortunate members; to procure funds for study trips of the professors, for the students' library, prizes and rewards, the material of teaching, laboratories, museums and all which might aid to the development and welfare of the education in this college, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the fourth twelfth day of November, 1920.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance branch,

Treasury department, Quebec. 4468—50-2

Avis est par le présent donné que le permis et l'enregistrement de la "Catholic Fraternal League", société de secours mutuels extra-provinciale ayant son principal siège d'affaires dans la ville de Boston, dans l'état de Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, ont été renouvelés à l'effet d'autoriser ladite société à pourvoir à la perception des primes limitées aux membres en règle et admis dans ladite société avant le premier janvier 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent de ladite société, dans la province, sont comme suit : J.-C.-H. Dussault, édifice Crédit Foncier, Montréal, Qué.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce septième jour de décembre 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 4469—50-2

Notice is hereby given that the license and registration of the "Catholic Fraternal League", an extra provincial mutual benefit association having its head office, in the city of Boston, in the State of Massachusetts, in the United States of America, have been renewed with a view to authorize the said association to provide for the collection of premiums limited to the members admitted and in good standing before 1st January, 1920.

The name and address of the chief agent of the said association, in this province, are as follows : J.-C.-H. Dussault, Credit Foncier building, Montreal, Que.

Given pursuant to the provisions of art. 6950 R.S.P.Q., 1909, this seventh day of December, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance branch,

Treasury department, Quebec. 4470—50-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Joseph Brault, cultivateur, de la paroisse de Wotton, comté de Wolfe, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la paroisse de Wotton, avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton Wotton, dans le comté de Wolfe.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 11 décembre 1920.

Le ministre de l'agriculture,
4587 JOS.-ED CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Joseph Brault, farmer, of the parish of Wotton, county of Wolfe, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de la paroisse de Wotton", with its chief place of business in the municipality of the township of Wotton, in the county of Wolfe.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 11th December, 1920.

JOS.-ED CARON,
Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-François, No 846. Dans la Cour supérieure.

Dame Fidelia Lessard, du village de Dixville, dit district, épouse de No mand Morin, du même lieu, journalier, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Normand Morin, le dixième jour de décembre courant 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4573—51-5 W.-L. SHURTLEFF.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 1069. Dame Eliza Lafrance, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Chartrand, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph Chartrand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre ledit défendeur.

Montréal, 9 décembre 1920.
Les avocats de la demanderesse.
4591—51-5 MONTY & DURANLEAU.

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 8951.

Dame Maria Bédard, épouse commune en biens de Joseph Martel, cultivateur, de la paroisse de Saint-Lin, dans le district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph Martel, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 2 décembre 1920 par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
4611—51-5 ULRIC BOURGEOIS.

District de Montréal, Cour supérieure, No 2673.

Dame Adelina Baulne, épouse commune en biens de Alfred Pickering, des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 14 décembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
WILFRID BESSETTE,
Montréal, 14 décembre 1920. 4613—51-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 846. In the Superior Court.

Dame Fidelia Lessard, of the village of Dixville, in said district, wife of Normand Morin, of the same place, laborer, duly authorize¹, has instituted an action in separation as to property against the said Normand Morin, on the tenth day of December instant 1920.

W.-L. SHURTLEFF,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1069.

Dame Eliza Lafrance, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Chartrand, baker, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph Chartrand, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant.
Montreal, 9th December, 1920.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No 8951.

Dame Maria Bédard, wife common as to property of Joseph Martel, farmer, of the parish of Saint-Lin, district of Joliette, duly authorized *to ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph Martel, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 2nd day of December, 1920, by the plaintiff against the defendant.

ULRIC BOURGEOIS,
Attorney for plaintiff.

District of Montreal, Superior Court, No. 2673.

Dame Adelina Baulne, wife common as to property of Alfred Pickering, of the city and district of Montreal, has instituted an action for separation as to property against her husband, on the 14th of December, 1920.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th December, 1920. 4614—51-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Emma Baron, épouse commune en biens de André-U. Martineau, journalier, du village de Saint-Vincent-de-Paul, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit André-U. Martineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 novembre 1920.

Montréal, le 6 décembre 1920.

4425 Le procureur de la demanderesse,
CHARLEMAGNE RODIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 773.

Dame Aline Pelton, de Montréal, épouse de Edmond-Joseph Clermont, architecte, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Edmond-Joseph Clermont, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 novembre 1920.

Montréal, 2 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4427-50-5 ARCHAMBAULT &
MARCOTTE.

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure.

Dame Lythia Jeanvennes, épouse commune en biens de Anatole Barbeau, cultivateur, du canton de Wakefield, district de Hull, demanderesse; vs Anatole Barbeau, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de décembre 1920.

Hull, 3 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4487-50-5 DEVLIN & STE. MARIE.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 5211.

Dame Alma Bilodeau, épouse de Aurèle Nadeau, cultivateur, de Sainte-Rose, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Aurèle Nadeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 novembre courant.

Saint-Joseph, Beauce, 24 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT, BEAUDOIN & BOULIANNE,
4263-49-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5031. Dame Violet-Maud-Wornall, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de William-George Porter, dessinateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Montréal, 1er décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
PARISEAULT, ARCHAMBAULT &
4357-49-5 BRUCHESI.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3409. Dame Marie-Blanche-Antonia Bouchard, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Jean-Alfred Bolla, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause.

Montréal, 20 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4211-48-5 PIERRE ARBOUR.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Emma Baron, wife common as to property of André-U. Martineau, laborer, of the village of Saint-Vincent-de-Paul, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs sais André-U. Martineau, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th of November, 1920.

Montreal, 6th December, 1920.

4426 CHARLEMAGNE RODIER,
Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 773. Dame Aline Pelton, from Montreal, wife of Edmond-Joseph Clermont, architect, of the same place, duly authorized to take suit, plaintiff; vs said Edmond-Joseph Clermont, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 30th of November, 1920.

Montreal, 2nd December, 1920.

4428-50-5 ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Hull, Superior Court.

Dame Lythia Jeanvennes, wife common as to property of Anatole Barbeau, farmer, of the township of Wakefield, district of Hull, plaintiff; vs Anatole Barbeau, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd of December, 1920.

4488-50-5 DEVLIN & STE. MARIE,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 5211.

Dame Alma Bilodeau, wife of Aurèle Nadeau, farmer, of Sainte-Rose, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Aurèle Nadeau, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 19th day of November instant.

Saint-Joseph, Beauce, 24th November, 1920.

TALBOT, BEAUDOIN & BOULIANNE,
4264-49-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5031. Dame Violet-Maud-Wornall, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of William-George Porter, draughtsman, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 1st December, 1920.

4358-49-5 PARISEAULT, ARCHAMBAULT &
BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3409. Dame Marie-Blanche-Antonia Bouchard, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Jean-Alfred Bolla, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, 20th November, 1920.

4212-48-5 PIERRE ARBOUR,
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 683.

Dame Céline Garon, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Zacharie Allaire, cultivateur, du même lieu, demanderesse ; vs ledit Zacharie Allaire, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 octobre 1920.

Sherbrooke, 25 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4281—49-5 O'BREADY & PANNETON.

Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 683.

Dame Céline Garon, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Zacharie Allaire, farmer, of the same place, plaintiff ; vs Zacharie Allaire, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

An action in separation of property has been instituted in this cause on the 27th day of October, 1920.

Sherbrooke, 25th November, 1920.

O'BREADY & PANNETON,
4282—49-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3641.

Dame Mélina Leclerc, des cité et district de Montréal, épouse de Napoléon Desmarteaux, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Napoléon Desmarteaux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour de novembre 1920.

Montréal, le 24 novembre 1920.

L'avocat de la demanderesse,
4237—48-5 J.-W. JALBERT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3641.

Dame Melina Leclerc, of the city and district of Montreal, wife of Napoléon Desmarteaux, restaurant-keeper, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Napoléon Desmarteaux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty second day of November, 1920.

Montreal, 24th November, 1920.

J.-W. JALBERT,
4238—46-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2395.

Dame Marie Benoit, épouse commune en biens de Joseph Gibeault, charpentier, des cité et district de Montréal, et judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Joseph Gibeault, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,

J.-OCTAVE MOUSSEAU,
Montréal, 9 novembre 1920. 4077—47-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2395.

Dame Marie Benoit, wife common as to property of Joseph Gibeault, carpenter, of the city and district of Montreal, and judicially authorized to sue at law, plaintiff ; vs Joseph Gibeault, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd day of November, 1920.

Montreal, 9th November, 1920.

J.-OCTAVE MOUSSEAU,
4078—47-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3284.

Dame Frédéric-J. Aumais, née Lilas Week, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Frédéric-J. Aumais, entrepreneur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Frédéric-J. Aumais, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, et ce jour rapportée en cette cause.

Montréal, 10 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4079—47-5 J.-EUDORE MORIER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3284.

Dame Frederic-J. Aumais, born Lilas Week, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frederic-J. Aumais, contractor, of the same place, and the said Mrs. Frederic-J. Aumais, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs said Frederic-J. Aumais, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, and this day returned to Court in this cause.

Montreal, 10th November, 1920.

J.-EUDORE MORIER,
4080—47-5 Attorney for plaintiff.

District de Saint-François, Cour supérieure No 718.

Dame Léona Comtois, de la cité de Sherbrooke, épouse de Arthur Vandandaigue, du même lieu, district de Saint-François, journalier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Arthur Vandandaigue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 novembre 1920, Sherbrooke.

Le procureur de la demanderesse,
4137—47-5 EMILE RIOUX.

District of Saint Francis, Superior Court, No. 718.

Dame Leona Comtois, of the city of Sherbrooke, wife of Arthur Vandandaigue, of the same place, district of Saint Francis, laborer duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Arthur Vandandaigue, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 9th of November, 1920, Sherbrooke.

EMILE RIOUX,
4138—47-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 541. Blanche Brunelle, épouse de Sinaï Moreau, de la ville de Saint-Tite, district de Trois-Rivières, demanderesse ; vs Sinaï Moreau, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, contre le défendeur, le 17 avril 1920.

Trois-Rivières, le 16 novembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4141—47-5 EDGAR BOURNIVAL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1657. Marguerite Desjardins, de Montréal, épouse de Ferdinand Sauriol, demanderesse ; vs Ferdinand Sauriol, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 11 novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4143—47-5 MASSON & BILLETTE.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 541. Blanche Brunelle, wife of Sinaï Moreau, of the town of Saint-Tite, district of Three Rivers, plaintiff ; vs Sinaï Moreau, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, against the defendant, on the 17th April, 1920.

Three Rivers, 16th November, 1920.

EDGAR BOURNIVAL,
4742—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1657. Marguerite Desjardins, of Montreal, wife of Ferdinand Sauriol, Plaintiff ; vs Ferdinand Sauriol, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day against the defendant. Montreal, 11th November, 1920.

MASSON & BILLETTE,
4144—47-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2673.

Dame Arthémise Jacques dit Drouin, épouse commune en biens de Charles Pelletier, journalier, de Saint-Sulpice, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens en cette cause, le 10 décembre courant 1920.

Montréal, 10 décembre 1920.

Le procureur de la demanderesse,
4549—51-5 J.-P. LANCTOT.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 334.

Dame Marie-Anne Perron, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Wellie Nault, autrefois de la cité des Trois-Rivières et actuellement de la ville de La Tuque, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Wellie Nault, autrefois de la cité des Trois-Rivières et maintenant de la ville de La Tuque, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 13 novembre 1920.

Trois-Rivières, 3 décembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4407—50-5 DESILETS & FORTIER.

Dans la Cour supérieure, pour la province de Québec, dans le district de Saint-François, No. 792.

Dame Winnie-Bell Herring, épouse commune en biens de George-Jason May, du canton d'Eaton, dans le district de Saint-François, pour les fins des présentes dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; George-Jason May, du canton d'Eaton, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée en cette cause.

Ce 23ième jour de novembre 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
4331—49-5 FRASER, RUGG & MIGNAULT.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2673.

Dame Arthémise Jacques dit Drouin, wife common as to property of Charles Pelletier, laborer, of Saint-Sulpice, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to bed and board against her said husband in this cause, on the 10th of December instant, 1920.

Montreal, 10th December, 1920.

J.-P. LANCTOT,
4550—51-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 334.

Dame Marie-Anne Perron, of the city and district of Three Rivers wife common as to property of Wellie Nault, formerly of the city of Three Rivers, and presently of the town of La Tuque, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Wellie Nault, formerly of the city of Three Rivers and now of the town of La Tuque, district of Three Rivers, defendant.

An action for separation as to bed and board and property has been instituted in this cause on the 13th November, 1920.

Three Rivers, 3rd December, 1920.

DESILETS & FORTIER,
4408—50-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, for the Province of Quebec, in the district of Saint Francis, No. 792.

Dame Winnie-Bell Herring, wife common as to property of George-Jason May, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, for the purposes hereof duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs George-Jason May, of the said township of Eaton, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation from bed and board has, this day, been instituted.

23rd November, 1920.

FRASER, RUGG & MIGNAULT,
4332—49-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Les présentes sont pour donner avis que la "Quebec Investment Company, Ltd.", constituée en corporation par lettres-patentes de la province de Québec, octroyées le seizième jour d'octobre 1920, et dont la principale place d'affaires est au No 23 rue Saint-Louis, dans la cité de Québec, a transporté son bureau au No 25 rue Saint-Louis, dans la cité de Québec.

A compter de cette date (date de l'avis) le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté au No 25 rue Saint-Louis, cité de Québec, ce huitième jour de décembre 1920.

Le président,
W. PRICE.

4547

AVIS EN VERTU DE L'ARTICLE 5989 DE LA LOI
DES COMPAGNIES (10 GEORGE V, C. 72).

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article précité, qu'un montant de \$150,000 du capital de priorité de la "Canadian Motors & Machine Company, Limited", a été acheté et réparti, sur lequel \$111,200 ont été payées.

Québec, 6 décembre 1920.
Le secrétaire-trésorier de la "Canadian Motors
& Machine Company, Limited",
W. CAMPBELL.

4597

Canada, province de Québec, district de Terrebonne.

Une session de la Cour du banc du Roi ayant, juridiction criminelle dans et pour le district de Terrebonne, se tiendra au palais de justice, dans le village de Sainte-Scholastique, dit district, le vendredi, quatorzième jour de janvier 1921, à dix heures de l'avant-midi.

En conséquence, je donne avis public à tous ceux qui auront à poursuivre aucune personne maintenant détenue dans la prison commune de ce district ou toute autre personne, qu'ils soient présents là et alors.

Je donne aussi avis à tous les juges de paix, coroners et officiers de la paix, pour le district susdit, qu'ils aient à s'y trouver avec tous leurs records pour qu'ils puissent agir en leur qualité respective.

Bureau du shérif.
Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 14 décembre 1920.
[Première publication, 18 décembre 1920]
4639—51-2

Avis est par le présent donné qu'à l'expiration de deux mois de la date du présent avis, C.-R. Whitehead, industriel, Geo.-M. Anderson, comptable, W.-D. Fisher, percepteur du revenu, R.-W. Louthoud, comptable, D.-L. Adams, comptable, tous de la cité et du district des Trois-Rivières, s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour lui demander l'émission d'un arrêté en Conseil, confirmant un acte de vente par lequel les personnes ci-devant désignées ont acquis un lopin de terre, n'excédant pas 35 arpents en étendue, pour y établir, sur ledit lopin de terre, un cimetière et en faire usage comme site de cimetière; le tout aux fins du titre onzième, chap. 3ième, sec. 21ième des Statuts refondus de la province de Québec de 1909.

Trois-Rivières 21 octobre 1920.
Les procureurs des requérants,
3815—43-9 TESSIER, LACOURSIERE
& FORTIER.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "Quebec Investment Company, Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, granted on the sixteenth day of October, 1920, and having its principal place of business at No. 23 Saint-Louis street, in the city of Quebec, has moved at No. 25 Saint-Louis street, in the city of Quebec.

From and after this date (date of notice) the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at No. 25 Saint-Louis street, city of Quebec, this eighth day of December, 1920.

WM. PRICE,
President.

4548

NOTICE IN VIRTUE OF ARTICLE 5989 OF THE COM-
PANIES' ACT (10 GEORGE V, C. 72).

Notice is hereby given, in conformity with the above article, that an amount of \$150,000 of the preferred stock of Canadian Motors & Machine Company, Limited, has been purchased and allotted, of which the amount of \$111,200 has been paid.

Québec, 6th December, 1920.
W. CAMPBELL,
Secretary-Treasurer, "Canadian Motors & Machine Company, Limited".

4598

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne.

A session of the Court of King's Bench (Crown side), holding criminal jurisdiction in and for the district of Terrebonne, will be held in the Court House, at the village of Sainte-Scholastique, said district, on Friday, the fourteenth day of January next, 1921, at ten o'clock in the forenoon.

In consequence, I give notice to all who intend to proceed against any prisoner now in the common goal of the said district and all others, that they must be present then and there.

I also give notice to all justices of the peace, coroners and peace officers, in and for the said district, that they must be present with their records, in order to do these things which belong to them in their respective capacities.

Sheriff's office.
J.-W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 14th December, 1920.
[First publication, 18th December, 1920]
4640—51-2

Notice is hereby given that at the end of two months from the date of the present notice, C.-R. Whitehead, manufacturer, Geo.-M. Anderson, accountant, W.-D. Fisher, collector of Revenue, R.-W. Louthoud, accountant, D.-L. Adams, accountant, all of the city and district of Three Rivers, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for the passing of an Order in Council, confirming a deed of sale, whereby the persons above designated have acquired a parcel of land, not exceeding 35 arpents in extent, to be held and used as a cemetery, the whole pursuant to title eleventh, chap. 3rd, section twenty first of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

Three Rivers, 21st October, 1920.
TESSIER, LACOURSIERE
& FORTIER,
3816—43-9 Attorneys for applicants.

Examens—Examinations

TABLEAU DES ASPIRANTS A L'ÉTUDE DU DROIT 1920—TABLES OF STUDENTS TO THE STUDY OF LAW 1920.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Pinsonneault.....	Léopold.....	21	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 11 décembre 1920—Three Rivers, 11th December, 1920.

Le secrétaire,

LEON METHOT,
Secretary.

4553-54

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 11 janvier 1921—Examinations, 11th January, 1921.

NOMS — NAMES	Prénoms — Surnames	Age	Résidence	Collèges
1 Archambault.....	L.-R.....	23	St-Jérôme.....	Collège de Joliette.
2 Archambault.....	S.....	22	Montréal.....	Coll. St-Jean & Cours de Boissieu.
3 Bercovitch.....	R.-L.....	21	".....	Commercial School & Private tuition.
4 Bell.....	L.-O.....	20	".....	Cours de Boissieu.
5 Boisvert.....	Edmond.....	19	".....	Cours Leblond de Brumath & Boissieu.
6 Cohen.....	L.-Z.....	20	".....	McGill University.
7 Derôme.....	Jules.....	20	".....	Collège de Montréal.
8 Dufresne.....	Robert.....	20	".....	Collège Loyola & Ste-Marie.
9 Greaves.....	E.-M.....	20	Westmount.....	McGill University.
10 Hannen.....	F.-R.....	18	Montréal.....	McGill University.
11 Hurtubise.....	L.-V.....	19	Ottawa.....	Univ. d'Ottawa & Université McGill.
12 Macklaier.....	W.-F.....	19	Montréal.....	Montreal High School & McGill Univ.
13 Martin.....	E.-C.....	22	Dewitville.....	Ormsdown Academy & McGill Univ.
14 Massé.....	Léopold.....	21	Montréal.....	Cours Leblond de Brumath & Boissieu.
15 Mousseau.....	Gérald.....	20	".....	Coll. Ste-Marie & Loyola.
16 Notkin.....	D.-M.....	20	".....	McGill Univ. & Laval Université.
17 O'Brien.....	J. L.....	21	".....	Catholic High School & McGill Univ.
18 Penverne.....	Jean-J.....	26	".....	Ecole des Hautes Commerciales & Univ. McGill.
19 Prieur.....	Henri.....	31	".....	Coll. de Montréal & Coll. Ste-Marie.
20 Savage.....	J.-C.....	24	St-Lambert.....	Catholic High School & McGill Univ.
21 Shulman.....	S.-A.....	22	Montréal.....	Montreal High School & McGill Univ.
22 Silverstein.....	M.....	20	".....	McGill Univ. & Laval University
23 Taché.....	Alexandre.....	21	Ottawa.....	Université d'Ottawa.
24 Wolfe.....	C.....	18	Montreal.....	Catholic High School.

Montréal, 11 décembre 1920.—Montreal, 11th December, 1920.

Le secrétaire du barreau de Montréal,

J.-ARTHUR MATHEWSON,
Secretary of the Bar of Montreal.

4629-30—51-2

Faillite—avis de

Bankrupt notices

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re*: H. Girard, insolvable, 1277 Ontario-Est, Montréal.

Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 25 décembre 1920, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureaux : 820 édifice "Power".
Montreal, 14 décembre 1920.

4617

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, *In re*: H. Girard, insolvent, 1277 Ontario East, Montreal.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 25th December, 1920, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 820 "Power" bldg.
Montreal, 14th December, 1920.

4618

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 120.

In re: E.-Louise Peterson, faisant autrefois affaires sous le nom de "Peterson Fruit Company", faillie.

Avis est aux présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à contestation jusqu'au 27 décembre 1920, date à laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,
P.-K. BROWN.

128 rue Bleury,
Montréal, 10 décembre 1920. 4619

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 120.

In re: E.-Louise Peterson, formerly doing business as Peterson Fruit Company, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be open to objection until 27th December, 1920, when this dividend will be payable at my office.

P.-K. BROWN,
Curator.

128 Bleury street,
Montreal, 10th December, 1920. 4620

Ventes par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, le 1er décembre 1920, dans une cause No 556, dans laquelle Eugène Soly, bourgeois, de la ville d'Acton-Vale, district de Saint-Hyacinthe, est demandeur; et Dame Exilda Mathurin, épouse commune en biens de Adolphe Forcier, et ce dernier tant personnellement comme chef de la communauté existant entre lui et sadite épouse, que pour autoriser sadite épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux de Manchester, Etats-Unis d'Amérique; Elizabeth Mathurin, veuve Mongeon, Etats-Unis d'Amérique; Victorine Mathurin, veuve d'Uldège Coutu, de Manchester, Etats-Unis d'Amérique; Joseph Mathurin, de Lewiston, Etats-Unis d'Amérique; Louis Mathurin, de Attleboro, Etats-Unis d'Amérique; E.-J. Mathurin, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; Armand Mathurin, ci-devant du même lieu et maintenant aux Etats-Unis d'Amérique, et Eugène Mathurin, d'un endroit inconnu, aux Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: 1. Un emplacement situé en la ville d'Acton-Vale et connu et désigné comme étant les lots Nos 55 et 56 du cadastre officiel du village d'Acton-Vale, sans bâtisse; et 2. Un emplacement situé en la ville d'Acton-Vale et connu et désigné comme étant les lots Nos 289, 292 et 293 du cadastre officiel du village d'Acton-Vale—avec bâtisses dessus érigées. Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRE FFVRIER 1921, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de Justice de Saint-Hyacinthe, à DIX heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et, que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs du demandeur,
FONTAINE & CHAGNON.
Saint-Hyacinthe, 6 décembre 1920. 4463—50-2

Sales by licitation

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, on the 1st day of December, 1920, in a cause No. 556, in which Eugène Soly, yeoman, of the town of Acton-Vale, district of Saint-Hyacinthe, is plaintiff, and Dame Exilda Mathurin, wife common as to property of Adolphe Forcier, and the latter as personally as chief of the community existing between him and his wife as to authorize and assist his said wife to these presents, both of Manchester, United States of America; Elizabeth Mathurin, widow Mongeon, United States of America; Victorine Mathurin, widow of Uldège Coutu, of Manchester, United States of America; Joseph Mathurin, of Lewiston, United States of America; Louis Mathurin, of Attleboro, United States of America; E.-J. Mathurin, of the city of Sherbrooke, district of Saint-François, Armand Mathurin, heretofore of the same place and now in United States of America, and Eugène Mathurin, of unknown place, in the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit: 1. A piece of land situated in the town of Acton-Vale, and known as being the lots Nos. 55 and 56 of the official cadastre of the village of Acton-Vale—without building; and 2. A piece of land situated in the town of Acton-Vale and known as being the lots Nos. 289, 292 and 293 of the official cadastre of the village of Acton-Vale—with the buildings thereon erected. The properties above described will be put up to auction an adjuged to the last and highest bidder, on the FOURTH of FEBRUARY, 1921, sitting the Court, in the Court room of the Court House in Saint-Hyacinthe, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & CHAGNON,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinthe, 6th December, 1920.
4464—50-2

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 4642.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Hull, dans le district de Hull, le 21^{ème} jour de février 1919, dans une cause dans laquelle Dame Rosalie Séguin, épouse judiciairement séparée de biens de Joseph Villeneuve, voiturier, et ledit Joseph Villeneuve aux présentes pour autoriser sadite épouse; Dame Angèle Séguin, épouse commune en biens de Guillaume Migneron, journalier, et ledit Guillaume Migneron aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Dame Scholastique Séguin, épouse commune en biens de Ovide Pelletier, journalier, et ledit Ovide Pelletier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse; Dame Zéphirine Séguin, épouse commune en biens de Edouard Letang, journalier, et ledit Edouard Letang aux présentes, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous de la Pointe-Gatineau, district de Hull, P.Q., sont demandeurs; contre Dame Clarisse Séguin, épouse commune en biens de Georges Homier, journalier, et ledit Georges Homier aux présentes tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, et David Séguin, batelier, tous de la Pointe-Gatineau, district de Hull, P.Q., sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Tous les droits, titres et intérêts dans tout ce lot de terre connu et désigné au plan, livre de renvoi et cadastre du village de la Pointe-Gatineau, comme le lot quatre cent soixante-sept — avec les bâtisses dessus construites.

2. Tous les droits, titres et intérêts dans la partie centre du lot quatre cent soixante-quatre des plan, livre de renvoi et cadastre du village de la Pointe-Gatineau, laquelle partie de lot est entre la continuation de la ligne est et ouest du susdit lot numéro quatre cent soixante-sept du cadastre du village de la Pointe-Gatineau, jusqu'à la clôture existant actuellement et qui peut être autrement décrit comme borné au sud par la balance du lot quatre cent soixante-sept à l'est, au nord et à l'ouest par partie du même lot.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère, adjugés et vendus au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIÈME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-un, par licitation, à la salle d'audience, au Palais de justice, en la cité de Hull, sujets aux conditions et clauses indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe de la Cour supérieure, avec le protonotaire de ladite Cour; et toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge et à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe de ladite Cour, au Palais de justice, à Hull, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Hull, le 6 décembre 1920.

Les procureurs du défendeur, David Séguin.
4507—50-2 DEVLIN & STE-MARIE.

Canada, Province of Québec, district of Hull, Superior Court, No. 4642.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Hull, in the district of Hull, on the 21st day of February, 1919, in a cause in which Dame Rosalie Séguin, wife judicially separated as to property of Joseph Villeneuve, carrier, and the said Joseph Villeneuve to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Angèle Séguin, wife common as to property of Guillaume Migneron, laborer, and the said Guillaume Migneron, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Scholastique Séguin, wife common as to property of Ovide Pelletier, laborer, and the said Ovide Pelletier, both personally and to authorize his said wife; Dame Zéphirine Séguin, wife common as to property of Edouard Letang, laborer, and the said Edouard Letang, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, all of Pointe-Gatineau, district of Hull, P.Q., are plaintiffs; against Dame Clarisse Séguin, wife common as to property of Georges Homier, laborer, and the said Georges Homier, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, and David Séguin, bateaman, all of Pointe-Gatineau, district of Hull, P.Q., are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit :

1. All the rights, titles and interests in all that lot of land known and designated on the plan, book of reference and cadastre of the village of Pointe-Gatineau, as the lot four hundred and sixty seven—with the buildings thereon erected.

2. All the rights, titles and interests in the centre part of the lot four hundred and sixty four on the plan, book of reference and cadastre of the village of Pointe-Gatineau, which part of lot is between the continuation of the east and west line of the aforesaid lot number four hundred and sixty seven of the cadastre of the village of Pointe-Gatineau, as far as the fence presently existing and that may be otherwise described as bounded on the south by the balance of the lot four hundred and sixty seven, on the east, on the north and on the west by part of the same lot.

The hereinabove described immovables will be put up at auction, adjudged and sold to the highest and last bidder, on the THIRTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty one, by licitation, in the Court room of the Court House, in the city of Hull, subject to the conditions and clauses contained in the list of charges deposited in the Greffe of the Superior Court with the prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges and to withdraw to be made to the said licitation must be filed at the Greffe of the said Court in the Court House of Hull, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Hull, 6th December, 1920.

DEVLIN & STE-MARIE,
Attorneys for defendant, David Séguin.
4508—50-2

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6499.

Joseph Ross, de l'endroit appelé Saint-Paul-des-Capucins, dans la paroisse de Saint-Edouard-des-Méchins, cultivateur, demandeur; vs Marie Léa, alias Maria Ross, épouse commune en biens d'Auguste St-Pierre, ouvrier, et le dit Auguste St-Pierre, mis-en-cause pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique; Marie-Agnès alias Albertine Ross, épouse commune en biens de Gaudias Lagacé, ouvrier, et le dit Gaudias Lagacé mis-en-cause pour fins d'autoriser et d'assister sa dite épouse pour les présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique; Marie-

Canada, Province of Québec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6499.

Joseph Ross, of the place called Saint-Paul-des-Capucins, in the parish of Saint-Edouard-des-Méchins, farmer, plaintiff; vs Marie-Léa alias Maria Ross, wife common as to property of Auguste St-Pierre, workman, and the said Auguste St-Pierre mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, absent in the United States of America; Marie-Agnès alias Albertine Ross, wife common as to property of Gaudias Lagacé, workman, and the said Gaudias Lagacé mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purpose hereof, absent in the United States of America; Marie-Laure Ross,

Laure Ross, fille majeure usant de ses droits absente aux Etats-Unis d'Amérique, et Conrad Ross, aussi ouvrier, absent aux Etats-Unis d'Amérique, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Rimouski, dans le district de Rimouski, rendu le 27 octobre 1920, dans une cause dans laquelle Joseph Ross, de l'endroit appelé Saint-Paul-des-Capucins, dans la paroisse de Saint-Edouard-des-Méchins, cultivateur, est demandeur; et Marie-Léa alias Maria Ross, épouse commune en biens d'Auguste St-Pierre, ouvrier, et le dit Auguste St-Pierre mis-en-cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique; Marie-Agnès alias Albertine Ross, épouse commune en biens de Gaudias Lagacé, ouvrier, et le dit Gaudias Lagacé mis-en-cause pour fins d'autoriser et assister sa dite épouse pour les présentes, absent aux Etats-Unis d'Amérique; Marie-Laure Ross, fille majeure usant de ses droits, absente aux Etats-Unis d'Amérique et Conrad Ross, aussi ouvrier, absent aux Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: le lot No 22, 1er rang, canton Romieux, lequel dit lot a une largeur d'environ 2 acres sur 25 de profondeur, et est borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au fronteau, entre le 1er et le 2ième rang, à l'est à la propriété de Joseph Barriau et à l'ouest à celle de Joseph Bonneau, ainsi que les maisons, écurie, granges et dépendances sus-construites. L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIEME jour de FEVRIER 1921, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Rimouski, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Rimouski, 7 décembre 1920.

Les procureurs du demandeur, Joseph Ross,
4511—50-2 SASSEVILLE & GAGNON.

spinster in the full exercise of her rights, absent in the United States of America, and Conrad Ross, workmen, also absent in the United States of America, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Rimouski, in the district of Rimouski, rendered on the 27th October, 1920, in a cause wherein Joseph Ross, of the place called Saint-Paul-des-Capucins, in the parish of Saint-Edouard-des-Méchins, farmer, is plaintiff, and Marie-Léa alias Maria Ross, wife common as to property of Auguste St-Pierre, workman, and the said Auguste St-Pierre mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, absent in the United States of America; Marie-Agnès alias Albertine Ross, wife common as to property of Gaudias Lagacé, workman, and the said Gaudias Lagacé mis-en-cause to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, absent in the United States of America; Marie-Laure Ross, spinster in the full exercise of her rights, absent in the United States of America, and Conrad Ross, workman, also absent in the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit: the lot No. 22, 1st range, Romieux township, which said lot measures about 2 acres by 25 in depth, and is bounded on the north by the River Saint-Lawrence, on the south by the front line between the 1st and 2nd range on the east to the property of Joseph Barriau and on the west by that of Joseph Bonneau, together with the houses, stable, barns and dependencies thereon erected. The immovable above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1921, sitting the Court, in the Court House of Rimouski, subject to the charges, clauses and conditions of sale deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that all oppositions to annul or to withdraw relating to the said licitation must be deposited and filed in the office of the said Court at least twelve days before the date fixed as above mentioned for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed and deposited at least six days after the adjudication; and in default of the parties interested to file such oppositions within the delays above mentioned by these presents, they shall be foreclosed from the right of so doing.

Rimouski, 7th December, 1920.

SASSEVILLE & GAGNON,
4512—50-2 Attorneys for plaintiff, Joseph Ross.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } DAME VITALINE
No 653. } DUROCHER,
demanderesse; vs WILFRID JODOIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre connue comme étant le lot No 13, le tiers sud est du lot No 14 et le lot No 15 du 8e rang du cadastre officiel du canton de Simpson—avec les bâties dessus construites.
2. Un terrain ou emplacement étant la partie nord-est du lot No 311 du cadastre officiel du canton de Wendover, contenant $\frac{3}{4}$ d'arpent de pro-

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, to wit: } DAME VITALINE
No. 653. } DUROCHER,
plaintiff; vs WILFRID JODOIN, defendant.

As belonging to said defendant.

1. A piece of land known as being the lot No 13, the south east third part of lot No 14 and the lot No 15 of the 8th range of the official cadastre of the township of Simpson—with the buildings thereon erected.
2. A piece of land or an emplacement being the north east part of lot No. 311 of the official cadastre of the township of Wendover, con-

fondeur sur la largeur qu'il peut y avoir depuis la ligne nord-est dudit lot 311 jusqu'à un point devant être à 66 pieds anglaise la ligne nord-est du même lot, en suivant sous cette mesure la ligne séparant ce présent terrain de la route entre Wendover et Simpson; borné en front par ladite route, en arrière par Néré Savard, du côté nord-est par le lot No 323 et du côté sud-ouest par F. Dolton, réserve étant faite des bâtisses pouvant y être érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre - Dame - du - Bon - Conseil, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1921, à MIDI.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 18 décembre 1920.

[Première publication, 18 décembre 1920]
4631—51-2

taining $\frac{3}{4}$ of an arpent in depth upon the width which exists from the north east line of said lot 311 as far as a point to be at 66 feet English measure from the north east line of said lot, following under that measurement the line dividing the present emplacement from the by-road between Wendover and Simpson; bounded in front by said by-road, in rear by Néré Savard, on the north east side by lot No 323 and on the south west side by F. Dolton, reservation being made of the buildings which may be erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, on the TWENTIETH day of JANUARY 1921, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD.

Arthabaska, 18th December, 1920. Sheriff.

[First publication, 18th December, 1920]

4632—51-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

Rimouski, } DONATIEN-EMMANUEL
No 6630. } BERNIER, du village de
Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, district de
Rimouski, commerçant, demandeur; vs FRAN-
COIS LIZOTTE, de l'endroit appelé, "Mamche-
d'Epée", district de Gaspé, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur :
Une terre sise et située au premier rang du canton Taschereau, en la mission de Saint-Antoine-de-Padoue, de la contenance de deux arpents et demi bornés au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud par les terres non concédées, à l'ouest par François Deraiche et à l'est par Magloire Henley—avec la moitié d'une maison dessus érigée—circonstances et dépendances ;

Une autre terre sise et située au premier rang du canton Taschereau, en la paroisse de Petite-Madeleine, comté de Gaspé, au lieu appelé Ruisseau Ferré, portant au plan et livre de renvoi les numéros 8b et 9a, de la contenance de six arpents de front, le tout plus ou moins ; bornée au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud aux terres non concédées, à l'ouest par Stanislas Fournier et à l'est par Johnny Gaumond—avec une maison et une grande dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Madeleine-de-la-Rivière Madeleine, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain 1921, à trois heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JAS-T. TUZO.

Percé, 10 décembre 1920.

[Première publication, 18 décembre 1920]
4581—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

Rimouski, } DONATIEN-EMMANUEL
No. 6630. } BERNIER, of the village
of Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, district
of Rimouski, merchant, plaintiff; vs FRAN-
COIS LIZOTTE, of the place called "Mamche-
d'Epée", district of Gaspé, defendant.

Seized as belonging to said defendant :

A land lying and situate at the first range of the township of Taschereau, in the mission Saint-Antoine-de-Padoue, containing two arpents and a half ; bounded on the north by the river Saint-Lawrence, on the south by the Crown lands, on the west by François Deraiche and on the east by Magloire Henley—with the half of a house thereon erected, circumstances and dependencies ;

Another land lying and situate at the first range of the township of Taschereau, in the parish of Petite-Madeleine, county of Gaspé, at the place called "Ruisseau Ferré", bearing the numbers 8b and 9a of the official plan and book of reference, containing six arpents in front, the whole more or less ; bounded on the north by the river Saint-Lawrence, on the south by the Crown lands, on the west by Stanislas Fournier and on the east by Johnny Gaumond—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, 1921, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

JAS-T. TUZO,

Sheriff.

Percé, 10th December, 1920.

[First publication, 18th December, 1920]

4582—51-2

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir : } NAP.-J. MARION, deman-
No 5265. } deur ; contre FAR-
DINA CUSSON, SNR. et al, défendeurs, à savoir :

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit : } NAP.-J. MARION, plaintiff ;
No. 5265. } against FARDINA CUS-
SON, SNR., et al, defendants, to wit :

Les bâtisses et améliorations construites sur le lot numéro cinq cent trente-trois (533), de la ville de Aylmer, dans le district de Hull; ledit lot étant borné en front par la rue Brooke, à l'est par le No 532, au sud par le No 553 et à l'ouest par le No 534, ayant 48 pieds en front par 120 pieds de profondeur.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Hull, le 24 novembre 1920.

4261

[Première publication, 27 novembre 1920]

The buildings and improvements erected on lot number five hundred and thirty three (533), of the town of Aylmer, in the district of Hull; said lot being bounded in front by Brooke street, on the east by No. 532, on the south by No 533 and on the west by No. 534, having 48 feet in front by 120 feet in depth.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY EIGHT, day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Hull, 24th November, 1920.

4262

[First publication, 27th November, 1920]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec,

District de Joliette.

No 8730.

DAME EMMA
PERRAULT,

demanderesse; vs

JOSEPH MARTEL, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Esprit, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit, sous le No 35—avec cabane à sucre et accessoires;

2. Une autre terre en culture située en la paroisse de Saint-Lin, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Roch, sous le numéro six cent dix-sept (617)—avec les bâtisses dessus construites.

La première terre pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Esprit, à DIX heures de l'avant-midi, et la seconde terre pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, à DEUX heures de l'après-midi, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain 1921.

Bureau du shérif,

Le shérif,

GEORGES DES ROCHES.

Ce 14 décembre 1920.

4609—51-2

[Première publication, 18 décembre 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec,

District de Joliette.

No. 8730.

DAME EMMA
PERRAULT,

Plaintiff; vs JO-

SEPH MARTEL, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint-Esprit, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Esprit, under the No. 35—with sugar camp and accessories;

2. Another land under cultivation situate in the parish of Saint-Lin, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Roch, under the number six hundred and seventeen (617)—with the buildings thereon erected.

The first land to be sold at the church door of the parish of Saint-Esprit, at TEN o'clock in the forenoon, and the second land to be sold at the church door of the parish of Saint-Lin, at TWO o'clock in the afternoon, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next 1921.

Sheriff's office,

George DES ROCHES,

Sheriff.

The 14th December, 1920.

4610—51-2

[First publication, 18th December, 1920]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } ARTHUR ANGRI-

No 1066.

GNON, deman-
deur; contre J.-PIERRE-ARCADE-HAMEL,
défendeur.

Un terrain vacant ayant front sur la rue Dumas, ci-devant rue Edouard VII, dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision No. 478 du lot originaire No 3617 de la paroisse de Montréal, contenant une superficie de 2309 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage dans la ruelle desservant ledit lot et avec tous autres droits inhérents.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 15 décembre 1920. L.-J. LEMIEUX

[Première publication, 18 décembre, 1920]

4637—51-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } ARTHUR ANGRI-

No. 1066.

GNON, plaintiff;
against J.-PIERRE-ARCADE HAMEL, de-
fendant.

A vacant lot of land fronting on Dumas street, formerly Edward VII street, in Emard ward, in the city of Montreal, known and designated as being the subdivision No. 478 of the original lot No. 3617 of the parish of Montreal, containing 2309 feet in superficies, the whole English measure and more or less—with a right of way in the lane giving access to said lot and with all other rights attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 15th December, 1920.

[First publication, 18th December, 1920]

4638—51-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-A. ARCHAMBAULT
No 3727. } J.-BAULT ET AL.,
demandeurs ; contre LEON RINFRET, défendeur.

1. Les lots de terre étant les Nos 27, 28, 36, 37 ; bornés en front par le boulevard Cartier (projeté) ;
2. Le lot de terre étant le No 49 ; borné en front par la rue Cadieux (projetée) ;
3. Les lots de terre étant les Nos 51, 52, 53, 54 et 55 ; bornés en front par la rue Rinfret (projetée).

Les susdits lots sont situés dans la ville de Belœil ;

4. Les lots de terre étant les Nos 39, 40, 41 ; bornés en front par le boulevard Cartier (projeté).

Ces trois lots sont situés pour la presque totalité dans la ville de Belœil et une partie dans la paroisse de Belœil.

Tous les lots ci-haut décrits sont de la subdivision du lot No 26 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Belœil, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Pour être vendu en bloc, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 20 novembre 1920.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 24 novembre 1920. 4241—48-2
[Première publication, 27 novembre 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-A. ARCHAMBAULT
No 4825. } J.-ET AL., demandeurs ;
contre SIMEON CHAILLÉ, défendeur.

1. Les lots de terre étant les Nos 20, 21, 29, 30, 50, 58, 59 ; bornés en front par la rue Cadieux (projetée) ;
2. Les lots de terre étant les Nos 31, 32, 33, 34, 35 ; bornés en front par la rue Rinfret (projetée) ;
3. Les lots de terre étant les Nos 48, 60, 61, 62, 63, 64 ; bornés en front par le chemin public appelé "Montée des Trente" ;
4. Les lots de terre étant les Nos 56, 57, 65, 66 ; bornés en front par le boulevard Cartier (projeté) ;

Les susdits lots sont situés dans la ville de Belœil ;

5. Les lots de terre étant les Nos 67, 68, 69, 70 ; bornés en front par le boulevard Cartier (projeté).

Ces quatre lots sont situés pour la presque totalité dans la ville de Belœil et une partie dans la paroisse de Belœil.

Tous les lots ci-haut décrits sont de la subdivision du lot No 26 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Belœil.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Belœil, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Pour être vendu en bloc, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, en date du 20 novembre 1920.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 24 novembre 1920.
[Première publication, 27 novembre 1920]
4243—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } J.-A. ARCHAMBAULT
No. 3727. } J.-ET AL., plaintiffs ;
against LEON RINFRET, defendant.

1. The lots of land being the Nos. 27, 28, 36, 37 ; bounded in front by Cartier Boulevard (projected) ;
2. The lot of land being the No. 49 ; bounded in front by Cadieux street (projected) ;
3. The lots of land being the Nos. 51, 52, 53, 54 and 55 ; bounded in front by Rinfret street (projected).

The aforesaid lots being situated in the town of Belœil ;

4. The lots of land being the Nos. 39, 40, 41 ; bounded in front by Cartier Boulevard (projected).

These three lots are situated for the most part in the town of Belœil and the residue in the parish of Belœil.

All the above described lots being subdivisions of the lot No. 26 of the official plan and book of reference of the parish of Belœil.

To be sold at the church door of the parish of Belœil, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

To be sold *en bloc*, pursuant to a judgment of Non. Justice Bruneau, dated the 20th November, 1920.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 24th November, 1920. 4242—46-2
[First publication, 27th November, 1920]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J.-A. ARCHAMBAULT
No. 4825. } J.-ET AL., plaintiffs ;
against SIMEON CHAILLÉ, defendant.

1. The lots of land being the Nos. 20, 21, 29, 30, 50, 58, 59 ; bounded in front by Cadieux street (projected) ;
2. The lots of land being the Nos. 31, 32, 33, 34, 35 ; bounded in front by Rinfret street (projected) ;
3. The lots of land being the Nos. 48, 60, 61, 62, 63, 64 ; bounded in front by the public road called "Montée des Trente" ;
4. The lots of land being the Nos. 56, 57, 65, 66 ; bounded in front by Cartier Boulevard (projected).

The aforesaid lots being situated in the town of Belœil ;

5. The lots of land being the Nos. 67, 68, 69, 70 ; bounded in front by Cartier Boulevard (projected).

These four lots are situated for the most part in the town of Belœil, and the residue in the parish of Belœil.

All the above described lots being subdivisions of the lot No. 26 of the official plan and book of reference of the parish of Belœil.

To be sold at the church door of the parish of Belœil, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

To be sold *en bloc* pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 20th November, 1920.

Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 24th November, 1920.
[First publication, 27th November, 1920]
4244—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA VILLE DE**
No 4333. } **POINTE-AUX-**

TREMBLES, corporation ayant son siège social dans la ville de Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, demanderesse ; vs **CHARLES-E. WALSH**, défendeur.

1. Quatre lots de terre portant les Nos 189, 190, 191 et 192 subdivisions officielles du lot No 27 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, ayant front lesdits lots sur la rue portant le No 181 subdivision dudit lot No 27 ;

2. Sept lots de terre ayant front sur la rue connue sous le nom de Boulevard des Deux-Rivières et désignées comme suit : a. le lot No 3, subdivision dudit lot No 27, et le lot No 154 subdivision du lot No 28 des susdits plan et livre de renvoi officiels ; b. le lot No 4, subdivision dudit lot No 27 et le lot No 155 subdivision dudit lot No 28 ; c. le lot No 5, subdivision du lot No 27 et le lot No 156 subdivision du lot No 28 ; d. le lot No 6, subdivision du lot No 27 et le lot No 157 subdivision du lot No 28 ; e. le lot No 7, subdivision du lot No 27 et le lot No 158 subdivision du lot No 28 ; f. le lot No 8, subdivision du lot No 27 et le lot No 159 subdivision du lot No 28 ; g. le lot No 102 subdivision du lot No 41 auxdits plan et livre de renvoi officiels et le lot No 599 subdivision du lot No 40 des susdits plan et livre de renvoi officiels.

3. Six lots de terre portant les Nos 85, 84, 125, 126, 107 et 106 subdivisions officielles du lot No 28 auxdits plan et livre de renvoi officiels ayant front sur la rue portant le No 117 subdivision officielle dudit lot No 28 ;

4. Vingt-quatre lots de terre portant les Nos 1, 2, 3, 5, 6, 7, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 54, 55, 56, 57, subdivisions dudit lot No 28, ayant front sur la rue portant le No 47, subdivision dudit lot No 28 ;

5. Quatre lots de terre portant les Nos 688, 687, 686, 685 subdivisions dudit lot No 41, ayant front sur la rue portant le No 657 dudit lot No 41 ;

6. Treize lots de terre portant les Nos 573, 574, 580, 553, 552, 551, 550, 549, 548, 547, 546, 545, 544, subdivisions dudit lot No 40, ayant front sur la rue portant le No 564, subdivision dudit lot No 40 ;

7. Quinze lots de terre portant les Nos 141, 140, 137, 138, 139, 136, 135, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527 subdivisions dudit lot No 40, ayant front sur la rue portant le No 153 subdivision dudit lot No 40.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif, Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 24 novembre 1920.

[Première publication, 27 novembre 1920].
4251—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **R.-T. BENNETT,**
No 573. } **P.-** demandeur ; contre

MEDERIC RAYLE ET AL., défendeurs.
Comme appartenant auxdits défendeurs-héritiers :

La moitié indivise de trois lots de terre ; bornés en front par la 2ième Avenue et situés à Viauville, dans la cité de Montréal, étant les redivisions officielles numéros dix-huit, dix-neuf et vingt

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TOWN OF**
No. 4333. } **POINTE-AUX-**

TREMBLES, a body politic and corporate having its principal place of business in the town of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, plaintiff ; vs **CHARLES-E. WALSH**, defendant.

1. Four lots of land being the official subdivisions Nos. 189, 190, 191 and 192 of the lot No. 27 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, the said lots fronting on the street bearing the subdivision No. 181 of said lot No 27 ;

2. Seven lots of land fronting on the street known under the name of "Boulevard des Deux-Rivières and designated as follows : a. the subdivision lot No. 3, of said lot No. 27 and the subdivision lot No. 154 of the lot No. 28 of the aforesaid plan and book of reference ; b. the subdivision lot No. 4 of said lot No. 27 and the subdivision lot No. 155 of said lot No. 28 ; c. the subdivision lot No. 5 of the lot No. 27 and the subdivision lot No. 156 of the lot No. 28 ; d. the subdivision lot No. 6, of the lot No. 27 and the subdivision lot No. 157 of the lot No. 28 ; e. the subdivision lot No. 7 of the lot No. 27 and the subdivision lot No. 158 of the lot No. 28 ; f. the subdivision lot No. 8, of the lot No. 27 and the subdivision lot No. 159 of the lot No. 28 ; g. the subdivision lot No. 102, of the lot No. 41 on said official plan and book of reference, and the subdivision lot No. 599 of the lot No. 40 of the aforesaid plan and book of reference ;

3. Six lots of land being the official subdivisions Nos. 85, 84, 125, 126, 107 and 106 of the lot No. 28 on said official plan and book of reference fronting on the street bearing the official subdivision No. 117 of said lot No. 28 ;

4. Twenty four lots of land being the subdivisions Nos. 1, 2, 3, 5, 6, 7, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 54, 55, 56, 57, of said lot No. 28 fronting on the street bearing the subdivision No. 47 of said lot No. 28 ;

5. Four lots of land being the subdivisions Nos. 688, 687, 686, 685 of said lot No. 41 fronting on the street bearing the No. 657 of said lot No. 41 ;

6. Thirteen lots of land being the subdivisions Nos. 573, 574, 580, 553, 552, 551, 550, 549, 548, 547, 546, 545, 544 of said lot No. 40 fronting on the street bearing the subdivision No. 564 of said lot No. 40 ;

7. Fifteen lots of land being the subdivisions Nos. 141, 140, 137, 138, 139, 136, 135, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527 of said lot No. 40 fronting on the street, bearing the subdivision No. 153 of said lot No. 40.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 24th November, 1920.

[First publication, 27th November, 1920]
4252—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **R.-T. BENNETT,**
No. 573. } **P.-** plaintiff ; against

MEDERIC RAYLE ET AL., defendants.
As belonging to the said defendants-heirs :

The undivided half of three lots of land, bounded in front by 2nd Avenue and situate at Viauville, in the city of Montreal, being the official redivisions numbers eighteen, nineteen

d'une partie du lot principal numéro un-A (1-A-18-19-20) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans les ruelles y adjacentes avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Bureau du shérif, Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 24 novembre 1920. 4253-48-2
[Première publication, 27 novembre 1920]

and twenty of a part of the principal lot number one A (1-A-18-19-20) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, each containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measurement and more or less with right of way in common with any others having right therein to the lanes adjacent thereto with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX, Sheriff.

Montreal, 24th November, 1920. 4254-48-2
[First publication, 27th November, 1920]

QUÉBEC

Québec, à savoir : } DAME DELVINA CO-
No 2643. } TE, épouse séparée de biens de Alphonse Breton, ancien marchand, tous deux de Québec, et ledit Alphonse Breton mis en cause pour assister et autoriser sadite épouse; contre EUGENE ST. LAURENT et ALFRED VEZINA, tous deux de Québec, ès-qualité de tuteur et subrogé-tuteur aux enfants mineurs: Marguerite-Julienne et Irène St. Laurent.

Le lot No 3769 (trois mille sept cent soixante-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 16 décembre 1920. Shérif.
[Première publication, 18 décembre 1920]
[Deuxième publication, 31 décembre 1920]
4641-51-2

Québec, to wit : } DAME DÉLVINA CO-
No. 2643. } TE, wife separated as to property of Alphonse Breton, former merchant, both of Quebec, and the said Alphonse Breton mis-en-cause to assist and authorize his said wife; against EUGENE ST. LAURENT and ALFRED VEZINA, both of Quebec, ès-qualité of tutor and subrogate tutor to the minor children: Marguerite, Julienne and Irène St. Laurent.

The lot No. 3769 (three thousand seven hundred and sixty nine) of the official cadastre for Montcalm ward, now Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint John street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Sale at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 16th December, 1920. Sheriff.
[First publication, 18th December, 1920]
[Second publication, 31st December, 1920]
4642-51-2

Québec, à savoir : } DAME MARIE TUR-
No 260. } GEON, de la cité de Lévis, épouse séparée de biens de Joseph Côté, du même lieu, agent d'assurance, et le dit Joseph Côté mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes; contre LES HERITIERS de EDMOND DE LA FONTAINE.

Le lot No 241 (deux cent quarante - un) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue Samson—avec les bâtisses érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame-de-Lévis, comté de Lévis, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN
Québec, 2 décembre 1920.
[Première publication, 4 décembre 1920]
[Deuxième publication, 18 décembre 1920]
4375-49-2

Québec, to wit : } DAME MARIE TUR-
No. 260. } GEON, of the city of Lévis, wife separated as to property of Joseph Côté, of the same place, insurance agent, and the said Joseph Côté mis en cause to authorize and assist his said wife to ester en justice for the purposes hereof; against THE HEIRS of EDMOND DE LA FONTAINE.

The lot No. 241 (two hundred and forty one) of the official cadastre for Notre-Dame ward, of the city of Lévis, being an emplacement situate on the northeast side of Samson street—with the buildings erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre-Dame-de-Lévis, county of Lévis, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Québec, 2nd December, 1920.
[First publication, 4th December, 1920]
[Second publication, 18th December, 1920]
4376-49-2

Québec, à savoir : } ROBERT DE LA CHE-
No 1313. } VROTIERE, notaire public, de Québec; contre EUGENE BEAULIEU, de Québec; et DAME EMILDA BEAULIEU, épouse de Ludger Cauchon, de Sainte-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, en

Québec, to wit : } ROBERT DE LA CHE-
No. 1313. } VROTIERE, notary public, of Quebec; against EUGENE BEAULIEU, of Quebec; and EMILDA BEAULIEU, wife of Ludger Cauchon, of Sainte-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency, in their

leur qualité d'héritiers de feu Zéphirin Beaulieu, en son vivant de Québec.

1. Les subdivisions No 8 (huit) 9 (neuf) 11 (onze) et 13 (treize) du lot No 5 (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des terrains situés sur la rue des Bernières—circonstances et dépendances ;

2. Partie du lot No 5 (cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec ; bornée en front, au nord, à la rue des Bernières, au nord-est à la subdivision No 11 (onze), dudit lot No 5 (cinq), au sud à la subdivision No 1 (un), du même lot, et au sud-ouest à la subdivision No 9 (neuf), du même lot—circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu en bloc.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 2 décembre 1920.

[Première publication, 4 décembre 1920]

[Deuxième publication, 18 décembre 1920]

4373—49-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DESIRE CAYER, de No 2573. } Dosquets, comté de Lotbinière, cultivateur ; contre HENRI BOISVERT, de la cité de Trois-Rivières, à savoir :

1. Le lot numéro trois cent quatre-vingt-douze (392) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Saint-Joseph,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ;

2. La moitié nord du lot numéro trois cent quatre-vingt-treize (393) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé en la concession Saint-Joseph.

Les deux dits lots pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Flavien, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN

Québec, 2 décembre 1920.

[Première publication, 4 décembre 1920]

[Deuxième publication, 18 décembre 1920]

4377—49-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Québec, à savoir : } EDGAR CHAMPOUX, No 1008. } avocat, de Québec, demandeur ; contre EDMOND GOSSELIN, cultivateur, de East Angus, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur :

1. Le lot numéro un C (1c), dans le troisième (3e) rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Dudswell, de la contenance de trente-quatre acres en superficie, plus ou moins ;

2. Le lot numéro deux A (2a), dans le troisième (3e) rang, sur les plan et livre de renvoi officiels

quality of heirs of the late Zéphirin Beaulieu, in his lifetime of Quebec.

1. The subdivisions Nos. 8 (eight), 9 (nine), 11 (eleven) and 13 (thirteen) of lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-Nord, now Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, being lots of land situate on des Bernières street—circumstances and dependencies ;

2. Part of the lot No. 5 (five) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-Nord, now Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec ; bounded in front, to the north, by des Bernières street, on the northeast by the subdivision No. 11 (eleven) of the said lot No. 5 (five), on the south by the subdivision No. 1 (one) of the same lot, and on the southwest by the subdivision No. 9 (nine) of the same lot—circumstances and dependencies.

The whole to be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 2nd December, 1920.

First publication 4th December, 1920

[Second publication, 18th December, 1920]

3 4—49-

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } DESIRE CAYER, of No. 2573. } Dosquets, county of Lotbinière, farmer ; against HENRI BOISVERT, of the city of Three Rivers, to wit :

1. The lot number three hundred and ninety two (392) of the official cadastre for the parish of Saint Flavien, county of Lotbinière, being a farm situate in Saint-Joseph concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. The north half of the lot number three hundred and ninety (393) of the official cadastre for the parish of Saint-Flavien, county of Lotbinière, being a lot of land situate in Saint-Joseph concession.

The said two lots to be sold *en bloc*.

To be sold at the parochial church door of Saint-Flavien, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, 2nd December, 1920.

[First publication, 4th December, 1920]

[Second publication, 18th December, 1920]

4378—49-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Quebec, to wit : } EDGAR CHAMPOUX, No 1008. } advocate, of Quebec, plaintiff ; against EDMOND GOSSELIN, farmer, of East Angus, in the district of Saint-François, defendant :

Seized as belonging to the said defendant :

1. The lot number one C (1c), in the third (3rd) range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Dudswell, containing thirty four acres in superficies, more or less ;

2. The lot number two A (2a) in the third (3rd) range, on the official cadastral plan and

du cadastre pour le canton de Dudswell, contenant soixante-douze acres de terre, plus ou moins —avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE 1920, à DIX heures du matin.

Sherbrooke, 23 novembre 1920.

Bureau du shérif, Saint-François.

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

[Première publication, 27 novembre 1920]

4221—48-2

book of reference for the township of Dudswell, containing seventy-two acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sherbrooke, 23rd November, 1920.

Sheriff's office, Saint-François.

C.-E. THERRIEN,

Sheriff.

[First publication, 27th November, 1920]

4222—48-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } LUCIEN BLAN-

No 511.

} L CHET, demandeur ; contre CHARLES-EMILE GHAGNON, défendeur ; et GUILLAUME CHOQUETTE, tiers-saisi.

Saisi comme appartenant audit tiers-saisi :

1. Une terre sise et située en la paroisse de La Présentation, sur le cinquième rang, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro vingt-six (26) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées ;

2. Une autre terre sise et située en ladite paroisse de La Présentation, sur le cinquième rang, de la contenance de deux arpents de largeur sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro vingt-neuf (29) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de La Présentation, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 23 novembre 1920.

4259—48-2

[Première publication, 27 novembre 1920]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, to wit : } LUCIEN BLAN-

No. 511.

} L CHET, plaintiff ; against CHARLES-EMILE GHAGNON, defendant ; and GUILLAUME CHOQUETTE, garnishee.

Seized as belonging to the said garnishee :

1st. A land situate in the parish of La Présentation, on the fifth range, containing one arpent and a half in width by forty arpents in depth, more or less, known and designated under lot number twenty six (26) on the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected ;

2nd. Another land situate in the said parish of La Présentation, on the fifth range, containing two arpents in width by forty arpents in depth, the whole more or less, known and designated under lot number twenty nine (29) on the official cadastre of the said parish — with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of La Présentation, TUESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next (1920), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Saint-Hyacinthe, 23rd November, 1920.

4260—48 2

[First publication, 27th November, 1920]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, } ISIDORE MARCOT-
Province de Québec, } TE demandeur ;
District de Montréal, } vs J.-UBALD-A. BER-
No 2106. } TRAND, défendeur, à
savoir :

Une île située près de la rivière Jésus, en la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, faisant partie de la terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, sous le numéro vingt-neuf (29) d'une superficie d'environ un arpent et demi et comprenant cette partie du terrain qui émerge dans une certaine baie marécageuse auprès de la rivière Jésus et faisant partie de ladite terre numéro vingt-neuf (29). Cette île est bornée comme suit :

Vers le sud partie par la rivière Jésus et partie

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } ISIDORE MARCOT-
Province of Québec, } TE plaintiff ; vs
District of Montreal, } J.-UBALD-A. BER-
No. 2106. } TRAND, defendant, to
wit :

An island situate near river Jésus, in the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, forming part of the land known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, under the number twenty nine (29) containing about one arpent and a half in superficies, and comprising that parcel of land which emerges in a certain marshy bay near the river Jésus and forming part of the said land number twenty nine (29). The said island is bounded as follows :

On the south partly by the river Jésus and

TERREBONNE

par un marécage qui la sépare d'une pointe connue sous le nom de Pointe-au-Renard, vers le nord et vers l'ouest par des marécages de ladite baie et vers l'est par partie du lot numéro vingt-huit, appartenant à Télesphore Ouimet.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique en la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district de Terrebonne, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER 1921, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 13 décembre 1920.

[Première publication, 18 décembre 1920]

4589—51-2

partly by a swamp which separates it from a point called "Pointe-au-Renard", on the north and west by swamps of the said bay and on the east by part of the lot number twenty eight, belonging to Telesphore Ouimet.

To be sold at the catholic church door, in the town of Sainte-Thérèse-de-Blainville, district of Terrebonne, on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1921, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

J.-W. CYR,

Sheriff.

Sainte-Scholastique, 13th December, 1920.

[First publication, 18th December, 1920]

4590—51-2

TROIS-RIVIÈRES

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Mandat du maire de la ville de Shawinigan-Falls.

Trois-Rivières, à savoir :

LA CORPORATION DE LA VILLE DE SHAWINIGAN-FALLS, corps légalement incorporé, ayant sa place d'affaires en la ville de Shawinigan Falls, demanderesse ; vs JOSEPH BUISSON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan-Falls, contenant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur ; borné en front par la rue Champlain, en profondeur par J.-E. Aldred ou représentants, d'un côté par Philias Lambert et d'autre côté par Maxime Diamond ou représentants, et connu et désigné ledit terrain comme faisant partie du lot numéro six cent vingt-six (ptie No 626) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le VINGT-HUITIEME jour de DÉCEMBRE prochain 1920, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Trois-Rivières, 24 novembre 1920.

[Première publication, 27 novembre 1920]

4249—48-2

PIERI FACIAS DE TERRIS.

Warrant of the Mayor of the town of Shawinigan-Falls.

Three Rivers, to wit :

THE CORPORATION OF THE TOWN OF SHAWINIGAN-FALLS, a legally incorporated body, having its place of business in the town of Shawinigan-Falls, plaintiff ; vs JOSEPH BUISSON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A certain lot of land or emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the town of Shawinigan-Falls, containing fifty feet in width by ninety five feet in depth ; bounded in front by Champlain street, in depth by J.-E. Aldred or representatives, on one side by Philias Lambert, and on the other side by Maxime Diamond or representatives, and known and designated the said lot of land as forming part of the lot number six hundred and twenty six (pt. No. 626) of the official cadastre of the parish of Sainte-Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the town of Shawinigan-Falls, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, 1920, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Three Rivers, 24th November, 1920.

[First publication, 27th November, 1920]

4250—48-2

Demandes à la Législature

Avis public est ici donné par les soussignés qu'ils demanderont à la Législature, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill amendant la charte de la cité de Montréal, l'insertion en icelle d'une clause autorisant la cité à payer l'indemnité pour dommages subis par suite du pillage des locaux de diverses personnes par une foule, lorsque ladite cité s'est trouvée sans protection durant la grève des constables et pompiers, en décembre 1918.

Montréal, 14 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

4615—51-4

JACOBS & PHILLIPS.

Avis public est aux présentes donné que "The Scottish Trust Company" sollicitera de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given by the undersigned, that they will apply to the Legislature, at its next session, when the bill amending the charter of the city of Montreal is presented, to have a clause inserted therein, authorizing the city to pay indemnity for damages suffered as a result of the looting of the premises of various persons by a mob, when the said city was without protection during the police and firemen's strike in December, 1918.

Montreal, 14th December, 1920.

JACOBS & PHILLIPS,

4616—51-4

Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that The Scottish Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act amending the charter of the

la charte de la compagnie à l'effet de prolonger le délai fixé pour son début en affaires, et pour d'autres fins.

Montréal, le 16 décembre 1920.

Les avocats des requérants,

BROWN, MONTGOMERY &

4655-51-5

McMICHAEL.

ses.

Montréal, 16th December, 1920.

BROWN, MONTGOMERY

& McMICHAEL,

Solicitors for applicant.

Ventes pour taxes

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

Avis public est aux présentes donné que les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées seront vendues par moi, à mon bureau, dans la ville de Montréal-Sud, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1920, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes et cotisations scolaires dues à la commission scolaire protestante de Montréal-Sud, ainsi qu'à la commission scolaire protestante de la ville et de la paroisse de Longueuil pour taxes d'église dues à la paroisse de Saint-George, Montréal-Sud.

Sales for taxes

NOTICE OF SALE OF IMMOVEABLES

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned below, will be sold by me, at my office, in the town of Montreal-South, on MONDAY, TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1920, at TEN o'clock in the forenoon, upon claims by the town of Montreal-South for taxes and assessments due and for school taxes due to the School Commissioners of the Catholic School board of Montreal-South, and the Protestant School Commissioners of the town and parish of Longueuil and for church taxes due.

Paroisse Saint-George, Montréal-Sud—Saint-George parish, Montreal-South.

Cad.	Lot	Propriétaire cotisé Assessed Proprietor	Taxes et cot. municipales Mun. taxes and assessm.	Taxes scolaires School taxes	Taxes d'églises Church taxes	Total	—
155	442	Succession—Estate J. Wright.....	73.48	13.18	19.40	106.06	Ajouter frais avant ven- te — Costs to be added previous to the sale.
157	4	John Dillon.....	111.29	8.29	31.45	151.03	
	84	Oswald Chaput.....	58.81	9.51	31.45	99.77	
	118	John Kyle.....	56.29	6.88		63.17	
158	15	Dr. F.-C. Douglas.....	90.65	14.39	31.45	136.49	
	40	Succession—Estate E.-A. Harvey.....	110.14	26.42	31.45	168.01	
	8	A.-J. Higgins.....	416.39	12.06	31.45	594.39	
	9	A.-J. Higgins.....		12.06	31.45		
159	110	A.-J. Higgins.....		14.04	31.45		
	111	A.-J. Higgins.....		14.04	31.45		
	121	A.-J. Ferguson.....	98.11	11.46		109.57	
	159	D.-Robert.....	146.08	22.53	31.45	200.06	

Pour être vendus à mon bureau, à l'hôtel-ville de Montréal-Sud, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1920, à DIX heures de l'avant-midi. Le montant du prix d'achat doit être versé immédiatement par l'acquéreur lors de l'adjudication d'iceux, aux termes de l'article 5763 des Statuts refondus de Québec, 1909.

Le greffier de la ville,

M.-M. CONDON

Cabinet du greffier de la ville, Montréal-Sud, P. Q.

7 décembre 1920.

4543-50-3

To be sold at my office, in the Town Hall of Montreal-South, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1920, at TEN o'clock in the forenoon. The amount of purchase money is to be paid by the purchaser immediately upon the adjudication thereof, according to article 5763, Revised Statutes of Quebec, 1909.

M.-M. CONDON,

Town Clerk.

Town Clerk's Office, Montreal South, P. Q.

7th December, 1920.

4544-50-3

Province de Québec, ville Montréal-Nord, comté de Laval.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la ville Montréal-Nord, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par encan public, au bureau du secrétaire-trésorier, en l'hôtel-de-ville Montréal-Nord, dans ladite ville Montréal-Nord, MARDI le VINGT-HUITIEME (28) jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent vingt (1920.) à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour les arrérages de taxes scolaires et municipales dues sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

Province of Quebec, town of Montreal-North, county of Laval.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the municipal council of the town of Montreal-North, that the immovables hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the secretary-treasurer, at the city hall of Montreal-North, in the said town of Montreal-North, on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH (28) day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and twenty (1920) at TEN (10) o'clock in the forenoon, for arrears of school and municipal taxes due on the various lots hereunder designated, unless they be paid, with costs, before the sale, to wit :

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant dû — Amount due
McLaughlin, Dan.....	8	8	\$ 1.84	\$ 2.61	\$ 4.45
do	8	9	1.84	2.61	4.45
do	8	10	1.84	2.61	4.45
do	8	11	1.83	2.61	4.44
do	8	12	1.83	1.60	4.43
Décaries Aimé.....	12	39	.66	2.61	3.27
do	12	40	.66	2.61	3.27
do	12	41	.66	2.61	3.27
do	12	42	.66	2.62	3.28
Lefebvre, E.....	12	577	1.37	6.92	8.29
Géracime, A., veuve de—widow of Geo. Geamouste	12	595	1.20	5.18	6.38
do	12	596	1.19	5.19	6.38
Leroux, H.....	18	48	2.45	12.34	14.79
Cloutier, E. R.....	18	79	2.44	12.33	14.77
Monette & Church.....	18	103	2.44	12.30	14.74
do	18	104	2.44	12.31	14.75
do	18	105	2.44	12.31	14.75
Leroux, J.-H.....	18	107	2.44	12.34	14.78
do	18	108	2.44	12.33	14.77
do	18	109	2.44	12.33	14.77
Beauchemin, Jos.-Ls.....	22	3	.67	2.72	3.39
do	22	4	1.38	5.43	6.81
do	22	5	1.38	5.42	6.80
do	22	6	1.38	5.43	6.81
do	22	7	1.38	5.42	6.80
do	22	8	1.38	5.43	6.81
do	22	9	1.38	5.42	6.80
do	22	10	1.38	5.43	6.81
do	22	11	1.38	5.42	6.80
do	22	49	1.53	6.02	7.55
do	22	50	1.58	6.23	7.81
do	22	51	1.64	6.43	8.07
do	22	52	1.69	6.63	8.32
do	22	53	2.55	9.95	12.50
do	22	54	1.80	7.06	8.86
do	22	55	1.83	7.14	8.97
do	22	56	1.88	7.35	9.23
do	22	57	1.83	7.13	8.96
Héroux, J.-C.-M.....	22	30	2.68	19.26	21.94
Peladeau, Hector.....	22	31	43.21	351.62	394.83
Barrette, Chs-A.....	29	222	1.65	7.46	9.11
do	29	223	1.61	7.39	9.00
Désourdy, Alexina.....	29	706	1.90	8.24	10.15
Belleville, R.....	29	740	1.90	8.21	10.11
Sareski, E.....	29	1004	1.90	8.22	10.12
do	29	1005	1.91	8.23	10.14
Tattah, D.....	29	1007	2.02	9.34	11.36
do	29	1008	2.12	9.21	11.33
do	29	1009	2.12	9.21	11.33
Nan i, T.....	29	1072	1.75	7.61	9.36
De Angelis, R.....	29	1123	1.26	2.50	3.76
do	29	1124	1.26	2.51	3.77
Rainville, J.....	29	1189	2.28	10.23	12.51
do	29	1190	1.78	10.23	12.01
Saur, E. Vve—Widow P. R. Walker.....	31	56	.....	8.92	8.92
Gagnon, Art.....	31	65	2.05	8.83	10.88
do	31	66	2.04	8.84	10.88
Dunk, Wm. James.....	31	79	.....	8.45	8.45
Vincent, Paul Z. H.....	31	151	1.36	6.17	7.53
do	31	152	1.36	6.17	7.53
do	31	153	1.38	6.19	7.57
Gratton, Hubert.....	31-30	49-116	1.76	8.01	9.77
do	31-20	50-117	1.76	8.01	9.77
Therrein, El.....	35	11	1.70	10.37	12.07
Roy, Roach.....	35	25	.87	3.41	4.28
do	35	26	.87	3.41	4.28
Hébert, M. Lse, Vve—Widow N. Normandin.....	35	99	.80	3.11	3.91
Charland, Francis.....	35	115	.87	3.41	4.28
do	35	116	.88	3.42	4.30
Bélanger, Jos-Arcade.....	36	56	8.49	46.46	54.95

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes seol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant du — Amount due
Lafontaine, Joséphine.....	36	61	0.80	3.11	3.91
do.....	36	62	0.79	3.11	3.90
Delorme, Laura.....	36	270	0.74	2.91	3.65
do.....	36	271	0.74	2.91	3.65
Gagnier, Eugène.....	36	624	0.67	2.98	3.65
do.....	36	625	0.67	2.99	3.66
Cousineau, Henri.....	36	739	2.17	10.92	13.09
do.....	36	740	2.14	10.74	12.88
Emery, Michel.....	37	45	0.80	10.37	11.17
Généreux, Gaspard.....	37	46	0.80	6.55	7.35
Lewis, Julia Vve—Widow C. E. Gow.....	37	127	0.80	6.64	7.44
Boucher, Eugène.....	38-45	4-59	0.87	3.42	4.29
Girouard, Achille.....	45	1	2.31	24.35	26.66
Joly, Jean.....	45	55	2.22	25.98	28.20
Leroux, J. Vve—widow P. Hébert.....	45	534	0.66	2.61	3.27
Lemma, A. épouse de—wife of D. Colames.....	45	715	0.67	2.61	3.28
do.....	45	754	0.67	2.61	3.28
Bissonnette, Louis.....	45	778	0.67	2.61	3.28
do.....	45	779	0.67	2.61	3.28
Girard, Clément.....	48	37-1	2.29	8.94	11.23
Martin, Flavien.....	49	14	0.93	3.59	4.52
Richard, Stanislas.....	49	53	1.81	8.21	10.02
Lafontaine, Edouard.....	50	59	0.75	2.91	3.66
McEntee, L. épouse de—wife of J. R. Walsh.....	50	352	0.72	2.80	3.52
do.....	50	353	0.72	2.80	3.52
do.....	50	354	0.72	2.80	3.52
do.....	50	355	0.77	3.03	3.80
do.....	50	356	0.77	3.03	3.80
Daoust, Gédéon.....	50	474	1.51	6.86	8.37
Gagnon, Frs.....	50	599	0.77	3.01	3.78
do.....	50	600	0.77	3.01	3.78
Dazé, Charles.....	50	628	0.72	2.81	3.53
do.....	50	1184	0.62	2.41	3.03
Bélanger, Wilfrid.....	50	1209	1.35	5.78	7.13
St-Vincent, J. & E.....	50	1210	1.36	6.15	7.51
do.....	50	1211	1.37	6.15	7.52
Tremblay, Louis.....	50	1266	1.36	6.15	7.51
do.....	50	1267	1.37	6.15	7.52
Montagne, James.....	50	1304	0.70	2.71	3.41
do.....	50	1305	0.69	2.71	3.40
Duchesneau, Edouard.....	50	1314	0.62	2.41	3.03
do.....	50	1315	0.62	2.41	3.03
do.....	50	1316	0.62	2.42	3.04
Chevalier, Blanche.....	50	1371	0.70	2.71	3.41
Richer, C., Vve—Widow T. Varin.....	50	1374	2.05	11.36	13.41
Vadnais, P.-H.....	50	1383	1.36	6.17	7.53
do.....	50	1384	1.36	6.17	7.53
do.....	50	1385	1.36	6.19	7.57
Poirier, Aug., fils.....	50	1407	1.36	6.18	7.54
Poirier, Aug., père.....	50	1408	1.36	6.18	7.54
Layer, Jean.....	50	1429	0.69	2.71	3.40
Brandt, Adolphe Gust.....	50	1439	0.70	2.71	3.41
do.....	50	1440	0.69	2.70	3.39
Paiement, Ernest.....	50	1446	1.36	6.18	7.54
Liborion, E. épouse, de—wife of P. Cholette.....	50	475	1.50	6.43	7.93
Gour, Odilon.....	50	1264	1.35	6.18	7.53
Chevalier, James.....	53	7	1.18	4.61	5.79
do.....	53	8	0.96	3.73	4.69
Beaudin, J.-E.....	61	60	2.87	12.49	15.36
Brousseau, Chs-A.....	61	222	1.06	4.70	5.76
Brousseau, J.-Armand.....	61	223	1.06	4.70	5.76
Brousseau, J.-Eugène.....	61	224	1.06	4.70	5.76
Hurteau, J.-R.....	61	227	1.06	4.70	5.76
Poitras, Denis.....	61	228	1.06	4.70	5.76
Laporte, Clovis.....	61	229	1.06	4.70	5.76
Dumont, Sylva.....	61	231	1.06	4.70	5.76
Dumont, Jos.....	61	232	1.06	4.70	5.76
Hurteau, D.-F.....	61	233	1.06	4.70	5.76
Larose, Ls, fils.....	61	234	1.06	12.42	13.48
Paquette, Alf.-A.....	61	585	1.06	4.12	5.18
Groulx, Ferdinand.....	61	659	1.06	4.70	5.76
Boisvert, Emile.....	61	722	1.05	4.12	5.17
Langlois, Ulric.....	61	726	1.05	4.71	5.76
do.....	61	727	1.06	4.71	5.77
Boisvert, Emile.....	61	748	1.05	4.13	5.18
Collin, Téléphore.....	61	780	1.06	4.11	5.17
do.....	61	781	1.05	4.12	5.17
Wilscam, Arthur.....	62	304	1.50	6.85	8.35
do.....	62	305	1.51	6.85	8.36
Lefrançois, Arthur.....	62	369	1.61	5.50	7.11
do.....	62	370	1.61	5.50	7.11
Robichaud, Angéline.....	62	452	2.09	8.22	10.31
Bernard, Elie.....	62	457	0.70	2.71	3.41
Sénécal, Paul-Emile.....	62	512	0.77	3.01	3.78
Léger, Rosarie.....	63	45	0.92	3.61	4.53
Brisson, Ustazarde.....	66	45	0.97	11.42	12.39
do.....	66	46	1.18	13.80	14.98
do.....	66	47	1.38	46.04	47.42
Archambault, Jos.....	66	313	2.67	33.66	36.33

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant dû — Amount due
Dufault, Vitalien	73	9	2.65	20.55	23.20
do	73	10	2.64	20.55	23.19
Bernard, F.-R.	73	18	0.90	3.51	4.41
Labelle, Auguste	73	22	0.91	3.50	4.41
Lacasse, Roméo	73	80	0.90	10.75	11.65
Alarie, Wilfrid	73	98	0.85	5.32	6.17
Lacasse, Maria	73	194		10.06	10.06
Desimez, Auguste	73	385	0.84	3.31	4.15
do	78	386	0.85	3.32	4.17
Desjardins, Léo, épouse de—wife of A. Wilson	73	472	0.84	3.31	4.15
Beaupré, M.-Lse, épouse de—wife of J.-B. Marion	73	536	0.55	3.34	3.89
Saiver, W. F.	73	545		4.43	4.43
do	73	546		4.43	4.43
do	73	547		4.43	4.43
Lavoie, E. Vve—widow	73	601	0.72	3.67	4.39
Hébert, Albert	73	620	0.23	0.90	1.13
do	73	621	0.24	0.90	1.14
do	73	650	0.71	2.82	3.53
Walker, James	76	411		12.52	12.52
do	76	412		12.52	12.52
do	76	413		12.53	12.53
Moineau, C.-H.	76	416	2.23	8.95	11.18
do	76	417	2.22	8.95	11.17
do	76	418	2.22	8.94	11.16
Dewitt, Cairns	76	431		6.85	6.85
Steel, R.-G.	76	517		11.96	11.96
do	76	518		11.96	11.96
McAlpin, James-G.	76	522		12.43	12.43
do	76	523		12.44	12.44
Watier, Roméo	76	582	1.72	6.10	7.82
Poirier, A.	76	597	1.72	6.09	7.81
Borland, L.	76	599		8.11	8.11
do	76	600		8.13	8.13
Trudeau, Paul	76	617	0.51	2.29	2.80
Monetti, Alph., Dame—Mrs.	76	678	1.53	8.31	9.84
do	76	679	1.53	8.31	9.84
do	76	680	1.53	8.31	9.84
do	76	681	1.53	8.31	9.84
do	76	682	1.95	10.52	12.47
Connelly, A.-H. épouse—wife.	76	767	0.51	2.01	2.52
do	76	768	0.51	2.00	2.51
Burrows, E. Vve de—Widow of C. Robinson	76	851		8.43	8.43
do	76	852		8.43	8.43
do	76	853		8.43	8.43
Morisson, Constance E. Sterling	76	922		4.34	4.34
do	76	923		4.34	4.34
Roy, G.-A. et al.	77	61	2.45	23.63	26.08
Brunel, Jean et épouse—and wife.	77	72	2.55	20.38	22.93
Cossette, A.	77	219	2.28	12.10	14.38
do	77	220	2.28	12.10	14.38
do	77	221	2.28	12.11	14.39
Brassard, A.	77	225	2.27	12.10	14.37
Groulx, I.	77	226	2.28	12.10	14.38
Philipps, A.	77	203		15.63	15.63
Desnoyers, P.	77	360	1.41	5.99	7.40
do	77	361	1.41	6.00	7.41
do	77	362	1.41	5.99	7.40
do	77	363	1.41	6.00	7.41
do	77	364	1.41	6.01	7.42
Dyer, A. F.	77	565		10.23	10.23
Werner, A. W. et al.	77	758		10.16	10.16
do	77	759		10.16	10.16
Clouston, Jennie	77	763		10.16	10.16
do	77	764		10.17	10.17
Chaput, D.	77a	22	1.96	10.16	12.12
do	77a	23	1.95	10.17	12.12
Reid, Albert	77-77a	754-30		10.73	10.73
Wilson, Wm J.	77-77a	788-65		10.08	10.08
Troisèphe, A.	77-76	491-485	0.72	2.80	3.52
Dudley, Wm	77-76	496-480		12.09	12.09
do	77-76	495-481		12.10	12.10
Dunlop, James	77-76	717-708		10.46	10.46
do	77-76	716-709		10.46	10.46
do	77-76	715-710		10.47	10.47
Lassonde, E. et al.	77-79	23-37	2.44	12.11	14.55
Bessette, F.	77-79	25-89	2.56	13.22	15.78
Meunier, R. C.	77-79	33-99	0.96	15.87	16.83
McWhinney, J.-R.	77-79	458-387		6.39	6.39
do	77-79	459-388		6.40	6.40
Faulkner, John	77-79	515-478	2.05	7.31	9.36
do	77-79	516-479	2.04	7.32	9.36
Darlington, W. J.	77-79	630-569		8.67	8.67
do	77-79	631-570		8.69	8.69
Belmont, Alf. C.	77-79	644-583	1.96	10.16	12.12
do	77-79	645-584	1.96	10.17	12.13
Sheehan, Thomas	79	314	1.41	11.77	13.18
do	79	315	1.41	11.77	13.18
do	79	316	1.41	11.77	13.18

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant dû — Amount due
Poirier, Edouard.....	79	360	0.72	2.81	3.53
do	79	361	0.72	2.81	3.53
Kilgour, Peter.....	79	432	.....	9.85	9.85
do	79	433	.....	9.85	9.85
do	79	434	.....	9.86	9.86
Croushore, Henry J.....	79	435	.....	10.56	10.50
do	79	436	.....	10.50	10.50
do	79	437	.....	10.50	10.50
do	79	438	.....	10.50	10.50
do	79	439	.....	10.50	10.50
do	79	440	.....	10.50	10.51
do	79	441	.....	10.51	10.51
Shoushere, J.....	79	442	.....	10.41	10.45
do	79	443	.....	10.45	10.45
do	79	444	.....	10.45	10.45
do	79	445	.....	10.45	10.46
do	79	446	.....	10.46	10.46
Mazurette, Thos.-Pierre.....	79	505	1.96	10.46	12.37
do	79	506	1.96	10.41	12.37
do	79	507	1.96	10.41	12.37
do	79	508	1.96	10.41	12.37
do	79	509	1.96	10.41	12.37
do	79	510	1.9	10.41	12.37
do	79	511	1.96	10.41	12.37
do	79	512	1.96	10.41	12.37
do	79	513	1.96	10.41	12.37
do	79	514	1.96	10.41	12.37
do	79	515	1.96	10.42	12.38
Taylor, S.-M.....	79	501	.....	2.41	2.41
do	79	502	.....	2.41	2.41
Dunn, Albert.....	79	550	.....	10.16	10.16
do	79	551	.....	10.17	10.17
Dagenais, J. & Cie.....	79	516	2.00	10.16	12.16
do	79	517	2.00	10.16	12.16
Dupré, B.....	79	604	1.95	9.79	11.74
do	79	605	1.95	9.79	11.74
do	79	606	1.95	9.79	11.74
do	79	607	1.95	9.79	11.74
do	79	608	1.95	9.80	11.75
do	79	609	1.95	9.80	11.75
do	79	610	1.95	9.80	11.75
do	79	611	1.95	9.80	11.75
do	79	612	1.95	9.80	11.75
Moring, O.....	79	613	.....	8.72	8.72
Serensen Axel.....	79	614	.....	10.08	10.08
do	79	615	.....	10.08	10.08
Dyer, A. F.....	79	642	.....	10.23	10.23
do	79	643	.....	10.23	10.23
Leonarde Monderino.....	79	348	2.35	12.10	14.46
Holstead, épouse de—wife of C. E. Kinnersley.....	82	109	.....	9.67	9.67
do	82	110	.....	9.67	9.67
Cowan, Robert.....	82	327	.....	10.16	10.16
Rosebloom, Jay.....	82	399	.....	7.10	7.10
do	82	400	.....	7.10	7.10
Cianci, Catalde.....	82	403	1.68	7.30	8.98
Tamatelli, Rosa.....	82	406	0.62	9.01	9.63
do	82	407	0.62	9.01	9.63
Rawlinson, Elizabeth.....	82	457	0.70	6.59	7.29
Holstead, épouse de—wife of C. E. Kinnersley.....	85-82	139-82	.....	9.66	9.66
Craite, Napoléon.....	85-82	332-244	3.93	20.32	24.25
Goulet, E. Vve—Widow J. B. Franceur.....	85-82	489-447	.....	2.77	2.77
Osmond, Percy Geo.....	85-82	509-427	0.70	9.78	10.48
Lahue, John J.....	85-82	600-530	2.19	10.20	12.39
do	85-82	599-531	2.20	10.20	12.40
Wallace J. Isabella.....	85-82	616-514	.....	11.37	11.37
Caron, Alexandre.....	85	146	2.61	11.28	13.89
Horton, Ada.....	85	539	1.25	10.16	11.41
do	85	540	1.26	10.17	11.43
Succ.—Estate W. D. Hamilton.....	85	350	.....	2.51	2.51
do	85	351	.....	2.51	2.51
Horton, James.....	85	541	1.30	10.39	11.69
do	85	542	1.31	10.39	11.70
do	85	587	1.21	10.11	11.32
Poundon Robert John.....	86	163	1.69	3.41	5.10
do	86	164	1.69	3.41	5.10
Pounden, M.-A.....	86	167	1.75	3.51	5.26
do	86	168	1.75	3.51	5.26
Tollett, Melville.....	86	299	1.46	2.91	4.37
do	86	300	1.45	2.91	4.36
McMahon, John.....	90	57	2.49	10.49	12.98
do	90	156	1.69	7.28	8.97
Hackling, Agnes Flo.....	90	193	1.71	3.41	5.12
do	90	194	1.71	3.41	5.12
Flynn, E.....	90	309	1.72	7.76	9.48
do	90	310	1.72	7.77	9.49
do	90	311	1.71	7.76	9.47
do	90	312	1.71	7.77	9.48
do	90	313	1.71	7.78	9.49

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes seol. School taxes	Taxes munic. Mun. taxes	Montant dû — Amount due
Turecotte, Frs.	90	423	0.74	2.91	3.65
do	90	424	0.75	2.91	3.66
Harvey, L. épouse de—wife of Edg. Germain	90	459	1.46	2.91	4.37
do	90	460	1.45	2.91	4.36
Harvey, L., épouse de—wife of R. W. Tellett	90	463	1.46	2.91	4.37
do	90	464	1.45	2.91	4.36
Avery, John	90-86	346-137	1.71	7.77	9.48
do	90-86	347-138	1.71	7.77	9.48
do	90-86	348-139	1.71	7.77	9.48
do	90-86	349-140	1.71	7.78	9.49
do	90-86	350-141	1.71	7.78	9.49
David, Wm. & Alf. Gust. Macrea	93	8		23.45	23.45
Turriff & Lapage	93	49	2.53	10.94	13.47
Rood, Wm.	93	51	1.81	7.69	9.50
do	93	52	1.81	7.70	9.51
Dionne, Gabriel	93	216	2.39	13.90	16.29
do	93	217	2.40	13.91	16.31
McDonald, John Edwin	93	483	0.56	2.21	2.77
Strathdee, R. N.	93	501	2.55	8.44	10.99
Deslauriers, Wilfrid	97	49	0.95	3.71	4.66
Sanche, Jos.	97	127	0.87	13.93	14.80
do	97	128	0.87	13.93	14.80
Vinette, M.-Lse, épouse de—wife of Jos J. Brun	97	186	2.88	11.51	14.39
do	97	187	2.80	11.34	14.14
Barnes, Geo.-Ernest	97	242	0.87	3.88	4.75
do	97	243	0.87	3.88	4.75
do	97	244	0.87	3.88	4.75
do	97	245	0.87	3.89	4.76
do	97	246	0.87	3.90	4.77
Legault, H.	97	255	3.51	10.03	13.54
do	97	256	2.56	7.10	9.66
Succ.—Estate Nap. Laplante	97	416	1.94	9.78	11.72
Berthiaume, Eug.	97	495	3.13	11.48	14.61
do	97	496	2.95	11.10	14.05
Stuart, E.-A.	97	527		11.62	11.62
do	97	528		11.62	11.62
do	97	529		11.62	11.62
do	97	530		11.62	11.62
do	97	531		10.75	10.75
Mérineau, Nap.	97	594	4.31	22.12	26.43
do	97	595	4.15	21.32	25.47
do	97	596	4.02	20.94	24.96
Massie, Mr.	97	597	3.78	20.49	24.27
McPhail, J.-D.	97	631		20.45	20.45
Stuart, E. A.	98-113-97	1a-30a-64a		32.70	32.70
Guenette, Damase	113-97	91-166	1.71	13.98	15.69
do	113-97	92-167	1.70	13.99	15.69
Campeau, Hilaire	113-97	100-175	2.47	7.75	10.22
do	113-97	101-176	2.48	7.76	10.24
Blanchard, I.	114-97	293-539	2.93	14.73	17.66
Frédéric, G. épouse de—wife	114-97	303-549		14.38	14.38
Stuart, E. A.	110	11		82.19	82.19
do	110	12		17.63	17.63
Séguin, Asa	110	19		6.46	6.46
do	110-113	20-135		6.46	6.46
Stuart, E. A.	113	3		2.58	2.58
Séguin, Asa	113	137		14.39	14.39
Goldsmith, H.-E.	113-114	133-7		10.82	10.82
Martial, Frédotte	114	92		12.96	12.96
do	114	108		12.96	12.96
Dens, J. alias O. Bérard	114	120		10.31	10.31
do	114	121		10.31	10.31
do	114	122		10.31	10.31
do	114	123		10.31	10.31
do	114	184		8.83	8.83
do	114	185		8.82	8.82
do	114	186		8.82	8.82
do	114	187		8.82	8.82
Senior, Georges	114	205		6.51	6.51
do	114	206		6.52	6.52
Duval, Paul	114	222		33.92	33.92
Blanchard, Isabelle	114	229		14.60	14.60
Deland, P.	114	251		12.03	12.03
do	114	252		12.04	12.04
Fontaine, R. & épouse—wife	114	253		12.54	12.54
do	114	254		12.54	12.54
do	114	255		12.54	12.54
do	114	285		11.29	11.29
do	114	286		11.28	11.28

Donné à Montréal-Nord, ce quatorzième (14)
jour du mois de décembre mil neuf cent vingt
(1920).

Le secrétaire-trésorier,

J. A. CADIEUX.

4633-51-2

Given at Montreal-North, this fourteenth (14)
day of the month of December, one thousand
nine hundred and twenty (1920).

J. A. CADIEUX,

Secretary-treasurer.

4634-51-2

Province de Québec, ville Montréal-Nord,
comté de Laval.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la ville Montréal-Nord, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par encan public, au bureau du secrétaire-trésorier, en l'hôtel-de-ville Montréal-Nord, dans ladite ville Montréal-Nord, JEUDI, le TRENTIEME (30) jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent vingt (1920), à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour les arrérages de taxes scolaires et municipales dues sur les divers lots plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

Province of Quebec, town of Montreal-North,
county of Laval.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the municipal council of the town of Montreal-North, that the immobeables hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the secretary-treasurer, at the city hall of Montreal-North, in the said town of Montreal-North, on THURSDAY the THIRTIETH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and twenty (1920), at TEN (10) o'clock in the forenoon, for arrears of school and municipal taxes due on the various lots hereunder designated, unless they be paid, with costs, before the sale, to wit :

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant dû — Amount due
Plaza Land Co. Limited.	77-76	133-2	1.92	15.54	17.46
do	76	3	2.02	16.35	18.37
do	77-76	109-26	1.50	12.25	13.75
do	76	54	1.50	12.22	13.72
do	76	55	1.50	12.24	13.74
do	77-76	284-133	1.40	11.35	12.75
do	77-76	283-134	1.40	11.35	12.75
do	77-76	282-135	1.40	11.85	13.25
do	77-76	281-136	1.40	11.85	13.25
do	77-76	280-137	1.40	11.84	13.24
do	76	254	1.40	11.35	12.75
do	76	393	1.40	11.35	12.75
do	76	394	1.40	11.35	12.75
do	76	395	1.40	11.35	12.75
do	76	396	1.40	11.35	12.75
do	76	397	1.40	11.35	12.75
do	76	419	1.40	12.25	13.75
do	76	420	1.30	12.24	13.74
do	77-76	446-440	1.40	11.35	12.75
do	77-76	445-441	1.40	11.35	12.75
do	77-76	444-442	1.40	11.35	12.75
do	76	451	1.40	11.35	12.75
do	76	515	1.50	12.25	13.75
do	76	525	1.44	11.85	13.29
do	76	559	.56	4.78	5.34
do	76	607	1.20	9.78	10.98
do	76	653	1.00	8.15	9.15
do	76	654	1.00	8.15	9.15
do	76	674	.95	7.75	8.70
do	76	675	.95	7.75	8.70
do	76	698	.57	4.77	5.34
do	76	700	.57	4.77	5.34
do	76	701	.57	4.77	5.34
do	76	702	.57	4.77	5.34
do	76	703	.57	4.77	5.34
do	76	704	.57	4.79	5.36
do	76	778	1.00	8.15	9.15
do	76	865	.71	5.84	6.55
do	76	866	.71	5.84	6.55
do	76	867	.71	5.84	6.55
do	76	868	.71	5.84	6.55
do	76	869	.71	5.85	6.56
do	76	875	.71	5.84	6.55
do	76	898	.95	7.76	8.71
do	76	899	.95	7.73	8.68
do	76	900	.95	7.75	8.70
do	76	901	.95	7.73	8.68
do	76	902	.95	7.76	8.71
do	76	915	.95	7.73	8.68
do	76	916	.95	7.75	8.70
do	77	6	.31	2.57	2.88
do	77	7	.31	2.60	2.91
do	77	8	.31	2.57	2.88
do	77	36	1.71	13.86	15.57
do	77	38	1.50	12.26	13.76
do	77	64	1.50	12.25	13.75
do	77	132	2.16	17.53	19.69
do	77	222	1.40	11.35	12.75
do	77	696	1.20	9.77	10.97
do	77	697	1.20	9.77	10.97
do	77	698	1.20	9.78	10.98
do	77	14	.31	2.58	2.89
do	77	15	.31	2.56	2.87
do	77	16	.31	2.58	2.89
do	77	17	.31	2.56	2.87

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes seol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant dû — Amount due
Plaza Land Co. Limited.....	77	18	.31	2.59	2.90
do	77	19	.31	2.55	2.86
do	77	20	.31	2.59	2.90
do	77	21	.31	2.57	2.88
do	77	22	.31	2.58	2.89
do	77	29	.31	2.57	2.88
do	77	30	.31	2.59	2.90
do	77	730	.61	4.98	5.59
do	77a	18	1.20	9.77	10.97
do	77a	19	1.20	9.78	10.98
do	77a	60	1.20	9.77	10.97
do	77a	61	1.20	9.78	10.98
do	77a	76	1.00	8.14	9.14
do	77a	87	1.00	8.14	9.14
do	77a	88	1.20	9.77	10.97
do	77a	9	.25	2.05	2.30
do	77a	149	.54	4.42	4.96
do	77a	150	.34	2.77	3.11
do	79	4	3.12	25.35	28.47
do	79	5	3.01	24.54	27.55
do	79	44	1.50	12.25	13.75
do	79	48	1.50	12.26	13.76
do	79	49	1.50	12.24	13.74
do	79	50	1.50	12.26	13.76
do	77-79	24-88	1.50	12.24	13.74
do	79	97	1.96	15.93	27.89
do	77-79	141-178	1.40	11.35	12.75
do	79	246	1.40	11.35	12.75
do	77-79	414-377	1.40	11.35	12.75
do	79	401	1.20	9.78	10.98
do	79	528	1.20	10.02	11.22
do	79	529	1.20	10.04	11.24
do	77-79	638-577	1.20	9.77	10.97
do	77-79	639-578	1.20	9.77	10.97
do	77-79	640-579	1.20	9.78	10.98
do	79	631	1.20	9.77	10.97
do	79	632	1.20	9.78	10.98
do	79	639	1.20	9.77	10.97
do	77a-79	8-675	1.20	9.77	10.97
do	79	692	1.44	11.85	13.29
do	79	693	1.44	12.69	14.13
Montreal Debenture Corp. Ltd.	85-82	68-8	2.39	22.28	24.67
do	85-82	67-9	2.39	22.25	24.64
do	85-82	66-10	2.39	22.29	24.68
do	85-82	57-19	2.39	22.26	24.65
do	85-82	56-20	2.39	22.27	24.66
do	82	28	2.39	12.31	14.70
do	82	29	2.39	12.32	14.71
do	82	32	2.39	22.26	24.65
Montreal-Nord, Debenture Corp. Ltd.	82	33	2.39	22.26	24.65
do	82	34	2.39	22.27	24.66
do	82	41	2.39	22.26	24.65
do	82	42	2.39	22.25	24.64
do	82	43	2.39	22.27	24.66
do	82	44	2.39	22.27	24.66
do	82	45	2.39	22.27	24.66
do	82	46	2.39	22.26	24.65
do	82	47	4.64	43.98	48.62
do	82	49	2.25	11.61	13.86
do	82	50	3.30	17.07	20.37
do	82	67	2.12	20.86	22.98
do	82	68	2.12	20.85	22.97
do	82	69	2.12	20.85	22.97
do	82	70	2.12	20.85	22.97
do	82	71	2.12	38.03	40.15
do	85-82	145-76	2.25	11.61	13.86
do	85-82	144-77	2.25	11.61	13.86
do	85-82	140-81	2.25	11.61	13.86
do	85-82	127-94	3.93	20.40	24.33
do	82	97	4.13	21.40	25.53
do	82	121	2.25	11.63	13.88
do	85-82	215-178	2.25	11.62	13.87
do	82	182	3.93	20.40	24.33
do	82	209	3.93	20.40	24.33
do	82	304	1.96	10.20	12.16
do	85-82	397-358	3.37	17.41	20.78
do	82	413	1.68	8.71	10.39
do	82	414	1.68	8.70	10.38
do	85-82	512-424	1.91	9.81	11.72
do	85-82	511-425	1.91	9.79	11.70
do	85-82	501-435	1.91	9.80	11.71
do	85-82	500-436	1.91	9.77	11.68
do	85-82	497-439	1.91	9.80	11.71
do	85-82	496-440	1.91	9.80	11.71
do	85-82	495-441	1.91	9.80	11.71
do	85-82	494-442	1.91	9.77	11.68
do	85-82	493-443	1.91	9.80	11.71
do	85-82	492-444	1.91	9.79	11.70

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes seol. School taxes	Taxes munic. Mun. taxes	Mon tant dû — Amount due
Montreal Debenture Corp. Ltd.	85-82	491-445	1.91	9.81	11.72
do do	85-82	490-446	1.91	9.77	11.68
do do	82	449	3.37	17.41	20.78
do do	82	452	1.91	9.80	11.71
do do	82	454	1.91	9.99	11.90
do do	82	456	1.91	9.80	11.71
do do	82	467	1.91	9.78	11.69
do do	82	474	1.91	9.79	11.70
do do	82	475	1.91	9.79	11.70
do do	82	490	1.68	8.71	10.39
do do	82	491	1.68	8.71	10.39
do do	82	492	1.68	8.71	10.39
do do	82	493	1.68	8.71	10.39
do do	82	495	1.68	8.71	10.39
do do	82	496	1.68	8.71	10.39
do do	85-82	609-521	1.91	9.80	11.71
do d	85-82	608-522	1.91	9.77	11.68
do do	85-82	607-523	1.91	9.81	11.72
do do	85-82	606-524	1.91	9.79	11.70
do do	85-82	605-525	1.91	9.80	11.71
do do	85-82	604-526	1.91	9.77	11.68
do do	85-82	603-527	1.91	9.80	11.71
do do	85-82	597-533	1.91	9.80	11.71
do do	85-82	596-534	1.91	9.77	11.68
do do	85-82	595-535	1.91	9.77	11.68
do do	85-82	594-536	3.70	19.22	22.92
do do	82	543	2.12	10.89	13.01
do do	82	550	3.37	17.41	20.78
do do	82	551	2.12	10.91	13.03
do do	82	552	2.12	10.89	13.01
do do	82	566	1.91	9.80	11.71
do do	82	567	1.91	9.79	11.70
do do	82	568	1.91	9.80	11.71
do do	82	569	1.91	9.77	11.68
do do	82	570	1.91	9.79	11.70
do do	82	604	1.68	8.71	10.39
do do	82	605	1.68	8.71	10.39
do do	82	606	1.68	8.71	10.39
do do	82	607	1.68	8.71	10.39
do do	82	608	1.68	8.70	10.38
do do	82	609	1.68	8.71	10.39
do do	82	610	1.68	8.71	10.39
do do	82	611	1.68	8.71	10.39
do do	82	612	1.68	8.71	10.39
do do	82	613	2.12	10.91	13.03
do do	82	494	1.68	8.71	10.39
do do	85	513	1.47	7.73	9.20
do do	85	610	1.47	7.72	9.19
do do	85	15	2.12	20.87	22.99
do do	85	16	2.14	21.19	23.33
do do	85	25	2.82	57.52	60.34
do do	85	36	2.12	20.86	22.98
do do	85	37	2.12	20.85	22.97
do do	85	40	2.12	20.86	22.98
do do	85	41	2.12	20.85	22.97
do do	85	44	2.12	20.86	22.98
do do	85	45	2.12	20.84	22.96
do do	85	47	2.12	20.85	22.97
do do	85	102	2.73	14.14	16.87
do do	85	104	2.86	14.86	17.72
do do	85	396	2.12	12.46	14.58
do do	85	428	2.52	14.69	17.21
do do	85	429	1.74	10.18	11.92
do do	85	430	1.74	10.15	11.89
do do	85	431	1.74	10.16	11.90
do do	85	433	1.74	10.17	11.91
do do	85	445	1.74	10.16	11.90
do do	85	453	2.25	13.02	15.27
do do	85	460	1.68	9.78	11.46
do do	85	462	1.68	9.78	11.46
do do	85	463	1.68	9.78	11.46
do do	85	464	1.68	9.77	11.45
do do	85	465	1.68	9.78	11.46
do do	85	466	1.68	9.78	11.46
do do	85	467	1.68	9.78	11.46
do do	85	468	1.68	9.78	11.46
do do	85	471	1.68	9.78	11.46
do do	85	472	1.68	9.77	11.45
do do	85	475	1.68	9.78	11.46
do do	85	476	1.68	9.78	11.46
do do	85	477	1.68	9.78	11.46
do do	85	478	1.68	9.77	11.45
do do	85	522	1.68	9.78	11.46
do do	85	529	1.74	10.19	11.93
do do	85	530	1.74	10.16	11.90
do do	85	532	1.74	10.18	11.92
do do	85	533	1.74	10.17	11.91
do do	85	534	1.74	10.18	11.92
do do	85	535	1.74	10.16	11.90
do do	85	536	1.74	10.18	11.92

NOMS — NAMES	Cad.	Subd.	Taxes scol. — School taxes	Taxes munic. — Mun. taxes	Montant dû — Amount due
Montreal Debenture Corp. Ltd.	85	537	1.74	10.17	11.91
do do	85	538	1.74	10.18	11.92
do do	85	545	1.82	10.56	12.38
do do	85	546	1.82	10.54	12.34
do do	85	547	1.82	10.55	12.37
do do	85	548	1.82	10.53	12.35
do dg	85	549	2.45	14.29	16.74
do do	85	550	2.45	14.28	16.73
do do	85	551	1.90	11.03	12.93
do do	85	552	1.90	11.00	12.90
do do	85	555	1.90	11.02	12.92
do do	85	556	1.90	10.98	12.88
do do	85	557	1.90	11.02	12.92
do do	85	558	1.96	11.35	13.31
do do	85	599	2.45	14.29	16.74
do do	85	564	2.12	12.24	14.36
do do	85	567	1.69	9.78	11.47
do do	85	568	1.69	9.78	11.47
do do	85	569	1.69	9.78	11.47
do do	85	570	1.69	9.78	11.47
do do	85	571	1.69	9.77	11.46
do do	85	572	1.69	9.78	11.47
do do	85	573	1.69	9.78	11.47
do do	85	574	1.69	9.78	11.47
do do	85	575	1.69	9.78	11.47
do do	85	576	1.69	9.77	11.46
do db	85	581	1.69	9.78	11.47
do do	85	582	1.69	9.78	11.47
do do	85	589	2.52	14.65	17.17
do do	85	590	2.12	12.26	14.38
do do	85	591	2.12	12.26	14.38
do do	85	592	2.12	12.24	14.36
do do	85	593	2.12	12.26	14.38
do do	85	619	2.12	12.24	14.36
do do		337	1.69	9.78	11.47

Donné à Montréal-Nord, ce quatorzième (14)
jour du mois de décembre mil neuf cent vingt
(1920).

Le secrétaire-trésorier,
4635—51-2 J.-A. CADIEUX.

Given at Montreal-North, this fourteenth (14)
day of the month of December, one thousand
nine hundred and twenty (1920).

J. A. CADIEUX,
4636—51-2 Secretary-treasurer.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 51.

Index of the Quebec Official Gazette, No 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Baron vs Martineau	2713
" Baulns vs Pickernig	2712
" Bédard vs Martel	2712
" Benoit vs Gibeault	2714
" Bilodeau vs Nadeau	2713
" Bouchard vs Bolla	2713
" Brunelle vs Moreau	2715
" Comtois vs Vandandaigue	2714
" Desjardins vs Sauriol	2715
" Garon vs Allaire	2714
" Jeanvennes vs Barbeau	2713
" Lafrance vs Chartrand	2712
" Leclerc vs Desmarteaux	2714
" Lessard vs Morin	2712
" Pelton vs Clermont	2713
" Week vs Aumais	2714
" Wornall vs Porter	2713

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Baron vs Martineau	2713
" Baulns vs Pickernig	2712
" Bédard vs Martel	2712
" Benoit vs Gibeault	2714
" Bilodeau vs Nadeau	2713
" Bouchard vs Bolla	2713
" Brunelle vs Moreau	2715
" Comtois vs Vandandaigue	2714
" Desjardins vs Sauriol	2715
" Garon vs Allaire	2714
" Jeanvennes vs Barbeau	2713
" Lafrance vs Chartrand	2712
" Leclerc vs Desmarteaux	2714
" Lessard vs Morin	2712
" Pelton vs Clermont	2713
" Week vs Aumais	2714
" Wornall vs Porter	2713

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Herring vs May	2715
" Jacques dit Drouin vs Pelletier	2715
" Perron vs Nault	2715

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :

Dme Herring vs May	2715
" Jacques dit Drouin vs Pelletier	2715
" Perron vs Nault	2715

ANNONCEURS :—Avis aux :— 2671 ADVERTISERS :—Notice to :— 2671

AVIS DIVERS :—

Canadian Motors & Machine Co'y, Ltd.	2716
Geo.-M. Anderson et autres.....	2716
Quebec Investment Coy, Ltd.....	2716
Session, Cour du banc du Roi.....	2716

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Canadian Motors & Machine Co'y, Ltd.	2716
Geo.-M. Anderson and othe s.....	2716
Quebec Investment Coy, Ltd.....	2716
Session of King's Bench (Crown side)...	2716

BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LEGISLATIVE :—

Avis concernant les bills privés.....	2672
---------------------------------------	------

PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Notice relating to private bills.....	2672
---------------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Banque de Montréal.....	2706
Canadian Northern Montreal Land Company, Ltd & Mount-Royal Company, Ltd.....	2709
Commission des écoles catholiques de Montréal.....	2708
Chabot, Louis.....	2701
Club Winchester.....	2701
Cie chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.....	2693
Cité de Lachine.....	2697
Cité d'Outremont.....	2695
Cité de Sherbrooke.....	2698
Cité de Verdun.....	2696
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.....	2704
Compagnie des tramways de Verchères, Chambly & Laprairie.....	2702
Commission scolaire protestante de la cité de Montréal.....	2701
Corporation du comté de Laval.....	2699
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement.....	2700
Exécuteurs testamentaires et héritiers de feu Thomas-Connolly Aylwin.....	2708
Geoffrion, Louis-Orille.....	2694
Germain, Philippe et autres.....	2705
Green, William-Harvey.....	2707
Jacobs & Phillips.....	2728
Katz, Paul et autres.....	2704
Lacasse, J.-A.....	2695
La Compagnie du chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent.....	2707
Lamontagne, J.-Eddie.....	2694
Lamy, Léopold.....	2703
La Société de construction de Montréal.....	2707
Leahy, Wilfrid-Gordon.....	2694
Leduc, Léon.....	2694
Le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke.....	2704
Le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Sherbrooke.....	2704
Le curé et les marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville.....	2708
Les curé et marguilliers de l'œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont.....	2704
Lefebvre, Charles et autres.....	2702
Les Prévoyants du Canada.....	2698
L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri.....	2700
Mallek, Mendel.....	2703
Montefiore Hebrew Orphan's Home.....	2693
Montreal General Hospital & Western Hospital of Montreal.....	2693
Municipalité de Sainte-Sabine.....	2708
Porteous, Carlyle-A.....	2705
Presbytery of Montreal.....	2706
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.....	2699
Syndics de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi.....	2702
Succession Edward Rawlings.....	2696
Succession John Pratt.....	2700
Succession Beaudry, Jean-Louis.....	2703

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Bank of Montreal.....	2706
Canadian Northern Montreal Land Company, Ltd & Mount-Royal Company, Ltd.....	2709
Catholic Schools Commissioners of Montreal.....	2708
Chabot, Louis.....	2701
Club Winchester.....	2701
Cie chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.....	2693
City of Lachine.....	2697
City of Outremont.....	2695
City of Sherbrooke.....	2698
City of Verdun.....	2696
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.....	2704
Compagnie des tramways de Verchères, Chambly & Laprairie.....	2702
Protestant Board of school commissioners of the city of Montreal.....	2701
Corporation of the county of Laval.....	2699
Curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Très-Saint-Sacrement.....	2700
Testamentary executors and heirs of late Thomas-Connolly Aylwin.....	2708
Geoffrion, Louis-Orille.....	2694
Germain, Philippe and others.....	2705
Green, William-Harvey.....	2707
Jacobs & Phillips.....	2728
Katz, Paul and others.....	2704
Lacasse, J.-A.....	2695
La Compagnie du chemin de fer de Bagotville et de Saint-Laurent.....	2707
Lamontagne, J.-Eddie.....	2694
Lamy, Léopold.....	2703
La Société de construction de Montréal.....	2707
Leahy, Wilfrid-Gordon.....	2694
Leduc, Léon.....	2694
The Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Sherbrooke.....	2704
The Board of Protestant School Commissioners of the city of Sherbrooke.....	2704
The curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint-Alphonse-d'Youville.....	2708
The parish priest and church wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint-Viateur-d'Outremont.....	2704
Lefebvre, Charles and others.....	2702
Les Prévoyants du Canada.....	2698
L'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri.....	2700
Mallek, Mendel.....	2703
Montefiore Hebrew Orphan's Home.....	2693
Montreal General Hospital & Western Hospital of Montreal.....	2693
Municipality of Sainte-Sabine.....	2708
Porteous, Carlyle-A.....	2705
Presbytery of Montreal.....	2706
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.....	2699
Syndics de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi.....	2702
Estate Edward Rawlings.....	2696
Estate John Pratt.....	2700
Estate Beaudry, Jean-Louis.....	2703

Succession J.-O. Villeneuve.....	2703
Syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin- de-La-Tuque.....	2705
The Alma & Jonquières Railway Co'y..	2707
The Scottish Trust Company.....	2728
The Strathcona Fire Insurance Co.....	2693
Thibault, Jos.-Alphonse.....	2707
Village de Petit-Métis.....	2696
Ville d'Aylmer.....	2697
Ville de la Tuque.....	2706
Ville de Montréal-Nord.....	2699
Ville de Kipawa.....	2695
Ville de Montréal-Est.....	2701
Ville de Saint-Lambert.....	2695
Vinet, Ephrem.....	2694

Estate J.-O. Villeneuve.....	2703
Assignees of the parish of Saint-Zéphirin- de-La-Tuque.....	2705
The Alma & Jonquières Railway Co'y..	2707
The Scottish Trust Company.....	2728
The Strathcona Fire Insurance Co.....	2693
Thibault, Jos.-Alphonse.....	2707
Village of Petit-Métis.....	2696
Town of d'Aylmer.....	2697
Town of la Tuque.....	2706
Town of Montreal-North.....	2699
Town of Kipawa.....	2695
Town of Montreal-East.....	2701
Town of Saint-Lambert.....	2695
Vinet, Ephrem.....	2694

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Bellerive.....	2709
Sainte-Cécile-du-Bic.....	2709
Saint-Chrystophe.....	2709
Saint-Octave.....	2709
Village de Templeton.....	2710

Bellerive.....	2709
Sainte-Cécile-du-Bic.....	2709
Saint-Chrystophe.....	2709
Saint-Octave.....	2709
Village of Templeton.....	2710

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

TREASURY DEPARTMENT :—

Catholic Fraternal League.....	2711
National Benefit Assurance Corporation, Ltd.....	2710
North British Mercantile Insurance Coy, Ltd.....	2710
Northwestern Mutual Fire Association.....	2711
Società Operaia Italiana di Mutuo Soccorso di Montreal.....	2710
Union Amicale de N.-D.-Auxiliatrice, &c.....	2711

Catholic Fraternal League.....	2711
National Benefit Assurance Corporation, Ltd.....	2710
North British Mercantile Insurance Coy, Ltd.....	2710
Northwestern Mutual Fire Association.....	2711
Società Operaia Italiana di Mutuo Soccorso di Montreal.....	2710
Union Amicale de N.-D.-Auxiliatrice, &c.....	2711

EXAMENS DU BARREAU :—

BAR EXAMINATIONS :—

Montréal.....	2717
Trois-Rivières.....	2717

Montreal.....	2717
Three Rivers.....	2717

FAILLITE—AVIS DE :—

BANKRUPT NOTICES :—

Girard, dividende.....	2717
Peterson (Dme), dividende.....	2718

Girard, dividend.....	2717
Peterson (Dme), dividend.....	2718

LETTRES PATENTES :—

LETTERS PATENT :—

La Coopérative Ouvrière, ltée.....	2673
Laiterie Ferme Saraguay, ltée.....	2675
Northern Amusements, Ltd.....	2677
Quality Tool Works, Ltd.....	2690
The Art Swiss Embroidery Co'y, Ltd.....	2682
The Peninsula Lumber Co'y.....	2684
Tippet & Co.....	2678
Universal Engineering Corporation.....	2673

La Coopérative Ouvrière, ltée.....	2673
Laiterie Ferme Saraguay, ltée.....	2675
Northern Amusements, Ltd.....	2677
Quality Tool Works, Ltd.....	2690
The Art Swiss Embroidery Co'y, Ltd.....	2682
The Peninsula Lumber Co'y.....	2684
Tippet & Co.....	2678
Universal Engineering Corporation.....	2673

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Hôpital du Dr Dupont.....	2692
Ravery, Ltd.....	2691
R.-K. Malhouf, Fils & Cie, ltée.....	2692
The Lachine Housing & Development Co'y, Ltd.....	2681
Victoria Clothing, Ltd.....	2692

Hôpital du Dr Dupont.....	2692
Ravery, Ltd.....	2691
R.-K. Malhouf, Fils & Cie, ltée.....	2692
The Lachine Housing & Development Co'y, Ltd.....	2681
Victoria Clothing, Ltd.....	2692

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Société coopérative agricole de la paroisse de Wotton.....	2712
---	------

Société coopérative agricole de la paroisse de Wotton.....	2712
---	------

PROCLAMATION :—

PROCLAMATION :—

Convocation des Chambres pour l'expé- dition des affaires.....	2672
---	------

Parliament convoked for dispatch of business.....	2672
--	------

VENTES PAR LICITATION :—

Joly vs Mathurin <i>et al.</i>	2718
Ross vs Ross <i>et al.</i>	2719
Villeneuve vs Homier.....	2719

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—

Montréal-Nord.....	2730
Montréal-Nord.....	2735
Ville de Montréal-Sud.....	2729

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Durocher (Dme) vs Jodoin.....	2720
-------------------------------	------

GASPÉ :—

Bernier vs Lizotte.....	2721
-------------------------	------

HULL :—

Marion vs Cusson.....	2721
-----------------------	------

JOLIETTE :—

Perrault (Dme) vs Martel.....	2722
-------------------------------	------

MONTREAL :—

Angrignon vs Hamel.....	2722
Archambault <i>et al</i> vs Chaillé.....	2723
Archambault <i>et al</i> vs Rinfret.....	2723
Bennett vs Rayle <i>et al.</i>	2724
La ville de Pointe-aux-Trembles vs Walsh	2724

QUÉBEC :—

Cayer vs Boisvert.....	2726
Côté (Dme) vs St. Laurent <i>et al.</i>	2725
De Lachevrotière vs Beaulieu.....	2725
Turgeon (Dme) vs héritiers Fontaine....	2725

SAINT-FRANÇOIS :—

Champoux vs Gosselin.....	2726
---------------------------	------

ST-HYACINTHE :—

Blanchet vs Chagnon.....	2727
--------------------------	------

TERREBONNE :—

Marcotte vs Bertrand.....	2727
---------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Corporation de la ville de Shawinigan-Falls vs Buisson.....	2728
---	------

SALES BY LICITATION :—

Joly vs Mathurin <i>et al.</i>	2718
Ross vs Ross <i>et al.</i>	2718
Villeneuve vs Homier.....	2719

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—

Montreal-North.....	2730
Montreal-North.....	2735
Town of Montreal-South.....	2729

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Durocher (Dme) vs Jodoin.....	2720
-------------------------------	------

GASPÉ :—

Bernier vs Lizotte.....	2721
-------------------------	------

HULL :—

Marion vs Cusson.....	2721
-----------------------	------

JOLIETTE :—

Perrault (Dme) vs Martel.....	2722
-------------------------------	------

MONTREAL :—

Angrignon vs Hamel.....	2722
Archambault <i>et al</i> vs Chaillé.....	2723
Archambault <i>et al</i> vs Rinfret.....	2723
Bennett vs Rayle <i>et al.</i>	2724
The town of Pointe-aux-Trembles vs Walsh.....	2724

QUEBEC :—

Cayer vs Boisvert.....	2726
Côté (Dme) vs St. Laurent <i>et al.</i>	2725
De Lachevrotière vs Beaulieu.....	2725
Turgeon (Dme) vs heirs Fontaine.....	2725

SAINT-FRANCIS :—

Champoux vs Gosselin.....	2726
---------------------------	------

ST-HYACINTHE :—

Blanchet vs Chagnon.....	2727
--------------------------	------

TERREBONNE :—

Marcotte vs Bertrand.....	2727
---------------------------	------

THREE RIVERS :—

Corporation of the town of Shawinigan-Falls vs Buisson.....	2728
---	------

